

TESTO UFFICIALE  
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

ATTI  
DEL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Decreto 12 ottobre 2020, n. 412.

Concessione, per la durata di anni trenta, al CLUB ALPINO ITALIANO (CAI), Sezione di Aosta, di derivazione d'acqua sorgiva, in località Crête Sèche del comune di BIONAZ, ad uso igienico-sanitario, a servizio del rifugio Crête Sèche, ubicato nel suddetto comune.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi, è concessa al CLUB ALPINO ITALIANO (CAI), Sezione di Aosta, la derivazione d'acqua dalla sorgente ubicata in località Crête Sèche del comune di Bionaz, nel periodo dal 15 maggio al 15 ottobre di ogni anno, ad uso igienico-sanitario, di moduli massimi 0,01 (litri al minuto secondo uno) e medi annui 0,004 (litri al minuto secondo zero virgola quattro), rapportati al periodo di esercizio della derivazione, per alimentare le utenze non potabili del rifugio denominato Crête Sèche.

Art. 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata della concessione, è accordata per la durata di anni trenta dalla data del presente decreto, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare protocollo n. 9202/DDS in data 15 settembre 2020 e con l'obbligo del pagamento anticipato, presso la Tesoreria dell'Amministrazione regionale, del canone annuo di euro 19,29 (diciannove/29), pari al minimo fissato dalla deliberazione della Giunta regionale n. 1589 in data 22 novembre 2019 per l'uso igienico sanitario ed assimilati, soggetto a revisione annuale.

Art. 3

L'Assessorato delle opere pubbliche, territorio ed edilizia residenziale pubblica e l'Assessorato delle finanze, attività produttive e artigianato della Regione, ognuno per la propria

DEUXIÈME PARTIE

ACTES  
DU PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Arrêté n° 412 du 12 octobre 2020,

accordant, pour trente, ans à CLUB ALPINO ITALIANO (CAI) – section d'Aoste, l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux de la source située à Crête Sèche, dans la commune de BIONAZ, à usage hygiénique et sanitaire pour la desserte du refuge de haute montagne « Crête Sèche », situé dans ladite commune.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Omissis

arrête

Art. 1<sup>er</sup>

Sans préjudice des droits des tiers, *Club Alpino Italiano (CAI)* – section d'Aoste est autorisé à dériver, du 15 mai au 15 octobre de chaque année, de la source située à Crête Sèche, dans la commune de Bionaz, 0,01 module d'eau (un litre par seconde) au maximum et 0,004 module d'eau (quatre décilitres par seconde) en moyenne par an, calculé au prorata de la période de dérivation, à usage hygiénique et sanitaire pour la desserte en eau non potable du refuge « Crête Sèche »

Art. 2

La durée de l'autorisation, par concession, accordée au sens du présent arrêté est de trente ans à compter de la date de celui-ci, sauf en cas de renonciation, caducité ou retrait. Le concessionnaire est tenu de respecter les conditions établies par le cahier des charges n° 9202/DDS du 15 septembre 2020 et de verser à l'avance à la Trésorerie de l'Administration régionale une redevance annuelle de 19,29 euros (dix-neuf euros et vingt-neuf centimes), soit le minimum prévu par la délibération du Gouvernement régional n° 1589 du 22 novembre 2019 pour les dérivations à usage hygiénique et assimilées, et actualisée chaque année.

Art. 3

L'Assessorat régional des ouvrages publics, du territoire et du logement public et l'Assessorat régional des finances, des activités productives et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce

competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 12 ottobre 2020.

Il Presidente  
Renzo TESTOLIN

---

**Decreto 27 ottobre 2020, n. 451.**

**Conferimento di delega di firma nell'ambito delle contabilità erariali e della gestione dei fondi statali di competenza prefettizia a dirigenti regionali del Dipartimento legislativo e aiuti di Stato.**

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Omissis

decreta

- 1) A decorrere dalla data del presente decreto, al dott. Vitaliano Vitali, dirigente della struttura organizzativa Affari di prefettura del Dipartimento legislativo e aiuti di Stato e, in caso di sua assenza o impedimento, alla dott.ssa Roberta Quattrocchio, coordinatore del Dipartimento legislativo e aiuti di Stato, è conferita, per i motivi di cui in premessa, la delega a firmare "per il Presidente della Regione, nell'esercizio delle attribuzioni prefettizie" i provvedimenti inerenti alle procedure di affidamento di lavori, servizi e forniture di importo inferiore a 40.000 euro gravanti sulle contabilità erariali;
- 2) A decorrere dall'entrata in vigore del presente atto cessa di avere efficacia il precedente atto di delega di firma n. 546 del 18 dicembre 2019;
- 3) La pubblicazione del presente provvedimento nel Bollettino ufficiale della Regione autonoma Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste.

Aosta, 27 ottobre 2020

Il Presidente\*  
Erik LAVEVAZ

\*nell'esercizio delle attribuzioni prefettizie

---

qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 12 octobre 2020.

Le président,  
Renzo TESTOLIN

---

**Arrêté n° 451 du 27 octobre 2020,**

**portant délégation à des dirigeants du Département législatif et aides d'État à l'effet de signer certains actes relatifs à la comptabilité du Trésor public et à la gestion des fonds étatiques au titre des fonctions préfectorales.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION\*

Omissis

arrête

- 1) À compter de la date du présent arrêté et pour les raisons indiquées au préambule, M. Vitaliano Vitali, dirigeant de la structure « Affaires préfectorales » du Département législatif et aides d'État, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Mme Roberta Quattrocchio, coordinatrice dudit département, sont délégués à l'effet de signer, pour le président de la Région, dans l'exercice de ses fonctions préfectorales, les actes relatifs aux procédures d'attribution des marchés de travaux, de services et de fourniture d'une valeur inférieure à 40 000 euros relevant de la comptabilité du Trésor public.
- 2) L'acte de délégation n° 546 du 18 décembre 2019 cesse de déployer ses effets à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.
- 3) Le présent arrêté est publié au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 27 octobre 2020.

Le président\*,  
Erik LAVEVAZ

\* dans l'exercice de ses fonctions préfectorales

---

**Publication de la version française de l'ordonnance n° 468 du 30 octobre 2020, sans préjudice de l'entrée en vigueur et de tout autre effet découlant de la publication de l'ordonnance en question au B.O. n° 63 du 10 novembre 2020.**

**Ordonnance n° 468 du 30 octobre 2020,**

**portant mesures de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833, en matière de commerces, de déplacements nocturnes et d'activités scolaires.**

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu les délibérations du Conseil des ministres du 31 janvier, du 29 juillet et du 7 octobre 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie du fait du degré de contagiosité et de gravité qu'elle a atteint à l'échelle globale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020, converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020 et modifié par le décret-loi n° 125 du 7 octobre 2020 (Mesures urgentes liées à la prorogation de l'état d'urgence du fait de l'épidémie de COVID-19 et visant à la continuité opérationnelle du système d'alerte COVID et à l'application de la directive UE 2020/739 du 3 juin 2020) publié au journal officiel de la République italienne n° 248 du 7 octobre 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu notamment :

- les art. 1<sup>er</sup> et 2 du DL n° 19/2020, au sens desquels, pour limiter les risques sanitaires liés à la diffusion de la COVID-19, une ou plusieurs mesures restrictives peuvent être adoptées sur certaines parties du territoire national ;
- le premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020, au sens duquel, dans l'attente et jusqu'au moment de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés au premier alinéa de l'art. 2, les Régions peuvent adopter – en cas d'aggravation du risque sanitaire sur l'ensemble ou sur une partie de leur territoire – certaines des mesures plus restrictives prévues par le deuxième alinéa dudit article uniquement dans les domaines de leur compétence, à condition que celles-ci n'aient aucune retombée négative sur les activités productives et sur celles revêtant une importance stratégique pour l'économie nationale ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020) ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 125 du 16 mai 2020 et converti, avec modifications, par la loi n° 74 du 14 juillet 2020, tel qu'il a été modifié par le DL n° 125/2020 ;

Considérant qu'au sens du DL n° 33/2020, et notamment :

- du premier alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, à compter du 18 mai 2020, toutes les mesures de restriction de la circulation sur le territoire régional visées aux art. 2 et 3 du DL n° 19/2020 cessent de déployer leurs effets, lesdites mesures pouvant être adoptées ou prorogées au sens des articles en cause uniquement pour des portions spécifiques du territoire qui seraient concernées par une aggravation sensible de la situation épidémiologique ;
- du troisième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, à compter du 3 juin 2020, les déplacements d'une région à une autre pourront être limités uniquement par des actes pris, pour des portions spécifiques du territoire national, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause ;
- du quatrième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, jusqu'au 2 juin 2020, il est interdit à toute personne de se déplacer, par tout moyen de transport public ou particulier, pour se rendre à ou revenir de l'étranger, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés et absolument urgents, pour des motifs de santé ou pour les raisons qui seront établies par les actes adoptés au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés ; à compter du 3 juin 2020, les déplacements pour se rendre à ou revenir de l'étranger pourront être limités uniquement par des actes pris, éventuellement pour tout ou partie du territoire d'États spécifiques, au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 et établissant des mesures adaptées et proportionnées au risque épidémiologique réellement présent dans les aires en cause, dans le respect des obligations dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne et de celles internationales ;
- du huitième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public ; les manifestations, les événements et les spectacles de toute nature comportant la présence du public – y compris ceux à caractère culturel, ludique ou sportif, ainsi que les foires, colloques et congrès en lieu public ou ouvert au public – se déroulent, si cela est jugé possible, sur la base de l'évolution des données épidémiologiques et suivant les modalités établies par les actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ;
- du quatorzième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, les activités économiques, productives et sociales doivent se conformer aux lignes directrices ou aux dispositions des protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes adoptent en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, et ce, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et sans préjudice de l'application de ceux-ci à défaut de lignes directrices ou de protocoles régionaux ; les activités économiques, productives et sociales pourront être limitées par des actes pris au sens de l'art. 2 du DL n° 19/2020 ou du seizième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du DL n° 33/2020 dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité ;
- du quinzième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, la violation des lignes directrices et des protocoles régionaux ou, à défaut, nationaux qui comporterait un niveau de protection insuffisant est sanctionnée par la suspension de l'activité en cause tant que les conditions de sécurité ne sont pas rétablies ;
- du seizième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires soit plus restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2, soit moins restrictives, mais uniquement dans les cas prévus par les décrets-lois en cause, dans le respect des critères fixés par ceux-ci et de concert avec le ministre de la santé ;

Vu le décret-loi n° 83 du 30 juillet 2020 (Mesures urgentes du fait de l'expiration de l'état d'urgence épidémiologique lié à la COVID-19 et déclaré le 31 janvier 2020), publié au journal officiel de la République italienne n° 190 du 30 juillet 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 124 du 25 septembre 2020 ;

Vu les ordonnances du ministre de la santé indiquées ci-après :

- ordonnance du 12 août 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 202 du 13 août 2020 ;

- ordonnance du 16 août 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 204 du 17 août 2020 ;
- ordonnance du 21 septembre 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 234 du 21 septembre 2020 ;
- ordonnance du 7 octobre 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 249 du 8 octobre 2020 ;

Vu le DL n° 125/2020 susmentionné ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 24 octobre 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national et converti, avec modifications, par la loi n° 35 du 25 mai 2020, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et converti, avec modifications, par la loi n° 74 du 14 juillet 2020), publié au journal officiel de la République n° 265 du 25 octobre 2020 ;

Vu notamment le premier alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du DPCM du 24 octobre 2020 qui prévoit :

- à sa lettre s), que pour lutter contre la diffusion de l'épidémie, sans préjudice du fait que les activités pédagogiques et éducatives des écoles du premier cycle d'enseignement et des services éducatifs pour enfants doivent continuer à être assurées en présentiel et après que les autorités régionales, locales ou sanitaires auront communiqué au Ministère de l'éducation les situations critiques et de risque accru constatées sur les territoires de leur ressort, les institutions scolaires de l'enseignement secondaire du deuxième degré adoptent des modes flexibles d'organisation des activités pédagogiques, au sens des art. 4 et 5 du décret du président de la République n° 275 du 8 mars 1999, et ont recours à l'enseignement numérique intégré pour 75 p. 100 au moins desdites activités ;
- à sa lettre dd), que le commerce de détail est autorisé à condition que la distance de sécurité d'un mètre au moins soit respectée, l'accès contingenté et la permanence dans les locaux réduite au minimum nécessaire aux achats ; les activités en cause doivent se conformer aux lignes directrices ou aux protocoles que les Régions ou la Conférence des Régions et des Provinces autonomes ont adopté en vue de prévenir ou de réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence et les secteurs similaires, dans le respect des principes visés aux lignes directrices et aux protocoles établis à l'échelle nationale et suivant les critères visés à l'annexe 10 du décret en cause ; l'application des mesures prévues par l'annexe 11 est par ailleurs recommandée ;

Vu l'arrêté du président de la Région n° 467 du 30 octobre 2020 (Constitution de l'Unité de soutien et de coordination pour l'urgence COVID-19) ;

Rappelant le rapport du 20 octobre 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020, au sens duquel la Vallée d'Aoste a été considérée comme non évaluable, susceptible d'une forte progression de la contagion et ayant une valeur RT égale à 2,37 ;

Rappelant le rapport du 27 octobre 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens duquel la Vallée d'Aoste a été de nouveau considérée comme non évaluable, en raison de la confirmation de la forte progression de la contagion ;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter des mesures visant à réduire de manière importante les interactions physiques entre les personnes et la pression sur les services sanitaires ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, il s'avère nécessaire – au sens du cadre normatif existant en matière de lutte contre l'épidémie de COVID-19 et afin de limiter autant que possible la diffusion de la contagion – d'adopter des mesures relatives au commerce de détail (petite et grande distribution) et des mesures de limitation des déplacements pendant la période nocturne, au cours de laquelle un relâchement dans le respect des règles de prévention de la contagion est possible, pouvant conduire à des rassemblements et au non-respect de la distance de sécurité, et qu'il est opportun que le Gouvernement régional fixe des critères pour la définition de modes flexibles d'organisation de l'enseignement numérique intégré, et ce, sur la base des évaluations des autorités sanitaires en matière d'évolution de l'épidémie sur le territoire régional, compte tenu de la particularité de ce dernier et des caractéristiques des institutions scolaires régionales et dans le respect des droits des personnes handicapées ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique ;

Sur proposition de l'Unité de soutien et de coordination pour l'urgence COVID-19,

ordonne

1. Pour ce qui est du commerce de détail (petite et grande distribution), il y lieu de respecter les mesures suivantes :
  - la distance de sécurité d'un mètre au moins doit être respectée ;
  - l'accès doit être contingenté ;
  - la permanence dans les locaux doit être réduite au minimum nécessaire aux achats ;
  - les activités en cause doivent se conformer aux lignes directrices ou aux protocoles visant à prévenir ou à réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence ;
  - le port du masque est obligatoire ;
  - l'utilisation d'un gel désinfectant pour les mains est obligatoire ;
  - dans les locaux dont la superficie totale de vente ne dépasse pas les 40 mètres carrés, seule une personne à la fois peut être admise ;
  - des panneaux indiquant le nombre maximal de personnes admises à la fois dans les locaux dont la superficie totale de vente dépasse les 40 mètres carrés doivent être affichés ;
  - seule une personne par foyer peut entrer dans les espaces de vente ; la présence d'un accompagnateur n'est admise que si l'âge ou les conditions psychophysiques de la personne concernée l'exigent.
2. De 21 h à 5 h du jour suivant, seuls les déplacements pour des impératifs professionnels dûment vérifiés, des cas de nécessité ou d'urgence ou des motifs de santé sont autorisés ; en tout état de cause, les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence sont toujours autorisés. Le motif de tout déplacement doit faire l'objet d'une déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, dont le modèle est annexé à la présente ordonnance. Cette obligation ne s'applique ni aux électeurs de la Commune de Courmayeur, qui sont appelés à voter pour le renouvellement du Conseil communal le 8 novembre 2020, et le 22 novembre 2020 en cas de ballottage, pendant toute la période d'ouverture des bureaux de vote, ni aux personnels impliqués dans les opérations électorales, jusqu'à l'achèvement de celles-ci.
3. Le Gouvernement régional doit adopter, de concert avec la Surintendance des écoles et les directeurs généraux des institutions scolaires entendus, une délibération visant à fournir à ces dernières des critères pour la définition de modes flexibles d'organisation de l'enseignement numérique intégré, et ce, sur la base des évaluations des autorités sanitaires en matière d'évolution de l'épidémie sur le territoire régional, compte tenu de la particularité de ce dernier et des caractéristiques des institutions scolaires régionales et dans le respect des droits des personnes handicapées.
4. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
5. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, converti, avec modifications, en la loi n° 74 du 14 juillet 2020, et dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens de l'art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des mesures dérogatoires par rapport à celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du DL n° 33/2020, tel qu'il a été modifié par le décret-loi n° 125 du 7 octobre 2020.

La présente ordonnance est valable sur l'ensemble du territoire régional à compter du 31 octobre 2020, 21 h, et jusqu'au 24 novembre

2020.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35/2020 et modifié par le DL n° 125/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est communiquée, pour information et/ou exécution, à la surintendante aux écoles de la Vallée d'Aoste, aux forces de l'ordre, y compris le Corps forestier de la Vallée d'Aoste, aux syndics des Communes valdôtaines, à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre et au commissaire de la Commune de Courmayeur ; par ailleurs, elle est communiquée, pour information, au chef du Cabinet de la Présidence de la Région, au dirigeant de la structure régionale « Affaires préfectorales » et au commissaire de l'Agence Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste. La présente ordonnance est transmise au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 30 octobre 2020.

Le président,  
Erik LAVEVAZ

---

Annexe : modèle de déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du DPR n° 445 du 28 décembre 2000.

**Déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du décret du président de la République  
n° 445 du 28 décembre 2000**

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_, né(é) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_  
(province de \_\_\_\_\_), résidant à \_\_\_\_\_, rue \_\_\_\_\_,  
et domicilié(e) à \_\_\_\_\_ (province de \_\_\_\_\_) rue \_\_\_\_\_,  
pièce d'identité \_\_\_\_\_, n° \_\_\_\_\_, délivré(e) par \_\_\_\_\_,  
le \_\_/\_\_/\_\_, téléphone \_\_\_\_\_, conscient(e) des sanctions pénales prévues en cas de  
déclaration mensongère à un officier public (art. 495 du code pénal),

**DÉCLARE SUR L'HONNEUR**

- avoir connaissance des dispositions normatives visant à limiter la diffusion de l'épidémie de COVID-19 en vigueur à la date d'aujourd'hui et concernant les limitations de déplacement des personnes physiques sur le territoire national ;
- avoir connaissance des autres mesures et limitations prévues par les ordonnances ou autres actes administratifs adoptés par le président de la Région ou le syndic au sens des dispositions en vigueur ;
- avoir connaissance des sanctions prévues par l'art. 4 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 et par l'art. 2 du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 ;
- que mon déplacement est lié :
  - à des impératifs professionnels dûment vérifiés ;
  - à des motifs de santé ;
  - à d'autres motifs prévus par les dispositions en vigueur ou les décrets-lois susmentionnés, les ordonnances ou les autres actes établissant des mesures de prévention de la diffusion de l'épidémie ;  
(cocher la case qui convient)
- que l'adresse de départ est la suivante \_\_\_\_\_ ;
- que l'adresse de destination est la suivante \_\_\_\_\_ ;
- je déclare, par ailleurs, au sujet de mon déplacement, que :

Date, heure et lieu du contrôle

\_\_\_\_\_

Signature du déclarant

\_\_\_\_\_

L'agent de police

\_\_\_\_\_



**Ordinanza 6 novembre 2020, n. 483.**

**Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID- 2019. Ordinanza ai sensi dell'art. 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833. Disposizioni relative ad attività commerciali, servizi di ristorazione, attività sportiva, attività scolastiche, spostamenti, attività venatoria e consultazioni elettorali. Revoca parziale dell'ordinanza n. 468 in data 30 ottobre 2020.**

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto l'art. 32 della Costituzione;

Visto lo Statuto speciale per la Valle d'Aosta approvato con Legge Costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Vista la legge regionale 13 marzo 2008, n. 4 recante "*Disciplina del sistema regionale di emergenza-urgenza sanitaria*";

Vista la legge regionale 18 gennaio 2001, n. 5 recante "*Organizzazione delle attività regionali di protezione civile*";

Visto il Decreto del Presidente della Regione 4 settembre 2020, n. 362, pubblicato nell'Edizione straordinaria del Bollettino ufficiale n. 54 dell'8 settembre 2020, recante "*Convocazione dei comizi elettorali per il rinnovo del Consiglio comunale del Comune di Courmayeur per la giornata di domenica 8 novembre 2020*";

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, recante "*Istituzione del servizio sanitario nazionale*" e, in particolare, l'art. 32 che dispone "*il Ministro della sanità può emettere ordinanze di carattere contingibile e urgente, in materia di igiene e sanità pubblica e di polizia veterinaria, con efficacia estesa all'intero territorio nazionale o a parte di esso comprendente più regioni*", nonché "*nelle medesime materie sono emesse dal presidente della giunta regionale e dal sindaco ordinanze di carattere contingibile e urgente, con efficacia estesa rispettivamente alla regione o a parte del suo territorio comprendente più comuni e al territorio comunale*";

Vista le delibere del Consiglio dei Ministri del 31 gennaio 2020, del 29 luglio 2020 e del 7 ottobre 2020 con le quali è stato dichiarato e prorogato lo stato di emergenza sul territorio nazionale relativo al rischio sanitario connesso all'insorgenza di patologie derivanti da agenti virali trasmissibili;

Rilevato che l'Organizzazione mondiale della sanità con dichiarazione dell'11 marzo 2020 ha valutato l'epidemia da COVID-19 come "pandemia" in considerazione dei livelli di diffusività e gravità raggiunti a livello globale;

Visto il decreto-legge 17 marzo 2020, n. 18, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 17 marzo 2020, n. 70, convertito, con modificazioni, nella legge 24 aprile 2020, n. 27;

**Ordonnance n° 483 du 6 novembre 2020,**

**portant nouvelles mesures de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens de l'art. 32 de la loi n° 833 du 23 décembre 1978, en matière d'activités commerciales, de services de restauration, d'activités sportives, d'activités scolaires, de déplacements, de pratique de la chasse et d'élections, ainsi que retrait partiel de l'ordonnance n° 468 du 30 octobre 2020.**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

Vu l'art. 32 de la Constitution ;

Vu le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste, approuvé par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu la loi régionale n° 4 du 13 mars 2008 (Réglementation du système régional des urgences médicales) ;

Vu la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001 (Mesures en matière d'organisation des activités régionales de protection civile) ;

Vu l'arrêté du président de la Région n° 362 du 4 septembre 2020 (Convocation des électeurs le dimanche 8 novembre 2020 pour le renouvellement du Conseil communal de Courmayeur), publié au Bulletin officiel n° 54 du 8 septembre 2020 (édition extraordinaire) ;

Vu la loi n° 833 du 23 décembre 1978 (Institution du service sanitaire national), et notamment son art. 32, qui statue que le ministre de la santé peut prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes en matière d'hygiène, de santé publique et de police vétérinaire qui sont applicables sur l'ensemble du territoire national ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs régions, et que le président de la Région et les syndicats peuvent prendre des ordonnances extraordinaires et urgentes dans lesdits domaines qui sont applicables, respectivement, sur le territoire de la région, ou sur une partie de celui-ci comprenant plusieurs communes, et sur le territoire communal ;

Vu les délibérations du Conseil des ministres du 31 janvier, du 29 juillet et du 7 octobre 2020 déclarant, pour l'ensemble du territoire national, l'état d'urgence du fait du risque sanitaire lié à l'apparition de pathologies dérivant d'agents viraux transmissibles ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 11 mars dernier, que la flambée de COVID-19 constitue une pandémie du fait du degré de contagiosité et de gravité qu'elle a atteint à l'échelle globale ;

Vu le décret-loi n° 18 du 17 mars 2020 (Mesures pour renforcer le Service sanitaire national et pour soutenir économiquement les familles, les travailleurs et les entreprises du

Visto il decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, recante “*Misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*” pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 25 marzo 2020, n. 79, convertito, con modificazioni, nella legge 22 maggio 2020, n. 35, modificato dal decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 7 ottobre 2020, n. 248, che, nell'abrogare le disposizioni di cui al decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, fa salvi gli effetti prodotti e gli atti adottati sulla base dei decreti e delle ordinanze emanati ai sensi del decreto-legge 23 febbraio 2020, n. 6, convertito, con modificazioni, dalla legge 5 marzo 2020, n. 13, ovvero ai sensi dell'articolo 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833 e dispone che “continuano ad applicarsi nei termini originariamente previsti le misure già adottate con i decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri adottati in data 8 marzo 2020, 9 marzo 2020, 11 marzo 2020 e 22 marzo 2020 per come ancora vigenti alla data di entrata in vigore del presente decreto”;

Visti, in particolare:

- gli articoli 1 e 2 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, che prevedono che per contenere e contrastare i rischi sanitari derivanti dalla diffusione del virus COVID-19, su specifiche parti del territorio nazionale, possono essere adottate una o più misure limitative;
- l'art. 3, comma 1 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, che prevede che “*Nelle more dell'adozione dei decreti del Presidente del Consiglio dei ministri di cui all'articolo 2, comma 1, e con efficacia limitata fino a tale momento, le regioni, in relazione a specifiche situazioni sopravvenute di aggravamento del rischio sanitario verificatesi nel loro territorio o in una parte di esso, possono introdurre misure ulteriormente restrittive, tra quelle di cui all'articolo 1, comma 2, esclusivamente nell'ambito delle attività di loro competenza e senza incisione delle attività produttive e di quelle di rilevanza strategica per l'economia nazionale*”;

Visto il decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 avente ad oggetto “*Emergenza COVID-19: attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2 di cui all'allegato 10 del D.P.C.M. 26 aprile 2020*”;

Visto il decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 “*Ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*”, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 16 maggio 2020, n. 125, convertito, con modificazioni, nella legge 14 luglio 2020, n. 74, così come modificato dal decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125, pubblicato sulla Gazzetta Uffi-

ciata del 7 ottobre 2020, n. 125, convertito, con modificazioni, nella legge 14 luglio 2020, n. 74, così come modificato dal decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125, pubblicato sulla Gazzetta Uffi-

fait de l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 70 du 17 mars 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 27 du 24 avril 2020 ;

Vu le décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 (Mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 79 du 25 mars 2020, converti, avec modifications, en la loi n° 35 du 22 mai 2020 et modifié par le décret-loi n° 125 du 7 octobre 2020 (Mesures urgentes liées à la prorogation de l'état d'urgence du fait de l'épidémie de COVID-19 et visant à la continuité opérationnelle du système d'alerte COVID et à l'application de la directive UE 2020/739 du 3 juin 2020) publié au journal officiel de la République italienne n° 248 du 7 octobre 2020, au sens duquel les dispositions du décret-loi n° 6 du 23 février 2020, converti, avec modifications, par la loi n° 13 du 5 mars 2020, sont abrogées, sans préjudice des effets produits et des actes pris aux termes des décrets et des ordonnances adoptés en application dudit décret-loi ou de l'art. 32 de la loi n° 833/1978, alors que les mesures adoptées par les décrets du président du Conseil des ministres des 8, 9, 11 et 22 mars 2020 demeurent applicables dans les délais initialement prévus et dans la mesure où elles sont encore en vigueur ;

Vu notamment :

- les art. 1<sup>er</sup> et 2 du DL n° 19/2020, au sens desquels, pour limiter les risques sanitaires liés à la diffusion de la COVID-19, une ou plusieurs mesures restrictives peuvent être adoptées sur certaines parties du territoire national ;
- le premier alinéa de l'art. 3 du DL n° 19/2020, au sens duquel, dans l'attente et jusqu'au moment de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés au premier alinéa de l'art. 2, les Régions peuvent adopter – en cas d'aggravation du risque sanitaire sur l'ensemble ou sur une partie de leur territoire – certaines des mesures plus restrictives prévues par le deuxième alinéa dudit article uniquement dans les domaines de leur compétence, à condition que celles-ci n'aient aucune retombée négative sur les activités productives et sur celles revêtant une importance stratégique pour l'économie nationale ;

Vu le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 (Adoption des critères relatifs au suivi du risque sanitaire prévu par l'annexe 10 du décret du président du Conseil des ministres du 26 avril 2020) ;

Vu le décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 (Nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19), publié au journal officiel de la République italienne n° 125 du 16 mai 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 74 du 14 juillet 2020, tel qu'il a été modifié par le DL n° 125/2020, et notamment le seizième alinéa de son art. 1<sup>er</sup>, qui prévoit ce qui

ciale del 7 ottobre 2020, n. 248 e, in particolare, l'articolo 1, comma 16, il quale prevede che: *“Per garantire lo svolgimento in condizioni di sicurezza delle attività economiche, produttive e sociali, le regioni monitorano con cadenza giornaliera l'andamento della situazione epidemiologica nei propri territori e, in relazione a tale andamento, le condizioni di adeguatezza del sistema sanitario regionale. I dati del monitoraggio sono comunicati giornalmente dalle regioni al Ministero della salute, all'Istituto superiore di sanità e al comitato tecnico-scientifico di cui all'ordinanza del Capo del dipartimento della protezione civile del 3 febbraio 2020, n. 630, e successive modificazioni. In relazione all'andamento della situazione epidemiologica sul territorio, accertato secondo i criteri stabiliti con decreto del Ministro della salute del 30 aprile, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale n. 112 del 2 maggio 2020, e sue eventuali modificazioni, nelle more dell'adozione dei decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri di cui all'articolo 2 del decreto-legge n. 19 del 2020, la Regione, informando contestualmente il Ministro della salute, può introdurre misure derogatorie, restrittive rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2, ovvero, nei soli casi e nel rispetto dei criteri previsti dai citati decreti e d'intesa con il Ministro della salute, anche ampliative”*;

Considerato che, ai sensi dell'articolo 3, comma 2 del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33 *“Le disposizioni del presente decreto si applicano alle Regioni a statuto speciale e alle Province autonome di Trento e di Bolzano compatibilmente con i rispettivi statuti e le relative norme di attuazione”*;

Visto il decreto-legge 30 luglio 2020, n. 83 recante *“Misure urgenti connesse con la scadenza della dichiarazione di emergenza epidemiologica da COVID-19 deliberata il 31 gennaio 2020”*, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 30 luglio 2020, n. 190, convertito con modificazioni, nella legge 25 settembre 2020, n. 124;

Viste le ordinanze del Ministro della Salute:

- 12 agosto 2020 recante *“Ulteriori misure urgenti in materia di contenimento e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19”*, pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana 13 agosto 2020, n. 202;
- 16 agosto 2020, recante *«Ulteriori misure urgenti in materia di contenimento e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19»*, pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana 17 agosto 2020, n. 204;
- 21 settembre 2020, recante *«Ulteriori misure urgenti in materia di contenimento e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19»*, pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana 21 settembre 2020, n. 234;

suit : pour garantir le déroulement des activités économiques, productives et sociales dans des conditions de sécurité, les Régions contrôlent chaque jour l'évolution de la situation épidémiologique sur leur territoire et évaluent, sur cette base, si leur système sanitaire est approprié. Les données issues des opérations de contrôle sont communiquées chaque jour au Ministère de la santé, à l'Institut supérieur de santé et au Comité technique et scientifique visé à l'ordonnance du chef du Département de la protection civile n° 630 du 3 février 2020 ; chaque Région contrôle l'évolution de la situation épidémiologique sur son territoire suivant les critères établis par le décret du ministre de la santé du 30 avril 2020 et, dans l'attente de l'adoption des décrets du président du Conseil des ministres visés à l'art. 2 du DL n° 19/2020, peut prendre des mesures dérogatoires soit plus restrictives que celles adoptées au sens dudit art. 2, soit moins restrictives, mais uniquement dans les cas prévus par les décrets-lois en cause, dans le respect des critères fixés par ceux-ci et de concert avec le ministre de la santé ;

Considérant qu'au sens du deuxième alinéa de l'art. 3 du DL n° 33/2020, les dispositions de celui-ci sont applicables aux Régions à statut spécial et aux Provinces autonomes de Trento et de Bolzano, pour autant qu'elles soient compatibles avec les statuts de celles-ci et avec les dispositions d'application y afférentes ;

Vu le décret-loi n° 83 du 30 juillet 2020 (Mesures urgentes du fait de l'expiration de l'état d'urgence épidémiologique lié à la COVID-19 et déclaré le 31 janvier 2020), publié au journal officiel de la République italienne n° 190 du 30 juillet 2020 et converti, avec modifications, en la loi n° 124 du 25 septembre 2020 ;

Vu les ordonnances du ministre de la santé indiquées ci-après :

- ordonnance du 12 août 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 202 du 13 août 2020 ;
- ordonnance du 16 août 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 204 du 17 août 2020 ;
- ordonnance du 21 septembre 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 234 du 21 septembre 2020 ;

- 7 ottobre 2020 recante «*Ulteriori misure urgenti in materia di contenimento e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-19*», pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana 8 ottobre 2020, n. 249;

Visto il decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125 recante «*Misure urgenti connesse con la proroga della dichiarazione dello stato di emergenza epidemiologica da COVID-19 e per la continuità operativa del sistema di allerta COVID, nonché per l'attuazione della direttiva (UE) 2020/739 del 3 giugno 2020*» pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale n. 248 del 7 ottobre 2020;

Visto il Decreto del Presidente della Regione n. 467 in data 30 ottobre 2020, recante «*Costituzione di una Unità di supporto e di coordinamento per l'emergenza COVID-19*»;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 3 novembre 2020 recante «*Ulteriori disposizioni attuative del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito con modificazioni, dalla legge 25 maggio 2020, n. 35, recante misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19, e del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33, convertito con modificazioni, dalla legge 14 luglio 2020, n. 74, recante ulteriori misure urgenti per fronteggiare l'emergenza epidemiologica da COVID-19*», pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale del 4 novembre 2020, n. 275;

Considerato che l'articolo 14, comma 2 del DPCM 3 novembre 2020, prevede che «*Le disposizioni del presente decreto si applicano alle Regioni a statuto speciale e alle Province autonome di Trento e di Bolzano compatibilmente con i rispettivi statuti e le relative norme di attuazione*»;

Vista l'ordinanza del Ministro della Salute in data 4 novembre 2020, emanata ai sensi degli articoli 2 e 3 del DPCM 3 novembre 2020, con validità per un periodo di quindici giorni a decorrere dal 6 novembre che colloca la Regione Valle d'Aosta in uno scenario di tipo 4 con un livello di rischio «alto» del documento di «*Prevenzione e risposta a COVID-19: evoluzione della strategia e pianificazione nella fase di transizione per il periodo autunno-invernale*», condiviso dalla Conferenza delle Regioni e delle Province autonome in data 8 ottobre 2020, e che dispone l'applicazione alla medesima Regione, tra le altre, delle misure di cui all'articolo 3 del DPCM citato;

Visto, in particolare, l'articolo 3, comma 4 del DPCM 3 novembre 2020 che prevede:

- alla lettera a): «*è vietato ogni spostamento in entrata e in uscita dai territori di cui al comma 1, nonché all'interno dei medesimi territori, salvo che per gli spostamenti motivati da comprovate esigenze lavorative o situazioni di necessità ovvero per motivi di salute. Sono comunque consentiti gli spostamenti strettamente necessari ad assicurare lo svolgimento*

- ordonnance du 7 octobre 2020 (Nouvelles mesures urgentes de prévention et de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19), publiée au journal officiel de la République italienne n° 249 du 8 octobre 2020 ;

Vu le DL n° 125/2020 susmentionné ;

Vu l'arrêté du président de la Région n° 467 du 30 octobre 2020 (Constitution de l'Unité de soutien et de coordination pour l'urgence COVID-19) ;

Vu le décret du président du Conseil des ministres du 3 novembre 2020 (Nouvelles dispositions d'application du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 portant mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, applicables sur l'ensemble du territoire national et converti, avec modifications, par la loi n° 35 du 25 mai 2020, et du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020, portant nouvelles mesures urgentes pour contrer l'épidémie de COVID-19, et converti, avec modifications, par la loi n° 74 du 14 juillet 2020), publié au journal officiel de la République italienne n° 275 du 4 novembre 2020 ;

Considérant qu'au sens du deuxième alinéa de l'art. 14 du DPCM du 3 novembre 2020, les dispositions de celui-ci sont applicables aux Régions à statut spécial et aux Provinces autonomes de Trento et de Bolzano, pour autant qu'elles soient compatibles avec les statuts de celles-ci et avec les dispositions d'application y afférentes ;

Vu l'ordonnance du ministre de la santé du 4 novembre 2020, adoptée au sens des art. 2 et 3 du DPCM du 3 novembre 2020 et valable pendant quinze jours à compter du 6 novembre, au sens de laquelle la Vallée d'Aoste a été classée au niveau 4 (risque élevé) parmi ceux fixés par le document *Prevenzione e risposta a COVID-19 : evoluzione della strategia e pianificazione nella fase di transizione per il periodo autunno-invernale*, qui a été établi de concert avec la Conférence des Régions et de Provinces autonomes le 8 octobre 2020 et qui prévoit, entre autres, l'application en Vallée d'Aoste des mesures visées à l'art. 3 du DPCM susmentionné ;

Vu notamment le quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020 qui prévoit :

- à sa lettre a), que tout déplacement vers ou depuis les territoires visés au premier alinéa ainsi qu'à l'intérieur desdits territoires est interdit, sauf pour des impératifs professionnels dûment vérifiés, des cas de nécessité ou d'urgence ou des motifs de santé. Sont toutefois autorisés les déplacements strictement nécessaires pour les activités d'enseignement en présen-

della didattica in presenza nei limiti in cui la stessa è consentita. È consentito il rientro presso il proprio domicilio, abitazione o residenza. Il transito sui territori di cui al comma 1 è consentito qualora necessario a raggiungere ulteriori territori non soggetti a restrizioni negli spostamenti o nei casi in cui gli spostamenti sono consentiti ai sensi del presente decreto”;

- alla lettera b): “sono sospese le attività commerciali al dettaglio, fatta eccezione per le attività di vendita di generi alimentari e di prima necessità individuate nell’allegato 23, sia negli esercizi di vicinato sia nelle medie e grandi strutture di vendita, anche ricompresi nei centri commerciali, purché sia consentito l’accesso alle sole predette attività e ferme restando le chiusure nei giorni festivi e prefestivi di cui all’articolo 1, comma 9, lett. ff). Sono chiusi, indipendentemente dalla tipologia di attività svolta, i mercati, salvo le attività dirette alla vendita di soli generi alimentari. Restano aperte le edicole, i tabaccai, le farmacie e le parafarmacie”;
- alla lettera c): “sono sospese le attività dei servizi di ristorazione (fra cui bar, pub, ristoranti, gelaterie, pasticcerie), ad esclusione delle mense e del catering continuativo su base contrattuale a condizione che vengano rispettati i protocolli o le linee guida diretti a prevenire o contenere il contagio. Resta consentita la sola ristorazione con consegna a domicilio nel rispetto delle norme igienico sanitarie sia per l’attività di confezionamento che di trasporto, nonché fino alle ore 22,00 la ristorazione con asporto, con divieto di consumazione sul posto o nelle adiacenze. Restano comunque aperti gli esercizi di somministrazione di alimenti e bevande siti nelle aree di servizio e rifornimento carburante situate lungo le autostrade, negli ospedali e negli aeroporti, con obbligo di assicurare in ogni caso il rispetto della distanza interpersonale di almeno un metro”;
- alla lettera e): “è consentito svolgere individualmente attività motoria in prossimità della propria abitazione purché comunque nel rispetto della distanza di almeno un metro da ogni altra persona e con obbligo di utilizzo di dispositivi di protezione delle vie respiratorie; è altresì consentito lo svolgimento di attività sportiva esclusivamente all’aperto e in forma individuale”;
- alla lettera f): fermo restando lo svolgimento in presenza della scuola dell’infanzia, della scuola prima-

tiel, dans la mesure où celles-ci sont autorisées, ainsi que les déplacements pour regagner son domicile, son habitation ou sa zone de résidence. Le passage sur les territoires visés au premier alinéa est possible lorsqu’il est nécessaire pour atteindre d’autres territoires non soumis à des restrictions de déplacement ou lorsque le déplacement est autorisé ;

- à sa lettre b), que le commerce de détail est suspendu, sauf pour ce qui est des activités de vente de produits alimentaires et de biens de première nécessité visées à l’annexe 23 et exercées tant dans les commerces de proximité que dans les grandes et les moyennes surfaces (des centres commerciaux ou non), à condition que les clients puissent accéder uniquement aux espaces y afférents et sans préjudice de la fermeture les jours de fête et veille de fête au sens de la lettre ff) du neuvième alinéa de l’art. 1<sup>er</sup>. Les marchés restent fermés, indépendamment des activités qui y sont exercées, sauf pour ce qui est des activités de commerce de produits alimentaires ; les marchands de journaux, les bureaux de tabac, les pharmacies et les parapharmacies restent ouverts ;
- à sa lettre c), que les activités des services de restauration (y compris des bars, pubs, restaurants, glaciers et pâtisseries) sont suspendues, sauf s’il s’agit de restaurants ou de traiteurs d’entreprise assurant leur service de façon continue au sens d’un contrat et à condition que les protocoles ou les lignes directrices visant à prévenir ou à limiter la contagion soient respectés. Peuvent toutefois exercer leur activité les établissements qui assurent la livraison à domicile en respectant les dispositions hygiéniques et sanitaires tant lors de la préparation que lors du transport des plats, ou bien la vente de plats à emporter, mais uniquement, en cette dernière occurrence, jusqu’à 22 h. La consommation des plats sur place ou à proximité de l’établissement est toutefois interdite. Peuvent également exercer leur activité les établissements de fourniture d’aliments et de boissons situés dans les aires de service et d’approvisionnement en carburant qui se trouvent le long du réseau autoroutier et à l’intérieur des hôpitaux et des aéroports, à condition qu’ils garantissent le respect de la distance interpersonnelle d’un mètre au moins ;
- à sa lettre e), que la pratique des activités motrices est autorisée, à condition que l’intéressé soit seul, reste dans les alentours de son domicile, respecte la distance interpersonnelle d’un mètre au moins et porte un masque protégeant les voies respiratoires. La pratique des activités sportives est également autorisée, à condition que l’intéressé soit seul et en plein air ;
- à sa lettre f), que toutes les activités d’enseignement doivent être assurées en distanciel, sans préjudice du

*ria, dei servizi educativi per l'infanzia di cui all'articolo 2 del decreto legislativo 13 aprile 2017, n. 65 e del primo anno di frequenza della scuola secondaria di primo grado, le attività scolastiche e didattiche si svolgono esclusivamente con modalità a distanza. Resta salva la possibilità di svolgere attività in presenza qualora sia necessario l'uso di laboratori o in ragione di mantenere una relazione educativa che realizzi l'effettiva inclusione scolastica degli alunni con disabilità e con bisogni educativi speciali, secondo quanto previsto dal decreto del Ministro n. 89 dell'istruzione 7 agosto 2020, e dall'ordinanza del Ministro dell'istruzione n. 134 del 9 ottobre 2020, garantendo comunque il collegamento on line con gli alunni della classe che sono in didattica digitale integrata”;*

Richiamata la propria l'ordinanza n. 468 in data 30 ottobre 2020 “*Ulteriori misure per la prevenzione e gestione dell'emergenza epidemiologica da COVID-2019. Ordinanza ai sensi dell'art. 32 della legge 23 dicembre 1978, n. 833. Disposizioni relative a esercizi commerciali, spostamenti in orario notturno e attività scolastica*”;

Richiamati gli esiti del report, aggiornato al 20 ottobre 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 “*Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all'allegato 10 del DPCM 26/4/2020*”, in relazione ai quali la Regione è stata classificata non valutabile con probabilità alta di progressione e comunicato un Rt di 2,37;

Richiamati, inoltre, gli esiti del report, aggiornato al 27 ottobre 2020, del sistema di monitoraggio del rischio sanitario introdotto dal Decreto del Ministro della Salute del 30 aprile 2020 “*Emergenza COVID-19 attività di monitoraggio del rischio sanitario connesse al passaggio dalla fase 1 alla fase 2A di cui all'allegato 10 del DPCM 26/4/2020*”, in relazione ai quali la Regione è stata classificata a rischio alto e comunicato un Rt di 1,89;

Considerato che sono necessarie misure che favoriscono una drastica riduzione delle interazioni fisiche tra le persone e che possono alleggerire la pressione sui servizi sanitari;

Ritenuto, visti i dati forniti dalle Autorità Sanitarie e le proiezioni sulla prosecuzione del contagio, che sia necessario, nell'ambito del quadro normativo esistente per il contrasto dell'epidemia da COVID-19, al fine di limitarne il più possibile la diffusione, introdurre ulteriori misure di contenimento e precisazioni finalizzate all'adattamento delle previsioni del DPCM 3 novembre 2020 alle peculiarità del territorio e del contesto socio-economico della Regione nonché revocare le disposizioni dell'ordinanza 468 in data 30 ottobre 2020 non più attuali alla luce di quanto previsto dal DPCM citato e dall'ordinanza del Ministro della Salute in data 4 novembre 2020;

fait que les activités pédagogiques et éducatives des écoles de l'enfance et primaires, des services éducatifs pour enfants visés à l'art. 2 du décret législatif n° 65 du 13 avril 2017 et des écoles secondaires du premier degré, limitativement aux classes de première, doivent continuer à être assurées en présentiel. Les activités d'enseignement peuvent être assurées en présentiel uniquement lorsque l'utilisation d'ateliers ou laboratoires est prévue ou lorsque la relation éducative est nécessaire aux fins de l'inclusion scolaire des élèves handicapés ou ayant des besoins éducatifs spéciaux, au sens du décret de la ministre de l'éducation n° 89 du 7 août 2020 et de l'ordonnance de ladite ministre n° 134 du 9 octobre 2020. La connexion en ligne avec les élèves de la classe bénéficiant de l'enseignement numérique intégré doit, en tout état de cause, être garantie ;

Rappelant l'ordonnance du président de la Région n° 468 du 30 octobre 2020 (Mesures de gestion de l'urgence épidémiologique liée à la COVID-19, au sens du troisième alinéa de l'art. 32 de la loi n° 833, en matière de commerces, de déplacements nocturnes et d'activités scolaires) ;

Rappelant le rapport du 20 octobre 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire institué au sens du décret du ministre de la santé du 30 avril 2020, au sens duquel la Vallée d'Aoste a été considérée comme non évaluable et susceptible de faire l'objet d'une forte progression de la contagion, avec une valeur RT égale à 2,37 ;

Rappelant le rapport du 27 octobre 2020 sur l'activité du système de suivi du risque sanitaire susmentionné, au sens duquel la Vallée d'Aoste relève de la catégorie « Haut risque », avec une valeur RT égale à 1,89 ;

Considérant qu'il y lieu d'adopter des mesures visant à réduire de manière importante les interactions physiques entre les personnes et la pression sur les services sanitaires ;

Considérant qu'au vu des données fournies par les autorités sanitaires et des prévisions sur la poursuite de la contagion, il s'avère nécessaire – au sens du cadre normatif existant en matière de lutte contre l'épidémie de COVID-19 et afin de limiter autant que possible la diffusion de la contagion – d'adopter de nouvelles mesures de limitation, de fournir des précisions visant à l'adaptation des dispositions du DPCM du 3 novembre 2020 aux particularités du territoire et du contexte socio-économique de la région et de retirer les dispositions de l'ordonnance n° 468/2020 qui ne sont plus d'actualité compte tenu des celles dudit DPCM et de la circulaire du ministre de la santé du 4 novembre 2020 ;

Ritenuto, pertanto, di:

- revocare parzialmente l'ordinanza n. 468 del 30 ottobre 2020 relativamente ai punti 1) e 2) del dispositivo;
- prevedere ulteriori misure e precisazioni relativamente alle limitazioni degli spostamenti di cui all'articolo 3, comma 4 lettera a) del DPCM 3 novembre 2020 con riferimento all'attività sportiva, agli allenamenti delle Guide alpine, alle attività finalizzate all'autoconsumo di generi alimentari e alle c.d. "seconde case";
- prevedere ulteriori misure per le attività commerciali al dettaglio di vendita di generi alimentari e di prima necessità di cui all'allegato 23 al DPCM 3 novembre 2020, sia negli esercizi di vicinato sia nelle medie e grandi strutture di vendita;
- prevedere ulteriori misure per gli esercizi che assicurano il servizio di mensa e di catering continuativo su base contrattuale in favore di imprese titolari di appalti di lavori pubblici o privati che svolgano la loro attività in cantieri situati nel territorio regionale;
- prevedere ulteriori misure con riferimento all'attività venatoria;
- prevedere ulteriori misure e precisazioni, con riferimento alle attività scolastiche e didattiche in presenza di cui alla lettera f) del DPCM 3 novembre 2020, relativamente agli studenti disabili e alla possibilità di svolgere attività in presenza qualora sia necessario l'uso di laboratori;
- specificare, per le consultazioni elettorali per l'elezione del Sindaco e del Vicesindaco e di n. 13 consiglieri del Consiglio comunale del Comune di Courmayeur previste per il giorno 8 novembre 2020 e, in caso di ballottaggio, per il giorno 22 novembre 2020, comprese le operazioni di spoglio, e comunque per tutta la durata delle operazioni elettorali, l'ambito applicativo delle misure previste dall'articolo 3, comma 4, lettera a) del DPCM 3 novembre 2020 con riferimento agli spostamenti degli elettori, nonché di tutto il personale coinvolto nelle predette operazioni;

Considerato che le situazioni di fatto e di diritto fin qui esposte e motivate integrano le condizioni di eccezionalità ed urgente necessità di tutela della sanità pubblica;

Sentita l'Unità di supporto e di coordinamento per l'emergenza COVID-19;

Considérant donc qu'il y a lieu :

- de retirer partiellement l'ordonnance n° 468/2020, notamment pour ce qui est des points 1 et 2 du dispositif ;
- d'adopter de nouvelles mesures et de fournir des précisions en matière de limitation des déplacements, au sens de la lettre a) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020, en ce qui concerne notamment les activités sportives, les entraînements des guides de haute montagne, les activités de production de denrées alimentaires destinées à l'autoconsommation et les résidences secondaires ;
- d'adopter de nouvelles mesures concernant le commerce de détail des denrées alimentaires et des biens de première nécessité visés à l'annexe 23 du DPCM du 3 novembre 2020, tant pour ce qui est des magasins de proximité que des moyennes et grandes surfaces ;
- d'adopter de nouvelles mesures concernant les restaurants et les traiteurs d'entreprise assurant leur service de façon continue, au sens d'un contrat, au profit des entreprises adjudicataires de marchés de travaux publics ou privés qui exercent leur activité dans des chantiers situés sur le territoire régional ;
- d'adopter de nouvelles mesures concernant la pratique de la chasse ;
- d'adopter de nouvelles mesures et de fournir des précisions pour ce qui est des activités d'enseignement en présentiel visées à la lettre f) du DPCM susmentionné, notamment pour ce qui est des élèves handicapés et de la possibilité d'exercer en présentiel les activités en cause, lorsque celles-ci impliquent l'utilisation d'ateliers ou laboratoires ;
- de fournir des précisions au sujet de l'application des mesures prévues par la lettre a) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020 pour ce qui est des déplacements des électeurs et des personnes impliquées dans les opérations électorales, y compris les opérations de dépouillement, jusqu'à l'achèvement de celles-ci, à l'occasion des élections du syndic, du vice-syndic et des treize membres du Conseil communal de Courmayeur prévues le 8 novembre 2020, et le 22 novembre 2020 en cas de ballottage ;

Considérant que les situations de fait et de droit exposées et motivées ci-dessus répondent aux conditions de nécessité extraordinaire et urgente de protection de la santé publique ;

Sur proposition de l'Unité de soutien et de coordination pour l'urgence COVID-19,

ordina

1. La revoca parziale dell'ordinanza n. 468 del 30 ottobre 2020 relativamente ai punti 1) e 2) del dispositivo;
2. Ferme restando le misure previste dal DPCM 3 novembre 2020 all'articolo 3, comma 4, lettera a) relativamente alle limitazioni degli spostamenti:
  - l'attività sportiva è svolta esclusivamente in forma individuale o con congiunti ovvero, nel rispetto della distanza di almeno due metri, come accompagnatore per i minori o per le persone non autosufficienti, al di fuori delle vie principali dei centri abitati e preferibilmente nelle strade e percorsi secondari e su sentieri segnalati situati ad altitudine inferiore ai duemiladuecento metri sul livello del mare, evitando ogni assembramento e in ogni caso senza spostamento dal Comune di residenza, domicilio o abitazione. E' vietata su tutto il territorio regionale la pratica venatoria;
  - gli spostamenti delle Guide alpine, iscritte al relativo Albo professionale e munite del tesserino di riconoscimento, in quanto soggetti posti a supporto delle attività svolte nell'ambito del sistema regionale di protezione civile di cui alla l.r. 5/2001 e di soccorso in montagna, in relazione alle necessità di allenamenti di arrampicata, anche di coppia per ragioni di sicurezza, sono consentiti anche al di fuori dal Comune di residenza, domicilio o abitazione e al di sopra dei duemiladuecento metri di altitudine s.l.m.. Le predette attività avvengono nel rispetto del distanziamento interpersonale di due metri; laddove la natura dell'attività non consenta tale rispetto, è fatto obbligo di indossare dispositivi di protezione delle vie respiratorie;
  - lo svolgimento di attività necessitate dall'esigenza di autoconsumo di generi alimentari su superfici agricole di limitate dimensioni, quali orti, campi, prati, vigne e frutteti, la conduzione di piccoli allevamenti e il taglio della legna sono consentite anche al di fuori del Comune di residenza, domicilio o abitazione, a condizione che il soggetto interessato attesti con autodichiarazione il possesso o l'uso del fondo e il suo utilizzo ai predetti fini, con l'indicazione del percorso più breve dalla propria abitazione al fondo stesso. Nel caso di appezzamenti contigui di limitate dimensioni, le suddette attività devono essere svolte rispettando la distanza interpersonale di almeno tre metri,

ordonne

1. L'ordonnance du président de la Région n° 468 du 30 octobre 2020 est partiellement retirée, notamment pour ce qui est des points 1 et 2 du dispositif.
2. Sans préjudice des dispositions de la lettre a) du quatrième alinéa de l'art. 3 du décret du président du Conseil des ministres du 3 novembre 2020 en matière de limitation des déplacements, il est établi ce qui suit :
  - les activités sportives peuvent être pratiquées à condition que l'intéressé soit seul ou avec des conjoints ou qu'il accompagne, dans le respect de la distance de sécurité de deux mètres, des mineurs ou des personnes non autonomes. Lesdites activités doivent être pratiquées loin des rues principales des agglomérations, de préférence le long des routes et des parcours secondaires et des sentiers balisés situés à moins de deux mille deux cents mètres d'altitude. En tout état de cause, les rassemblements sont interdits, tout comme les déplacements hors de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la résidence, le domicile ou l'habitation de l'intéressé. La pratique de la chasse est interdite sur l'ensemble du territoire régional ;
  - les guides de haute montagne inscrits au tableau professionnel y afférent et munis de leur carte d'identification peuvent se déplacer, même hors de la commune sur le territoire de laquelle se trouve leur résidence, leur domicile ou leur habitation et au-dessus des deux mille deux cents mètres d'altitude, étant donné qu'ils jouent un rôle de soutien des activités exercées dans le cadre du système régional de protection civile visé à la loi régionale n° 5 du 18 janvier 2001, ainsi que des activités de secours en montagne et que, pour ce faire, ils ont besoin d'effectuer des entraînements d'escalade, entre autres, en couple, pour des raisons de sécurité. Lors desdits entraînements, la distance interpersonnelle de deux mètres doit être respectée ; lorsque la nature de l'activité ne permet pas de respecter ladite distance, les intéressés doivent utiliser des dispositifs de protection des voies respiratoires ;
  - les activités pour la production de biens destinés à l'autoconsommation sur des terrains agricoles de dimensions réduites, tels que les potagers, les champs, les prés, les vignes et les vergers, l'exploitation de petits élevages et la coupe du bois sont autorisées, tant dans la commune sur le territoire de laquelle se trouve la résidence, le domicile ou l'habitation de l'intéressé qu'hors de celle-ci, à condition que l'intéressé déclare sur l'honneur qu'il est le propriétaire ou l'utilisateur des surfaces concernées et qu'il les exploite aux fins susmentionnées, en indiquant également le parcours le plus court entre lesdites surfaces et son habitation. Si plusieurs parcelles contigües de dimensions ré-



con l'obbligo di indossare dispositivi di protezione delle vie respiratorie;

- lo spostamento verso l'abitazione non di residenza o di domicilio (c.d. seconda casa), sita nel territorio regionale, è consentito da parte del proprietario o di soggetto titolare di qualsiasi diritto sull'immobile e dei rispettivi conviventi, anche congiuntamente, per ragioni di necessità quali motivi di sicurezza, di manutenzione e di controllo. Durante lo svolgimento di tali attività è vietato ogni assembramento di persone e l'accesso all'immobile è consentito ad un massimo di due persone contemporaneamente nel caso di soggetti conviventi; nei restanti casi l'accesso è limitato ad una sola persona;
3. Ferme restando le misure previste dall'articolo 3, comma 4, lettera b) del DPCM 3 novembre 2020, le attività commerciali al dettaglio di vendita di generi alimentari e di prima necessità di cui all'allegato 23 al medesimo DPCM, sia negli esercizi di vicinato sia nelle medie e grandi strutture di vendita osservano le seguenti misure:
- è assicurata la distanza interpersonale di almeno un metro;
  - gli ingressi avvengono in modo dilazionato;
  - è vietato sostare all'interno dei locali più del tempo necessario all'acquisto dei beni;
  - le attività devono svolgersi nel rigoroso rispetto dei contenuti di protocolli o linee guida idonei a prevenire o ridurre il rischio di contagio vigenti per il settore di riferimento;
  - utilizzo delle mascherine;
  - utilizzo di gel per la disinfezione delle mani;
  - accesso limitato a una persona per volta per i locali di superficie inferiore a quaranta metri quadrati;
  - esposizione di cartelli che indichino il numero massimo di persone cui è consentito l'accesso per i locali di superficie superiore a quaranta metri quadrati;
  - l'accesso è consentito ad un solo componente per nucleo familiare. La presenza di accompagnatori è consentita esclusivamente in relazione alle condizioni di età o psicofisiche dei soggetti. In ragione delle pecu-

duites sont exploitées par des personnes distinctes, ces dernières doivent garder une interdistance d'au moins trois mètres et porter des dispositifs de protection des voies respiratoires ;

- le propriétaire d'une habitation autre que sa résidence principale ou son domicile (résidence secondaire) ou le titulaire de tout droit sur une telle habitation, ainsi que les personnes vivant sous le même toit que ceux-ci peuvent la rejoindre, seuls ou ensemble, à condition que l'habitation en cause se trouve sur le territoire régional et que le déplacement soit dicté par des motifs justifiés tels que des exigences de sécurité, d'entretien ou de contrôle. Tout rassemblement doit être évité et l'accès à l'habitation en cause est autorisé à une seule personne à la fois ou, s'il s'agit de personnes vivant sous le même toit, à deux personnes à la fois au plus.
3. Sans préjudice des dispositions de la lettre b) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020, pour ce qui est des activités de vente de détail de produits alimentaires et de biens de première nécessité visées à l'annexe 23 de ce dernier et exercées tant dans les commerces de proximité que dans les grandes et les moyennes surfaces, il y a lieu d'appliquer les mesures suivantes :
- la distance interpersonnelle d'un mètre au moins doit être respectée ;
  - l'accès doit être contingenté ;
  - la permanence dans les locaux doit être réduite au minimum nécessaire aux achats ;
  - les activités en cause doivent se conformer aux lignes directrices ou aux protocoles visant à prévenir ou à réduire le risque de contagion dans les secteurs de référence ;
  - le port du masque est obligatoire ;
  - l'utilisation d'un gel désinfectant pour les mains est obligatoire ;
  - dans les locaux dont la superficie totale de vente ne dépasse pas les quarante mètres carrés, seule une personne à la fois peut être admise ;
  - des panneaux indiquant le nombre maximal de personnes admises à la fois dans les locaux dont la superficie totale de vente dépasse les quarante mètres carrés doivent être affichés ;
  - seule une personne par foyer peut entrer dans les espaces de vente ; la présence d'un accompagnateur n'est admise que si l'âge ou les conditions psychophysiques de la personne concernée l'exigent. Compte tenu de la

liarità del territorio della Regione e delle ridotte dimensioni della maggior parte dei Comuni, in caso di necessità di usufruire di servizi non sospesi ai sensi del DPCM 3 novembre 2020 è consentito lo spostamento nei Comuni vicini;

4. Le misure previste dall'articolo 3, comma 4, lettera c) del DPCM 3 novembre 2020 si applicano agli esercizi che assicurano il servizio di mensa e di catering continuativo su base contrattuale in favore di imprese titolari di appalti di lavori pubblici o privati che svolgano la loro attività in cantieri situati nel territorio regionale;
5. Fermo restando quanto previsto dall'articolo 3, comma 4, lettera f) del DPCM 3 novembre 2020, la possibilità di svolgere attività didattica in presenza è riservata esclusivamente agli alunni con disabilità in accordo con le famiglie e, qualora sia necessario l'uso di laboratori, esclusivamente ai percorsi didattici afferenti agli indirizzi di studio relativi all'Istruzione e Formazione professionale e all'Istruzione professionale, in ambito industriale, artigianale, alberghiero e agricolo, per un monte ore massimo di dieci moduli orari settimanali per ogni laboratorio e per ogni classe;
6. Fino al termine delle consultazioni elettorali per l'elezione del Sindaco e del Vicesindaco e di n. 13 consiglieri del Consiglio comunale del Comune di Courmayeur previste per il giorno 8 novembre 2020 e, in caso di ballottaggio, per il giorno 22 novembre 2020, comprese le operazioni spoglio, e comunque per tutta la durata delle operazioni elettorali, gli spostamenti degli elettori, nonché di tutto il personale coinvolto nelle predette operazioni, costituiscono, rispettivamente, situazione di necessità ed esigenza lavorativa ai sensi dell'articolo 3, comma 4, lettera a) del DPCM 3 novembre 2020, da comprovarsi mediante autodichiarazione;
7. Per gli spostamenti consentiti dall'articolo 3 del DPCM del 3 novembre 2020 e dalla presente ordinanza e motivati da comprovate esigenze lavorative o situazioni di necessità o per motivi di salute, è onere dell'interessato munirsi di autodichiarazione ai sensi degli artt. 46 e 47 del d.P.R. 28 dicembre 2000, n. 445, anche utilizzando il modello allegato;
8. E' in ogni caso vietato l'assembramento di persone in luoghi pubblici o aperti al pubblico, nonché nello svolgimento delle attività di cui alla presente ordinanza;
9. Sono fatte salve le misure limitative delle attività economiche, produttive e sociali che possono essere adottate, nel rispetto dei principi di adeguatezza e proporzionalità, con provvedimenti emanati ai sensi dell'articolo 2 del decreto-legge n. 19/2020, convertito, con modificazioni, dalla legge 22 maggio 2020, n. 35, come previsto dall'ar-

particolarità del territoire régional et des dimensions réduites de la plupart des communes, il est possible de se déplacer sur le territoire des communes voisines pour avoir recours aux services non suspendus au sens du DPCM du 3 novembre 2020.

4. Les mesures prévues par la lettre c) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020 s'appliquent aux restaurants et aux traiteurs d'entreprise assurant leur service de façon continue, au sens d'un contrat, au profit des entreprises adjudicataires de marchés de travaux publics ou privés qui exercent leur activité dans des chantiers situés sur le territoire régional.
5. Sans préjudice des dispositions de la lettre f) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020, les activités d'enseignement en présentiel sont assurées uniquement aux élèves handicapés, sur accord des familles, et, lorsque l'utilisation d'ateliers et de laboratoires est nécessaire, aux élèves qui suivent des cours d'enseignement technique et professionnel dans les secteurs industriel, artisanal, hôtelier et agricole, et ce, pour un maximum de dix modules horaires par semaine pour chaque activité en atelier ou en laboratoire et pour chaque classe.
6. Jusqu'à l'achèvement des opérations relatives aux élections du syndic, du vice-syndic et des treize membres du Conseil communal de Courmayeur, prévues le 8 novembre 2020, et le 22 novembre 2020 en cas de ballottage, y compris des opérations de dépouillement y afférentes, les déplacements des électeurs et les déplacements des personnes impliquées dans les opérations électorales relèvent, respectivement, des cas de nécessité et des impératifs professionnels, au sens de la lettre a) du quatrième alinéa de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020, et doivent faire l'objet d'une déclaration sur l'honneur.
7. Les déplacements autorisés au sens de l'art. 3 du DPCM du 3 novembre 2020 et de la présente ordonnance et motivés par des impératifs professionnels, des cas de nécessité ou des motifs de santé doivent faire l'objet d'une déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, éventuellement établie sur le modèle annexé à la présente ordonnance.
8. Tout rassemblement de personnes est interdit dans les lieux publics ou ouverts au public et pendant les activités visées à la présente ordonnance.
9. Des mesures de limitation des activités économiques, productives et sociales pourront être prises, aux termes du quatorzième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du décret-loi n° 33 du 14 mai 2020, converti, avec modifications, en la loi n° 74 du 14 juillet 2020, et dans le respect des principes d'adéquation et de proportionnalité, par des actes adoptés au sens

titolo 1, comma 14 del decreto-legge n. 33/2020, convertito, con modificazioni, nella legge 14 luglio 2020, n. 74, nonché le misure derogatorie, rispetto a quelle disposte ai sensi del medesimo articolo 2 del succitato decreto-legge n. 19/2020, come previsto dall'articolo 1, comma 16, del decreto-legge 33/2020 così come modificato dal decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125.

La presente ordinanza ha efficacia sull'intero territorio regionale dal giorno 7 novembre 2020 fino al 20 novembre 2020.

L'inottemperanza alla presente ordinanza comporta l'applicazione delle sanzioni di cui all'art. 4, del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, convertito, con modificazioni nella legge 22 maggio 2020, n. 35, così come modificato dal decreto-legge 7 ottobre 2020, n. 125.

La presente ordinanza è pubblicata sul sito istituzionale della Regione e sarà pubblicata sul Bollettino Ufficiale della Regione. La pubblicazione ha valore di notifica individuale, a tutti gli effetti di legge, nei confronti di tutti i soggetti coinvolti.

La presente ordinanza è comunicata alla Sovrintendente agli studi della Valle d'Aosta, alle Forze di Polizia, ivi compresi il Corpo forestale della Valle d'Aosta, ai Sindaci dei Comuni della Valle d'Aosta, alla Commissione straordinaria presso il Comune di Saint-Pierre e al Commissario del Comune di Courmayeur per notizia e/o per esecuzione; è altresì comunicata al Capo di Gabinetto della Presidenza della Regione, al Dirigente della Struttura Affari di Prefettura al Commissario dell'Azienda USL, per notizia;

La presente ordinanza è trasmessa al Presidente del Consiglio dei Ministri e al Ministro della Salute;

Avverso la presente ordinanza è ammesso ricorso giurisdizionale innanzi al Tribunale Amministrativo Regionale nel termine di sessanta giorni dalla comunicazione, ovvero ricorso straordinario al Capo dello Stato entro il termine di giorni centoventi.

Aosta, 6 novembre 2020

Il Presidente  
Erik LAVEVAZ

Allegato: modulo di autodichiarazione ai sensi degli artt. 46 e 47 del d.P.R. 28 dicembre 2000, n. 445

de l'art. 2 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35 du 22 mai 2020 ; des mesures dérogatoires par rapport à celles adoptées au sens dudit art. 2 pourront, par ailleurs, être prises aux termes du seizième alinéa de l'art. 1<sup>er</sup> du DL n° 33/2020, tel qu'il a été modifié par le décret-loi n° 125 du 7 octobre 2020.

La présente ordonnance est valable sur l'ensemble du territoire régional à compter du 7 et jusqu'au 20 novembre 2020.

La violation des dispositions de la présente ordonnance entraîne l'application des sanctions visées à l'art. 4 du DL n° 19/2020 converti, avec modifications, par la loi n° 35/2020 et modifié par le DL n° 125/2020.

La présente ordonnance est publiée sur le site institutionnel et au Bulletin officiel de la Région. La publication vaut notification individuelle, aux termes de la loi, à toutes les personnes concernées.

La présente ordonnance est communiquée, pour information et/ou exécution, à la surintendante aux écoles de la Vallée d'Aoste, aux forces de l'ordre, y compris le Corps forestier de la Vallée d'Aoste, aux syndicats des Communes valdôtaines, à la Commission extraordinaire de la Commune de Saint-Pierre et au commissaire de la Commune de Courmayeur ; par ailleurs, elle est communiquée, pour information, au chef du Cabinet de la Présidence de la Région, au dirigeant de la structure régionale « Affaires préfectorales » et au commissaire de l'Agence Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste.

La présente ordonnance est transmise au président du Conseil des ministres et au ministre de la santé.

Un recours contre la présente ordonnance peut être introduit auprès du tribunal administratif régional compétent dans les soixante jours qui suivent la date de la notification de celle-ci. Un recours extraordinaire devant le chef de l'État est également possible dans un délai de cent vingt jours.

Fait à Aoste, le 6 novembre 2020.

Le président,  
Erik LAVEVAZ

Annexe : Modèle de déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du DPR n° 445 du 28 décembre 2000.

### AUTODICHIARAZIONE AI SENSI DEGLI ARTT. 46 E 47 D.P.R. N. 445/2000

Il/La sottoscritto/a \_\_\_\_\_, nato/a il \_\_\_\_ . \_\_\_\_ . \_\_\_\_  
a \_\_\_\_\_ (\_\_\_\_), residente in \_\_\_\_\_  
(\_\_\_\_), via \_\_\_\_\_ e domiciliato/a in \_\_\_\_\_  
(\_\_\_\_), via \_\_\_\_\_, identificato/a a mezzo \_\_\_\_\_  
nr. \_\_\_\_\_, rilasciato da \_\_\_\_\_  
in data \_\_\_\_ . \_\_\_\_ . \_\_\_\_ , utenza telefonica \_\_\_\_\_, consapevole delle conseguenze penali  
previste in caso di dichiarazioni mendaci a pubblico ufficiale (art. 495 c.p.)

#### DICHIARA SOTTO LA PROPRIA RESPONSABILITÀ

- **di essere a conoscenza delle misure normative di contenimento del contagio da COVID-19 vigenti alla data odierna, concernenti le limitazioni alla possibilità di spostamento delle persone fisiche all'interno del territorio nazionale;**
- **di essere a conoscenza delle altre misure e limitazioni previste da ordinanze o altri provvedimenti amministrativi adottati dal Presidente della Regione o dal Sindaco ai sensi delle vigenti normative;**
- **di essere a conoscenza delle sanzioni previste dall'art. 4 del decreto-legge 25 marzo 2020, n. 19, e dall'art. 2 del decreto-legge 16 maggio 2020, n. 33;**
- **che lo spostamento è determinato da:**
  - **comprovate esigenze lavorative;**
  - **motivi di salute;**
  - **altri motivi ammessi dalle vigenti normative ovvero dai predetti decreti, ordinanze e altri provvedimenti che definiscono le misure di prevenzione della diffusione del contagio;**  
(specificare il motivo che determina lo spostamento):  
\_\_\_\_\_;
- **che lo spostamento è iniziato da (indicare l'indirizzo da cui è iniziato)**  
\_\_\_\_\_;
- **con destinazione (indicare l'indirizzo di destinazione)**  
\_\_\_\_\_;
- **in merito allo spostamento, dichiara inoltre che:**  
\_\_\_\_\_.

Data, ora e luogo del controllo  
Firma del dichiarante

L'Operatore di Polizia

**Déclaration sur l'honneur au sens des art. 46 et 47 du décret du président de la République  
n° 445 du 28 décembre 2000**

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_, né(é) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_  
(province de \_\_\_\_\_), résidant à \_\_\_\_\_, rue \_\_\_\_\_,  
et domicilié(e) à \_\_\_\_\_ (province de \_\_\_\_\_) rue \_\_\_\_\_,  
pièce d'identité \_\_\_\_\_, n° \_\_\_\_\_, délivré(e) par \_\_\_\_\_,  
le \_\_/\_\_/\_\_, téléphone \_\_\_\_\_, conscient(e) des sanctions pénales prévues en cas de  
déclaration mensongère à un officier public (art. 495 du code pénal),

**DÉCLARE SUR L'HONNEUR**

- avoir connaissance des dispositions normatives visant à limiter la diffusion de l'épidémie de COVID-19 en vigueur à la date d'aujourd'hui et concernant les limitations de déplacement des personnes physiques sur le territoire national ;
- avoir connaissance des autres mesures et limitations prévues par les ordonnances ou autres actes administratifs adoptés par le président de la Région ou le syndic au sens des dispositions en vigueur ;
- avoir connaissance des sanctions prévues par l'art. 4 du décret-loi n° 19 du 25 mars 2020 et par l'art. 2 du décret-loi n° 33 du 16 mai 2020 ;
- que mon déplacement est lié :
  - à des impératifs professionnels dûment vérifiés ;
  - à des motifs de santé ;
  - à d'autres motifs prévus par les dispositions en vigueur ou les décrets-lois susmentionnés, les ordonnances ou les autres actes établissant des mesures de prévention de la diffusion de l'épidémie ;  
(cocher la case qui convient)
- que l'adresse de départ est la suivante \_\_\_\_\_ ;
- que l'adresse de destination est la suivante \_\_\_\_\_ ;
- je déclare, par ailleurs, au sujet de mon déplacement, que :

Date, heure et lieu du contrôle

\_\_\_\_\_  
Signature du déclarant

\_\_\_\_\_  
L'agent de police

**ATTI  
DEI DIRIGENTI REGIONALI**

**ASSESSORATO  
FINANZE, INNOVAZIONE,  
OPERE PUBBLICHE E TERRITORIO**

**Ordinanza 30 ottobre 2020, n. 29.**

**Servizio di locazione di prefabbricati modulari scolastici (PMS) da adibire a sede temporanea del Liceo Bérard – Approvazione della consegna dei blocchi A2, B e C, da parte del RTI Bérard ( CHENEVIER SPA, di Charvensod (AO) (mandataria), ATELIER PROJET studio associato di Aosta (MANDANTE), EDILUBOZ S.R.L. a socio unico di Villeneuve (AO) (mandante), COPRO SRL di Etroubles (AO) (mandante), BESEVAL COSTRUZIONI S.R.L. di Sarre (AO).**

IL DIRIGENTE  
DEL DIPARTIMENTO PROGRAMMAZIONE,  
RISORSE IDRICHE E TERRITORIO IN QUALITÀ  
DI SOGGETTO ATTUATORE AI SENSI  
DELL'ARTICOLO 31, COMMA 4,  
DELLA L.R. 8/2020,

Vista l'Ordinanza n. 289 in data 14 luglio 2020 del Presidente della Regione nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 legge regionale 13 luglio 2020, n. 8, con la quale Il Dipartimento Programmazione, risorse idriche e territorio è individuato fino al 31 dicembre 2020 quale struttura dirigenziale di primo livello con funzioni di supporto (di seguito, struttura regionale di supporto) al Presidente della Regione nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 della l.r. 8/2020 (di seguito, Commissario) e il Coordinatore del Dipartimento Programmazione, risorse idriche e territorio (di seguito, soggetto attuatore) Ing. Raffaele ROCCO assume le funzioni di soggetto attuatore ed è responsabile della struttura regionale di supporto.

Preso atto che il soggetto attuatore mediante la struttura regionale di supporto coadiuva il Commissario nell'esercizio dei poteri di cui all'articolo 31, commi 1 e 3, della l.r. 8/2020, svolgendo le seguenti funzioni e attività:

- a) attività tecnico-amministrative connesse alla progettazione, all'affidamento, al controllo e all'esecuzione e al collaudo dei lavori, delle forniture e dei servizi necessari previsti dal programma degli interventi approvati dal commissario ai sensi dell'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r. 8/2020, anche avvalendosi, su disposizione del commissario, di soggetti esterni; secondo quanto previsto dall'articolo 31, comma 6, lettera d), della l.r. 8/2020, il responsabile unico del procedimento è, in ogni caso, nominato dal Commissario e deve essere uno solo per tutti

**ACTES  
DES DIRIGEANTS DE LA RÉGION**

**SSESSORAT  
DES FINANCES, INNOVATION,  
OUVRAGES PUBLICS ET TERRITOIRE**

**Ordonnance n° 29 du 30 octobre 2020,**

**portant approbation de la prise en charge des lots A2, B et C réalisés par le groupement momentané d'entreprises « Bérard », constitué entre CHENEVIER SpA de Charvensod (mandataire), ATELIER PROJET STUDIO ASSO-CIATO d'Aoste (mandant), EDILUBOZ SRL a socio unico de Villeneuve (mandante), COPRO SRL d'Étroubles (mandante) et BESEVAL COSTRUZIONI SRL de Sarre (mandante) dans le cadre du service de location de modules préfabriqués destinés à accueillir temporairement le Lycée Bérard.**

LE COORDINATEUR  
DU DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION,  
DES RESSOURCES HYDRIQUES ET DU TERRITOIRE,  
EN SA QUALITÉ DE RÉALISATEUR AU SENS  
DU QUATRIÈME ALINÉA DE L'ART. 31 DE LA LOI  
RÉGIONALE N° 8 DU 13 JUILLET 2020

Vu l'ordonnance du président de la Région n° 289 du 14 juillet 2020 prise dans l'exercice des fonctions de commissaire visées à l'art. 31 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, au sens de laquelle, jusqu'au 31 décembre 2020, le Département de la programmation, des ressources hydriques et du territoire est désigné en tant que structure de direction du premier niveau (ci-après dénommée « structure régionale de soutien ») chargée d'épauler le président de la Région (ci-après dénommé « commissaire ») dans l'exercice des fonctions susmentionnées et le coordinateur dudit département, l'ingénieur Raffaele ROCCO (ci-après dénommé « réalisateur »), remplit les fonctions de réalisateur et est responsable de la structure de soutien en cause ;

Considérant que le réalisateur, par l'intermédiaire de la structure régionale de soutien, doit épauler le commissaire dans l'exercice des fonctions visées aux premier et troisième alinéas de l'art. 31 de la LR n° 8/2020 et est chargé notamment :

- a) Des activités techniques et administratives liées à la conception, à l'adjudication, au contrôle, à la réalisation et au récolement des travaux, des fournitures et des services prévus par le plan extraordinaire approuvé par le commissaire au sens de la lettre b) du sixième alinéa et du septième alinéa de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, en faisant appel, entre autres, sur décision du commissaire, à des personnes n'appartenant pas à l'Administration régionale ; aux termes de la lettre d) du sixième alinéa dudit article, le responsable unique de la procédure (RUP) est, en tout

gli interventi inseriti nel piano straordinario di cui all'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r.8/2020;

- b) istruttoria tecnica e amministrativa relativa ai progetti di intervento e alle richieste provenienti dagli enti locali e dai dirigenti scolastici, finalizzata, nel caso di interventi di competenza dei Comuni, al raggiungimento dell'intesa di cui agli articoli 4, comma 2, secondo periodo, del d.l. 32/2019 e 31, comma 5, della l.r. 8/2020 e, nel caso di interventi di competenza della Regione, all'inserimento degli stessi nel piano straordinario di cui all'articolo 31, commi 6, lettera b), e 7, della l.r. 8/2020;
- c) monitoraggio e rendicontazione quindicinali al Commissario sull'attuazione delle attività e del programma degli interventi, e sul loro stato di avanzamento, con trasmissione di una relazione corredata della documentazione comprovante la spesa sostenuta per ogni intervento.

Vista l'Ordinanza n. 316 in data 30 luglio 2020 del Presidente della Regione, come modificata da successiva Ordinanza n. 348 in data 21 agosto 2020 nell'esercizio dei poteri commissariali di cui all'articolo 31 legge regionale 13 luglio 2020, n. 8 ha approvato il piano straordinario per l'avvio e lo svolgimento delle attività didattiche e convittuali in condizioni di sicurezza e in presenza per l'anno scolastico 2020/2021, con l'individuazione degli interventi di edilizia scolastica urgenti necessari ad attuarlo e delle relative procedure e dei soggetti realizzatori, indicando in particolare come soluzione ottimale per il sistema scolastico, la fornitura in locazione di una sede temporanea dove collocare l'istituzione scolastica Liceo Bérard.

Richiamata la propria Ordinanza n. 2 del 31 luglio 2020 con la quale è stato approvato l'avvio dell'appalto del servizio di locazione di fabbricati modulari scolastici (PMS) per la scuola secondaria di secondo grado Liceo Bérard di Aosta mediante procedura negoziata ai sensi dell'articolo 63, comma 2, lett. c) del decreto legislativo n. 50 del 2016, in combinato disposto con l'articolo 2, commi 3 e 4 del decreto legge 16 luglio 2020, n. 76, convertito in legge, con modificazioni, dalla Legge n. 120/2020, i "Misure urgenti per la semplificazione e l'innovazione digitale", facendo ricorso per l'espletamento delle procedure di cui trattasi alla centrale Unica di Commitenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta demandando ad essa di redigere la documentazione di gara, procedere all'invio delle richieste di offerta agli operatori economici individuati dalla stazione appaltante previa indagine di mercato che si sono impegnati di rispettare le scadenze fissate dalla stessa per la consegna dei PMS, di gestire tutte le fasi della procedura di gara;

Preso atto che con la Determina n. 314 del 07/08/2020 del

état de cause, nommé par le commissaire et doit être le même pour tous les travaux figurant dans le plan extraordinaire susmentionné ;

- b) De l'instruction technique et administrative des projets et des requêtes des collectivités locales et des directeurs généraux des institutions scolaires, aux fins de la conclusion de l'entente visée à la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'art. 4 du décret-loi n° 32 du 18 avril 2019 et au cinquième alinéa de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, lorsque les travaux sont du ressort des Communes, et à l'insertion de ceux-ci dans le plan extraordinaire susmentionné, lorsque les travaux sont du ressort de la Région ;
- c) Du suivi des travaux et de l'établissement d'un compte rendu, à envoyer au commissaire tous les quinze jours, sur la réalisation et l'état d'avancement des activités et du plan extraordinaire, ainsi que d'un rapport qui doit être assorti de la documentation attestant les dépenses supportées pour chaque intervention ;

Vu l'ordonnance du président de la Région n° 316 du 30 juillet 2020 (Approbation, aux termes des lettres b) et d) du sixième alinéa de l'art. 31 de la loi régionale n° 8 du 13 juillet 2020, du plan extraordinaire des travaux relatifs aux écoles secondaires du deuxième degré pour la reprise et le déroulement, dans des conditions de sécurité, des activités en présentiel des écoles et des pensionnats au titre de l'année scolaire 2020/2021 et définition des travaux urgents de construction scolaire pour la réalisation de celui-ci), prise par le président de la Région en sa qualité de commissaire au sens de l'art. 31 de la LR n° 8/2020, modifiée par l'ordonnance n° 348 du 21 août 2020 et définissant, entre autres, les procédures et les réalisateurs relatifs au plan en cause et la solution optimale, pour le système scolaire valdôtain, pour ce qui est du siège provisoire du Lycée Bérard, consistant dans la location d'une structure temporaire ;

Rappelant son ordonnance n° 2 du 31 juillet 2020, relative à l'approbation des documents techniques et de la requête adressée à la centrale unique d'achats publics régionale en vue du lancement de la procédure d'appel d'offres au sens des dispositions combinées de l'art. 63 du décret législatif n° 50 du 18 avril 2016 et des troisième et quatrième alinéas de l'art. 2 du décret-loi n° 76 du 16 juillet 2020 (Mesures urgentes pour la simplification et l'innovation numérique), converti, avec modifications, par la loi n° 120 du 11 septembre 2020, pour la location de modules préfabriqués destinés à accueillir temporairement le Lycée Bérard, qui a approuvé le recours, aux fins des procédures de marché négocié en cause, à la centrale unique d'achats publics régionale qui est chargée de rédiger les documents de marché, d'envoyer les demandes de soumission aux opérateurs économiques qu'elle a sélectionnés dans le cadre d'une étude de marché et qui se sont engagés à respecter les délais prévus pour la livraison des modules et de gérer toutes les phases du marché ;

Vu l'acte du directeur général de la centrale unique

Direttore generale la Centrale Unica di Committenza della Regione autonoma della Valle d'Aosta ha proceduto all'aggiudicazione della 002086/2020 PROCEDURA NEGOZIATA PER L'AFFIDAMENTO SERVIZIO LOCAZIONE DI PREFABBRICATI MODULARI SCOLASTICI (PMS) PER SCUOLA SUPERIORE DI SECONDO GRADO LICEO BERARD AOSTA - REGIONE AUTONOMA VALLE D'AOSTA AOSTA CUP B56J20000220002 CIG 8389221C2A in favore del RTI costituendo BERARD così composto: CHENEVIER SPA, Fraz. Plan Felinaz, 197 - 11020 Charvensod (AO) - Italia P.IVA IT-00067100073 (mandataria), ATELIER PROJET STUDIO ASSOCIATO, Via Esperanto, 2 - 11100 Aosta (AO) - P.IVA IT-01073720078 (mandante), EDILUBOZ SRL, a socio unico, Località Champagne, 46 - 11018 Villeneuve (AO) - Italia P.IVA IT-00525930079 (mandante), COPRO SRL, Rue du Bordonnet- 11014 Etroubles (AO) - Italia P.IVA IT-01010160073 (mandante), BESEVAL COSTRUZIONI SRL, Frazione Janin, 1 - 11010 Sarre (AO) - Italia P.IVA IT-01087780076 (mandante), che ha ottenuto un punteggio tecnico ponderato di 85,00 su 85,00 punti ed ha offerto una percentuale di ribasso pari al 0,10% per un punteggio complessivo ponderato di 85,62 su 100,00 punti, per un importo contrattuale pari ad Euro 3.716.376,00 IVA esclusa, comprensivo degli oneri per la sicurezza non soggetti a ribasso pari ad Euro 96.000,00.

Dato atto che con la propria Ordinanza n. 3 dell'11 agosto 2020, si è preso atto dell'aggiudicazione di cui alla Determina n. 314/2020 ed è stato autorizzato l'avvio delle prime attività di cantierizzazione;

Richiamata la propria Ordinanza n. 12 del 25 agosto 2020 con la quale sono stati approvati gli elaborati progettuali trasmessi dal ATELIER PROJET STUDIO ASSOCIATO di Aosta in data 20 agosto 2020, integrato in data 24 agosto 2020, relativi ai prefabbricati modulari da adibire a sede del Liceo Berard di Aosta, ed è stata autorizzata la realizzazione della struttura come dai progetti di ATELIER PROJET STUDIO ASSOCIATO di Aosta;

Preso atto del Verbale di consegna dei blocchi A2, B e C blocco amministrativo come evidenziato nella planimetria allegata, predisposto dal sottoscritto Coordinatore in qualità di RUP e depositato presso l'ufficio del Soggetto attuatore, corredato da tutte le certificazioni e verifiche necessarie a garantire la completa fruizione della struttura in sicurezza;

ordina

1. di approvare il Verbale di consegna dei blocchi A2, B e C blocco amministrativo come evidenziato nella planimetria allegata, in data 30 ottobre 2020, predisposto dal sottoscritto Coordinatore in qualità di RUP e depositato presso l'ufficio del Soggetto attuatore, corredato da tutte le certificazioni e verifiche necessarie a garantire la completa fruizione della struttura in sicurezza;
2. di dare atto che il fabbricato è conforme al progetto appro-

d'achats publics régionale n° 314 du 7 août 2020, au sens duquel la procédure négociée 002086/2020 en vue de la location de modules préfabriqués destinés à abriter une école secondaire du deuxième degré (Lycée Bérard d'Aoste) - Région autonome Vallée d'Aoste - CUP B56J20000220002, CIG 8389221C2A a été attribuée au groupement momentanément d'entreprises « Bérard », en cours de constitution entre CHENEVIER SpA (11020 Charvensod, hameau du Plan-Félinaz, 197), n° d'immatriculation IVA IT-00067100073 - mandataire, ATELIER PROJET STUDIO ASSOCIATO (11100 Aoste, rue de l'Esperanto, 2), n° d'immatriculation IVA IT-01073720078 - mandant, EDILUBOZ SRL a socio unico (11018 Villeneuve, lieu-dit Champagne, 46), n° d'immatriculation IVA IT-00525930079 - mandante, COPRO SRL (11014 Etroubles, rue du Bordonnet), n° d'immatriculation IVA IT-01010160073 - mandante et BESEVAL COSTRUZIONI SRL (11010 Sarre, hameau du Janin, 1), n° d'immatriculation IVA IT-01087780076 - mandante ; la soumission dudit GME a obtenu une évaluation technique pondérée de 85/85 et une évaluation globale pondérée de 85,62/100 et a proposé un pourcentage de rabais de 0,10 %, pour un montant contractuel (comprenant 96 000 euros de frais pour la sécurité non susceptibles de rabais) se chiffrant à 3 716 376 euros, IVA exclue, au total ;

Vu son ordonnance n° 3 du 11 août 2020 relative à la prise d'acte de l'adjudication au sens de l'acte n° 314/2020 susmentionné, ainsi qu'à l'autorisation d'ouverture de chantier ;

Vu son ordonnance n° 12 du 25 août 2020 relative à l'approbation des documents de projets transmis le 20 août 2020 par ATELIER PROJET STUDIO ASSOCIATO d'Aoste, complétés le 24 août 2020 et concernant les modules préfabriqués destinés à accueillir temporairement le Lycée Bérard, ainsi qu'à l'autorisation de réalisation des travaux nécessaires suivant lesdits documents ;

Vu le procès-verbal de prise en charge des lots A2, B et C (locaux administratifs), comme il appert du plan de masse annexé au présent acte, établi par le RUP et déposé au bureau du réalisateur avec tous les certificats et les résultats des contrôles nécessaires en vue de l'utilisation, dans des conditions de sécurité, de l'ensemble de la structure y afférente,

ordonne

1. Le procès-verbal de prise en charge des lots A2, B et C (locaux administratifs), comme il appert du plan de masse annexé au présent acte, établi par le RUP et déposé au bureau du réalisateur avec tous les certificats et les résultats des contrôles nécessaires en vue de l'utilisation, dans des conditions de sécurité, de l'ensemble de la structure y afférente, est approuvé.
2. Ladite structure a été réalisée conformément au projet ap-



vato e che sussistono le condizioni di sicurezza, igiene, salubrità, risparmio energetico dell'edificio e degli impianti nello stesso installati, valutata come prescritto dalle vigenti norme statali e regionali e come risulta dagli allegati al Verbale di cui al punto 1;

3. di stabilire che il fabbricato sia consegnato alla competente struttura regionale Programmazione Edilizia e logistica scolastica per il suo utilizzo per il nuovo anno scolastico 2020-2021;
4. di stabilire che con la consegna della struttura nella sua interezza, saranno acquisite le certificazioni e le verifiche finali e definitive;
5. di stabilire che la presente Ordinanza è trasmessa al Commissario, entro due giorni come indicato al punto 2 dell'articolo 2 dell'Ordinanza del Commissario n. 1/2020, al Coordinatore del Dipartimento Sovrintendenza agli Studi, Coordinatore del Dipartimento Bilancio, finanze, patrimonio e società partecipate, al Dirigente della Struttura Edilizia strutture scolastiche, alla Dirigente della Struttura Programmazione Edilizia e logistica scolastica, al Comune di Aosta e alla RTI Bèrard;
6. di stabilire che la presente ordinanza sia pubblicata nel Bollettino Ufficiale della Regione e, ai sensi dell'articolo 42 del decreto legislativo 13 marzo 2013, n. 33 (Riordino della disciplina riguardante il diritto di accesso civico e gli obblighi di pubblicità, trasparenza e diffusione di informazioni da parte delle pubbliche amministrazioni) nel sito istituzionale della Regione (<http://www.regione.vda.it/amministrazionetrasparente>).

Aosta, 30 ottobre 2020

Il Coordinatore  
Raffaele ROCCO  
in qualità di Soggetto attuatore  
ex ordinanza 289/2020

---

**Provvedimento dirigenziale 8 ottobre 2020, n. 5182.**

**Approvazione delle modifiche tecniche dell'allegato 1 alla dgr 218/2018 avente oggetto "Approvazione dei criteri e delle modalità di presentazione delle domande nonché delle norme tecniche e amministrative per il rilascio dell'autorizzazione all'attività di asportazione di materiali litoidi dagli alvei ai sensi delle leggi regionali 5/2008 e 23/2017.**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA  
ECONOMIA CIRCOLARE,

prouvé et les conditions de sécurité, d'hygiène, de salubrité et d'économie d'énergie requises pour celle-ci et pour les installations y afférentes ont été respectées ; les dites conditions ont été évaluées sur la base des prescriptions prévues par les dispositions étatiques et régionales en vigueur, comme il appert des annexes du procès-verbal visé au point 1.

3. La structure en cause doit être prise en charge par la structure « Programmation de la construction et logistique scolaire » en vue de son utilisation au titre de l'année scolaire 2020/2021.
4. Les certificats et les résultats des contrôles finaux et définitifs seront acquis lors de la prise en charge du lycée dans son ensemble.
5. La présente ordonnance est transmise au commissaire sous deux jours (au sens du point 2 de l'art. 2 de l'ordonnance du commissaire n° 1 du 21 juillet 2020) et aux coordinateurs du Département de la surintendance des écoles et du Département du budget, des finances, du patrimoine et des sociétés à participation régionale, aux dirigeants des structures « Bâtiments scolaires » et « Programmation de la construction et logistique scolaire », ainsi qu'à la Commune d'Aoste et au groupement momentané d'entreprises « Bèrard ».
6. La présente ordonnance est publiée au Bulletin officiel de la Région et, aux termes de l'art. 42 du décret législatif n° 33 du 14 mars 2013 (Refonte des dispositions en matière d'obligations de publicité, de transparence et de diffusion des informations par les administrations publiques), sur le site institutionnel de la Région <http://www.regione.vda.it/amministrazionetransparente>.

Fait à Aoste, le 30 octobre 2020.

Le coordinateur,  
Raffaele ROCCO  
en sa qualité de réalisateur  
au sens de l'ordonnance n° 289/2020

---

**Acte n° 5182 du 8 octobre 2020,**

**portant approbation des modifications techniques de l'annexe 1 de la délibération du Gouvernement régional n° 218 du 26 février 2018 (Approbation des critères et des modalités de présentation des demandes d'autorisation d'extraire des matériaux alluvionnaires des lits des cours d'eau, ainsi que des normes techniques et administratives pour la délivrance de ladite autorisation, au sens des lois régionales n°s 5 du 13 mars 2008 et 23 du 22 décembre 2017).**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE  
« ÉCONOMIE CIRCOLAIRE, DÉCHETS, DÉCONTAMI-

RIFIUTI, BONIFICHE E ATTIVITÀ ESTRATTIVE  
E  
IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA  
GESTIONE DEMANIO IDRICO,

Omissis

decidono

1. di approvare le modifiche tecniche all'Allegato 1 della deliberazione della Giunta regionale 26 febbraio 2018, n. 218, così come previsto dal punto 3) del dispositivo della DGR stessa stabilendo l'esclusione degli interventi di asportazione di materiale litoide volti a garantire la funzionalità delle opere di presa d'acqua e a ripristinare i volumi originari dei bacini di accumulo posti a servizio di derivazioni dall'applicazione della DGR 218/2018 inserendo nelle premesse dell'Allegato 1, dopo il quinto paragrafo, il seguente periodo: "non rientrano nel regime autorizzativo di cui al presente documento gli interventi di asportazione di materiale litoide volti a garantire la funzionalità delle opere di presa d'acqua e a ripristinare i volumi originari dei bacini di accumulo posti a servizio di derivazioni";

Omissis

L'estensore  
Riccardo LANZINI

Il Dirigente  
Luigi Pietro BIANCHETTI

Il Dirigente  
Roberto MADDALENA

---

**Provvedimento dirigenziale 22 ottobre 2020, n. 5539.**

**Variazione al bilancio di previsione finanziario della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per prelievo dal Fondo di riserva spese obbligatorie.**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA  
PROGRAMMAZIONE E BILANCI

Omissis

decide

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge re-

NATION DES SITES ET ACTIVITÉS EXTRACTIVES »  
ET  
LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE  
« GESTION DU DOMAINE HYDRIQUE »

Omissis

décident

1. Les modifications techniques de l'annexe 1 de la délibération du Gouvernement régional n° 218 du 26 février 2018 consistant dans l'exclusion de l'application de la délibération en cause aux opérations d'extraction des matériaux alluvionnaires qui visent à garantir le fonctionnement des ouvrages de prise et à rétablir la capacité initiale des chambres de mise en charge des installations de dérivation des eaux sont approuvées, aux termes du point 3) du dispositif de ladite délibération. Il est donc procédé à l'insertion de la phrase rédigée comme suit après le cinquième paragraphe du préambule de l'annexe en question : « non rientrano nel regime autorizzativo di cui al presente documento gli interventi di asportazione di materiale litoide volti a garantire la funzionalità delle opere di presa d'acqua e a ripristinare i volumi originari dei bacini di accumulo posti a servizio di derivazioni ».

Omissis

Le rédacteur,  
Riccardo LANZINI

Le dirigeant,  
Luigi Pietro BIANCHETTI

Le dirigeant,  
Roberto MADDALENA

---

**Acte n° 5539 du 22 octobre 2020,**

**rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022, du fait du prélèvement de crédits du Fonds de réserve pour les dépenses obligatoires.**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE  
« PROGRAMMATION, BUDGETS ET COMPTES »

Omissis

décide

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés au présent acte.
- 2) Le présent acte est publié par extrait au Bulletin officiel

gionale 4 agosto 2009, n. 30, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmesso al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

L'Estensore  
Valentina QUINSON

Il Dirigente  
Roberto NUVOLARI

de la Région et transmis au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, au sens du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

La rédactrice,  
Valentina QUINSON

Le dirigeant,  
Roberto NUVOLARI

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	01 - FONDO DI RISERVA	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0002376	FONDO DI RISERVA SPESE OBBLIGATORIE	41 01 00 - PROGRAMMAZIONE E BILANCI	C	-900,00			La variazione si rende necessaria al fine di poter procedere all'impegno di spesa relativo alla concessione di provvidenze a favore di guide alpine e loro superstiti
						€	-900,00			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZI ONE DEL TURISMO	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0017488	CONCESSIONE DI ASSEGNI DI ANZIANITA', INVALIDITA' E REVERSIBILITA' A FAVORE DI GUIDE ALPINE E LORO SUPERSTITI	91 01 00 - ENTI E PROFESSIONI DEL TURISMO	C	900,00			La variazione si rende necessaria in quanto lo stanziamento di 150.000,00 non è sufficiente per poter procedere all'impegno di spesa relativo alle 126 domande pervenute, il cui importo totale ammonta a euro 150.900,00.
						€	900,00			
<b>Totale</b>						C	<b>0,00</b>			
						€	<b>0,00</b>			

C = Competenza

€ = Cassa

<b>VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO</b>						
<b>SPESA</b>						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	900,00	0,00	0,00
			SC	0,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-900,00	0,00	0,00
			SC	-900,00		
			<b>C</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			<b>SC</b>	<b>-900,00</b>		

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	1 - SPESE CORRENTI	C	900,00		
			€	900,00		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	01 - FONDO DI RISERVA	1 - SPESE CORRENTI	C	-900,00		
			€	-900,00		
			C	<b>0,00</b>		
			€	<b>0,00</b>		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 07	TURISMO					
0701 PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		900,00		
		previsione di cassa		900,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>900,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>900,00</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TURISMO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>900,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>900,00</b>		
MISSIONE 20	FONDI E ACCANTONAMENTI					
2001 PROGRAMMA	FONDO DI RISERVA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-900,00	
		previsione di cassa			-900,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>FONDO DI RISERVA</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-900,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-900,00</b>	
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>FONDI E ACCANTONAMENTI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-900,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-900,00</b>	
<b>TOTALE VARIAZIONI IN USCITA</b>		<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>900,00</b>	<b>-900,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>900,00</b>	<b>-900,00</b>	

(\*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	



**Provvedimento dirigenziale 26 ottobre 2020, n. 5556.**

**Concessione dell'autorizzazione unica di cui all'art. 52 della l.r. 25 maggio 2015, n. 13, all'impresa "FELIX DYNAMICS S.r.l." di Gaby e all'Impresa "DEVAL S.p.A." di Aosta, per la costruzione e l'esercizio, rispettivamente, di un impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Arlaz nel comune di MONTJOVET – impianto denominato Crè, e della linea elettrica di connessione alla rete di distribuzione tramite realizzazione di una nuova cabina di consegna collegata a T su linea MT esistente "Montjovet (linea 865).**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA RISPARMIO  
ENERGETICO, SVILUPPO FONTI RINNOVABILI E  
MOBILITÀ SOSTENIBILE

Omissis

decide

1. di concedere all'Impresa "Felix Dynamics S.r.l." di Gaby (AO), Partita IVA 01209910072, l'autorizzazione unica di cui all'articolo 52 della l.r. 13/2015, per la costruzione e l'esercizio di un impianto idroelettrico con derivazione irrigua dal Ru Arlaz e centrale di produzione in località Crè, nel Comune di MONTJOVET, comprendente anche la linea elettrica di connessione dell'impianto alla rete di distribuzione che sarà denominata "linea 865, sulla base del progetto esaminato dall'apposita Conferenza di servizi;
2. di concedere all'Impresa "Deval S.p.A. a s.u." di Aosta, secondo quanto previsto dal punto 3 del D.M. 10 settembre 2010, l'autorizzazione per la costruzione e l'esercizio della linea elettrica di connessione in cavo interrato in derivazione della linea aerea MT esistente (L.E. n. 0207) fino all'allestimento della cabina DEVAL compresa;
3. di dichiarare l'impianto idroelettrico e le opere ad esso strettamente connesse di pubblica utilità, indifferibili ed urgenti ai sensi dell'articolo 12, comma 1, del d.lgs. 387/2003 e di apporre il vincolo preordinato all'esproprio sulle aree dei Comuni di MONTJOVET ed ÉMARÈSE individuate all'interno degli elaborati "Proprietà, servitù e piano particellare", "Visure", "Tav. 14a - piano particellare" e "Tav. 14b – piano particellare" allegati al progetto;
4. di stabilire che:
  - a. le opere devono essere realizzate in conformità al progetto esaminato dalla Conferenza di servizi;
  - b. devono essere rispettate le prescrizioni formulate con Delibera della Giunta regionale n. 1164 del 1° ottobre 2018, relativa alla valutazione positiva condi-

**Acte n° 5556 du 26 octobre 2020,**

**portant délivrance de l'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 à Felix Dynamics srl de Gaby et à Deval SpA d'Aoste en vue de la construction et de l'exploitation de l'installation hydroélectrique dénommée « Cré » dérivant les eaux du ru Arlaz à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique, dans la commune de MONTJOVET, et de la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution par la réalisation d'un nouveau poste de livraison relié en T à la ligne MT existante Montjovet (ligne n° 865).**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE « ÉCONOMIES  
D'ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DES SOURCES RE-  
VOUVELABLES ET MOBILITÉ DURABLE »

Omissis

décide

1. L'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 est délivrée à Felix Dynamics srl de Gaby (numéro d'immatriculation IVA 01209910072) en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Arlaz pour alimenter la centrale de Cré, dans la commune de MONTJOVET, et comprenant la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution (ligne n° 865), sur la base du projet examiné par la Conférence de services.
2. Aux termes du point 3 du décret ministériel du 10 septembre 2010, Deval SpA d'Aoste est autorisée à construire et à exploiter la ligne électrique de raccordement souterrain dérivant de la ligne MT aérienne existante (ligne n° 0207), jusqu'au poste en cours d'aménagement dénommé Deval.
3. Les travaux de construction de la centrale hydroélectrique et des ouvrages qui y sont étroitement liés sont déclarés d'utilité publique, non différables et urgents au sens du premier alinéa de l'art. 12 du décret législatif n° 387 du 29 décembre 2003 et une servitude préjudant à l'expropriation est instituée sur les parcelles situées dans les communes de MONTJOVET et d'ÉMARÈSE et indiquées dans les pièces dénommées « Propriété, servitù e piano particellare », « Visure », « Tav. 14a – piano particellare » et « Tav. 14b – piano particellare » et annexées au projet.
4. Il est établi ce qui suit :
  - a. Les ouvrages doivent être réalisés conformément au projet examiné par la Conférence de services ;
  - b. Les prescriptions fixées par la délibération du Gouvernement régional n° 1164 du 1<sup>er</sup> octobre 2018, relative à l'avis positif, sous condition, quant à la

zionata sulla compatibilità ambientale, e nel decreto del Presidente della Regione n. 26/2020 relativo alla subconcessione di derivazione delle acque;

c. devono essere rispettate le prescrizioni formulate nel corso del procedimento e che pertanto:

- l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. durante i lavori dovrà tener conto dell'interferenza delle opere in progetto con la tubazione in ghisa sferoidale dell'acquedotto intercomunale a servizio del Comune di MONTJOVET, e dovrà comunicare preventivamente all'Unité des Communes valdôtaines Evançon la data di inizio lavori nel tratto in questione;
- lo scavo della trincea per la realizzazione della nuova centralina e la posa della nuova condotta tra il Col D'Arlaz e la biforcazione presso Moulin D'Arlaz (tratto contrassegnato con la lettera A in relazione archeologica), tangente ad un'area soggetta a vincolo archeologico, dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
- lo scavo della trincea per la posa della nuova condotta all'altezza di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera F in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
- lo scavo della trincea per la posa dei cavidotti di consegna a valle della località di Lavy (tratto contrassegnato con la lettera D in relazione e nella planimetria in allegato) e a valle della località di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera G in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
- preventivamente l'inizio del cantiere, dovrà

compatibilità avec l'environnement des travaux en cause, et par l'arrêté du président de la Région n° 26 du 27 janvier 2020, relatif à l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, doivent être respectées ;

c. Les prescriptions formulées au cours de la procédure doivent être également respectées et, par conséquent :

- la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit tenir compte, pendant la réalisation des travaux, de l'impact de ceux-ci sur la canalisation en fonte sphéroïdale du réseau intercommunal d'adduction d'eau desservant la commune de MONTJOVET et doit communiquer au préalable à l'Unité des Communes valdôtaines Evançon la date de début des travaux concernant le tronçon en question ;
- les opérations de fouille en vue de la réalisation de la nouvelle centrale et de pose de la nouvelle canalisation entre Col d'Arlaz et Moulin d'Arlaz (tronçon indiqué par la lettre A dans le rapport archéologique) sur des terrains qui bordent une zone frappée de servitude archéologique doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la nouvelle canalisation au Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre F dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la canalisation en aval de Lavy (tronçon indiqué par la lettre D dans le rapport archéologique et dans le plan annexé au présent acte) et en aval du Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre G dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- avant le début des travaux, il y a lieu de commu-

essere comunicato alla Struttura patrimonio archeologico il nominativo della ditta o del professionista incaricato dell'assistenza e della sorveglianza archeologica, al fine di poter coordinare correttamente l'intervento;

- dovrà essere garantito lo scorrimento nel ru di un quantitativo d'acqua non inferiore ai 20/30 l/s, al fine di garantirne la funzionalità e la percezione visiva nell'ambito del paesaggio circostante;
- la ripiantumazione del varco nel bosco per la posa della condotta, della larghezza massima di 2,5 metri, dovrà essere prevista tramite la messa a dimora di essenze arboree autoctone da concordare con la Stazione forestale competente;
- il ritombamento della sezione di scavo, da effettuare ogni 30 metri circa di condotta posata, dovrà seguire e ripristinare la morfologia originaria del terreno, utilizzando la cotica erbosa precedentemente accantonata;
- il terreno di riporto al di sopra della vasca di carico e della centrale di produzione dovrà essere raccordato a scarpata con il pendio e dovrà essere opportunamente inerbito;
- i muri dovranno essere realizzati con conci di pietra di pezzatura medio-piccola, visivamente a secco, senza copertina cementizia a vista, con il terreno riportato in testata e raccordato al versante;
- per il tratto di rete DEVAL, la disponibilità delle aree interessate dai lavori dovrà essere perfezionata a favore di DEVAL S.p.A. a s.u., analogamente al disciplinare di concessione per la posa dei cavi su strada comunale;
- in allegato alla richiesta di emissione del decreto di esproprio/asservimento/occupazione (utilizzando il modello reperibile sul sito della regione-avvisi e documenti-espropri) dovrà essere prodotta la seguente documentazione:
  - copia del provvedimento di autorizzazione unica che attesti l'imposizione del vincolo preordinato all'esproprio/occupazione e comportante la dichiarazione di pubblica utilità dell'opera;

niquer à la structure « Patrimoine archéologique » le nom de l'entreprise ou du professionnel chargé de l'assistance et de la surveillance archéologique afin de pouvoir coordonner les travaux de manière correcte ;

- afin de garantir la fonctionnalité du ru en question et la perception visuelle dans le paysage environnant, un débit d'au moins 20 ou 30 l/s doit être assuré ;
- la section de la tranchée aménagée dans le bois pour la pose de la canalisation ne doit pas dépasser 2,5 mètres de largeur et sur celle-ci il y a lieu de planter des espèces arboricoles autochtones choisies de concert avec le poste forestier territorialement compétent ;
- les tronçons de tranchée doivent être remblayés tous les trente mètres environ, de manière à ce que la morphologie originale du site soit rétablie et la couche herbacée précédemment enlevée et stockée doit être réutilisée ;
- le remblai utilisé pour recouvrir la chambre de mise en charge et la centrale doit être raccordé par un talus au terrain environnant et doit être enherbé ;
- les murs doivent être réalisés en pierres sèches de dimensions moyennes ou petites, ne doivent pas avoir de couronnement en béton visible et, au sommet, doivent être raccordés au versant par un remblai ;
- pour ce qui est du tronçon de la ligne propriété de *Deval SpA*, les aires concernées par les travaux doivent être mises à la disposition de celle-ci, conformément au cahier des charges relatif à la concession pour la pose des câbles sur la route communale ;
- une demande, établie suivant le modèle disponible sur le site internet de la Région autonome Vallée d'Aoste dans la section « Avis et documents/Expropriations », doit être transmise à l'Administration régionale afin que celle-ci prenne un acte soit pour l'expropriation ou l'occupation des zones concernées, soit pour la constitution d'une servitude ; ladite demande doit être assortie des pièces indiquées ci-après :
  - le présent acte, attestant l'institution de la servitude préjudant à l'expropriation et l'utilité publique des travaux ;

- i tipi di frazionamento approvati dall'Agencia del Territorio nonché ove previsti i frazionamenti delle aree urbane;
- le visure catastali;
- le visure ipotecarie o attestazione del professionista di aver accertato presso l'ufficio dei registri immobiliari che i proprietari corrispondono a quelli iscritti nei registri catastali;
- il certificato di destinazione urbanistica;
- l'indicazione della data presunta dei lavori al fine di consentire alla Struttura espropriazioni, valorizzazione del patrimonio e Casa da gioco la predisposizione del calendario delle pratiche da evadere;
- provvedere all'umidificazione costante delle piste di transito degli automezzi e dei cumuli di materiale polverulento, soprattutto nelle giornate secche e ventose;
- limitare la velocità di transito degli automezzi all'interno dell'area di lavoro;
- utilizzare veicoli a bassa emissione controllati secondo la vigente legislazione in materia e di limitare, per quanto possibile, l'emissione di gas di scarico provvedendo a spegnerne il motore nei periodi di non utilizzo;
- assicurare che le operazioni di demolizione, movimentazione e scarico dei materiali polverulenti vengano condotte con dovuta cautela, in modo da evitare nel maggior modo possibile la dispersione di polveri;
- assicurare una adeguata altezza di caduta del materiale durante le operazioni di scarico dagli automezzi di trasporto, in modo da limitare la dispersione di polveri;
- assicurare la presenza di sistemi di copertura dei cassoni degli automezzi di trasporto dei materiali polverulenti per evitare la dispersione eolica di polveri dal materiale in essi contenuto;
- stoccaggio in silos o in sacchi chiusi e protetti dei materiali polverulenti;
- les actes de fractionnement approuvés par l'Agence du Territoire et, s'il y a lieu, les plans de fractionnement des aires urbaines ;
- les extraits de la matrice cadastrale ;
- l'état hypothécaire ou la déclaration formulée par un professionnel à la suite d'un contrôle aux bureaux des registres immobiliers attestant la correspondance entre les propriétaires et les titulaires des biens concernés indiqués au cadastre ;
- le certificat d'urbanisme ;
- la communication relative à la date présumée de début des travaux, afin que la structure « Expropriations, valorisation du patrimoine et maison de jeu » puisse dresser le calendrier des procédures à accomplir ;
- les pistes sur lesquelles circulent les véhicules, ainsi que les matériaux pulvérulents stockés, doivent être constamment humidifiés surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
- la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte du chantier doit être limitée ;
- il y a lieu d'utiliser des véhicules à faibles émissions, contrôlés au sens des dispositions législatives en vigueur, et de limiter, autant que possible, l'émission de gaz d'échappement en éteignant le moteur des véhicules lorsqu'ils ne sont pas en mouvement ;
- il y a lieu de s'assurer que les travaux de démolition et les opérations de déplacement et de déchargement des matériaux pulvérulents soient effectués avec soin, de façon à éviter, autant que possible, toute dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
- lors des opérations de déchargement des camions, la hauteur de la chute des matériaux doit être limitée, de façon à réduire la dispersion des poussières ;
- les matériaux pulvérulents doivent être couverts pendant le transport, de façon à éviter tout envol de poussières ;
- les matériaux pulvérulents doivent être entreposés dans des silos ou conservés dans des sacs fermés et protégés ;

- umidificazione costante e sufficiente dei cumuli di stoccaggio di materiali inerti polverulenti, soprattutto in periodi secchi di forte vento;
  - è vietata, ai sensi del D.lgs. n. 152, art. 182, c. 6-bis, l'abbruciamento della vegetazione rimossa nelle fasi di cantiere, tali scarti di materiale vegetale dovranno essere inviati ad idoneo impianto di trattamento;
  - in fase di realizzazione di tutti i manufatti previsti in progetto dovrà essere eseguito un controllo puntuale e periodico dei mezzi meccanici utilizzati per evitare immissioni accidentali di inquinanti (in particolare idrocarburi) all'interno dei corpi idrici superficiali e sotterranei. La regolare effettuazione dei controlli suddetti dovrà essere verificabile mediante la consultazione dei registri di manutenzione dei mezzi e nel Piano di Sicurezza Interna dei cantieri;
  - in fase di progettazione esecutiva o comunque prima dell'inizio dei lavori dovrà essere attuato quanto previsto dall' art. 24, commi 4, 5 e 6 del DPR 120/2017 ossia dovrà essere effettuata la caratterizzazione delle TRS come prevista nel "Piano preliminare di utilizzo delle terre" facente parte integrante della documentazione di progetto, dovranno essere trasmessi all'autorità competente e all'ARPA gli esiti di tale caratterizzazione e in base a tali esiti dovrà, eventualmente, essere rivisto il "Bilancio di produzione materiali inerti da scavo e rifiuti" per conformarlo alle eventuali nuove modalità di gestione delle TRS;
  - se nella fase di caratterizzazione delle TRS si rilevasse il superamento delle CSC per fenomeni di origine naturale, tale superamento dovrà essere segnalato al competente ufficio regionale e dovrà essere attivata la valutazione della presenza di un fondo naturale;
  - qualora la concentrazione di amianto risultasse superiore alla Concentrazione Soglia di Contaminazione, pari a 1000 mg/Kg, stabilita dalla normativa vigente, il materiale non dovrà essere movimentato dall'area di cantiere e dovranno essere messe in atto tutte le misure di prevenzione e protezione. Vista, inoltre, l'estensione dell'area di cantiere e la vicinanza a strade e centri abitati, è necessario che il materiale non venga spostato da un'area all'altra del cantiere o
- lorsque les matériaux pulvérulents sont entassés, ils doivent être humidifiés constamment et de manière suffisante à éviter tout envol de poussières, surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
  - au cas où il s'avérerait nécessaire d'éliminer du matériel végétal, il est interdit, aux termes du sixième alinéa bis de l'art. 182 du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006, de le brûler ; le matériel en cause doit être acheminé vers une installation de traitement appropriée ;
  - un contrôle ponctuel des engins utilisés lors de la réalisation des travaux doit être effectué périodiquement afin que soit évitée toute dispersion accidentelle de polluants (et notamment d'hydrocarbures) dans les eaux superficielles et souterraines ; les carnets d'entretien des engins et le plan de sécurité interne des chantiers doivent faire état de la réalisation régulière desdits contrôles ;
  - lors de la conception du projet d'exécution ou, en tout état de cause, avant le début des travaux, il y a lieu de procéder à la caractérisation des terres excavées prévue par le plan préliminaire d'utilisation des terres faisant partie intégrante du projet, au sens des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'art. 24 du décret du président de la République n° 120 du 13 juin 2017 ; les résultats de ladite caractérisation doivent être transmis à l'autorité compétente et à l'ARPE et, sur la base de ceux-ci, il y a lieu de procéder à l'éventuelle modification du bilan de production des déchets et des matériaux inertes issus des fouilles aux fins du respect des nouvelles modalités de gestion des terres excavées ;
  - au cas où, pendant la phase de caractérisation des terres excavées, les concentrations seuils de contamination seraient dépassées en raison de phénomènes naturels, il y a lieu de signaler ledit dépassement au bureau régional compétent et d'engager la procédure d'évaluation de la présence d'un fond naturel ;
  - au cas où la concentration d'amiante dépasserait la concentration seuil de contamination, fixée à 1 000 mg/kg par les dispositions en vigueur, le matériel ne pourra pas sortir du chantier et toutes les mesures de prévention et de protection devront être appliquées. Par ailleurs, considérant que le chantier est étendu et se trouve à proximité de routes et de centres urbains, il est nécessaire que ledit matériel ne soit pas déplacé d'une zone à l'autre du chantier ou que, lorsque

- nell'eventualità che questo avvenga dovranno essere predisposti degli accorgimenti per evitare che le fibre vengano aerodisperse. In ogni caso dovranno essere messi in atto accorgimenti atti a limitare lo sviluppo e la diffusione di polveri nell'ambiente;
- l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà verificare eventuali interferenze delle opere in progetto con che le aree oggetto degli interventi di bonifica e messa in sicurezza delle ex cave e delle discariche di amianto del Sito di Interesse Nazionale di Emarèse;
  - non dovranno essere eseguite attività che prevedano scavi sui terreni censiti al catasto al F. 24 del comune di Emarèse, nn 11 e 12, oggetto di bonifica e messa in sicurezza permanente ai sensi ai sensi dell'art. 240 del D.Lgs. n. 152/2006;
  - le caratteristiche costruttive e il potere fonoisolante dell'edificio centrale dovranno essere quelli previsti dalla valutazione previsionale di impatto acustico allegata al progetto;
  - dovrà essere mantenuto in perfetta efficienza il sistema installato per la misurazione delle portate derivate e rilasciate dall'impianto, come descritto nella relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
  - al fine di permettere la verifica in loco dei rilasci effettuati, dovrà essere installato un pannello elettronico collegato al data logger della stazione idrometrica che permetta di visualizzare in tempo reale la portata transitante a valle dell'opera di presa, come descritto alla relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
  - dovrà essere realizzata un'area naturalizzata presso lo stabilimento ittico regionale di Morgex La Salle, come da progetto definitivo trasmesso dall'Impresa Autorizzata al Consorzio regionale pesca Valle d'Aosta con PEC del 22 settembre 2020, protocollo numero 1034; la fine lavori dell'impianto in oggetto è pertanto subordinata all'effettiva realizzazione di detto progetto;
  - al fine di tutelare le maestranze che vi dovranno operare, dovranno essere previste opere di soste-
- cela ne puisse pas être évité, que toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion dans l'air des fibres soient adoptées. En tout état de cause, il y a lieu d'adopter les mesures nécessaires afin de réduire la production et la dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
- la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit vérifier l'impact des travaux en question sur les zones concernées par les actions d'assainissement et de sécurisation des anciennes carrières et des décharges d'amiante du site d'intérêt national d'Émarèse ;
  - aucune fouille ne pourra être effectuée sur les terrains inscrits sur la feuille 24, parcelles 11 et 12, du cadastre de la Commune d'Émarèse, concernés par les actions d'assainissement et de sécurisation permanente prévues par l'art. 240 du décret législatif n° 152/2006 ;
  - les caractéristiques de construction et d'isolation acoustique de la centrale doivent correspondre à celles prévues par l'étude prévisionnelle de l'impact acoustique annexée au projet ;
  - l'efficience du système de mesure des débits dérivés et restitués par l'installation en cause visé dans le rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et dans les pièces y afférentes doit être maintenue ;
  - afin de permettre la vérification sur place des débits restitués, il y a lieu d'installer un panneau électronique relié à l'enregistreur de données de la station hydrométrique permettant de voir en temps réel le débit en transit en aval de l'ouvrage de prise, comme il appert du rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et des pièces y afférentes ;
  - une aire naturelle doit être aménagée dans l'établissement piscicole régional de Morgex et de La Salle, comme il appert du projet définitif transmis par la titulaire de l'autorisation au Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste par courrier électronique certifié le 22 septembre 2020 (réf. n° 1034) ; la déclaration de fermeture du chantier est donc subordonnée à la réalisation des travaux prévus par ledit projet ;
  - aux fins de la protection des personnels œuvrant dans le chantier, il y a lieu de prévoir des

- gno per tutti gli scavi di altezza superiore a 1,5 m.;
- la realizzazione delle opere che determinano l'occupazione (in sotterraneo) delle superfici demaniali è subordinata al preventivo rilascio, da parte della Struttura gestione demanio idrico della Regione, del benestare disciplinante l'esecuzione degli interventi sui beni appartenenti al demanio idrico regionale;
  - in accordo alle disposizioni contenute nel disciplinare di concessione sulla tubazione di adduzione dell'acqua dalla vasca di Grand-Hoel alla centrale di Chosalley deve essere installata apposita valvola idraulica che limita la portata derivata al valore massimo di concessione nonché apposito sistema di misura della portata derivata;
  - l'attivazione dell'impianto idroelettrico è subordinata: all'installazione in corrispondenza dell'opera di presa del Rû d'Arlaz, posta sul torrente Evançon in comune di Brusson, di appositi sistemi di misura in continuo delle portate transittanti in alveo, a valle della derivazione e nel canale irriguo; all'automazione degli organi idraulici di regolazione delle portate derivate; all'installazione di un pannello elettronico sul quale potranno essere visualizzati i valori della portata presente a monte dell'opera di presa e di quella derivata, a disposizione degli Enti preposti all'effettuazione dei controlli;
- d. l'autorizzazione è accordata fatti salvi i diritti di terzi e subordinata all'osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia edilizia e urbanistica, di linee elettriche di trasmissione e distribuzione dell'energia, nonché di produzione di energia elettrica da fonti rinnovabili; pertanto, le Imprese autorizzate assumono la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi o eventuali danni comunque causati dalla realizzazione delle opere, sollevando l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa da parte di terzi che si dovessero ritenere danneggiati;
- e. dal rilascio dell'autorizzazione, il termine per l'inizio dei lavori è di un anno mentre quello per l'ultimazione dei medesimi è di cinque anni; l'autorizzazione all'esercizio dell'impianto ha durata pari a quella della subconcessione di derivazione d'acqua e pertanto fino al 23 gennaio 2047; decorsi tali termini l'autorizzazione perde efficacia;
- ouvrages de soutènement pour toutes les fouilles d'une hauteur supérieure à 1,5 mètre ;
- l'occupation souterraine des surfaces appartenant au domaine hydrique régional doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la structure régionale « Gestion du domaine hydrique » et réglementant les modalités d'exécution des travaux sur lesdites surfaces ;
  - conformément aux dispositions établies par le cahier des charges de l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, sur le tronçon de la canalisation d'adduction d'eau allant de la chambre de mise en charge située au Grand-Hoël à la centrale située à Chosalley il y a lieu d'installer une soupape hydraulique, afin que le débit de dérivation ne dépasse pas la valeur maximale autorisée, ainsi qu'un système de mesure dudit débit ;
  - la mise en service de l'installation est subordonnée à la mise en place, à la hauteur de l'ouvrage de prise du ru Arlaz sur l'Évançon, dans la commune de Brusson, de systèmes de mesure en continu des débits en transit dans le lit du torrent, en aval de la dérivation et dans le canal d'irrigation, à l'automatisation des organes hydrauliques de régulation des débits de dérivation, ainsi qu'à l'installation d'un panneau électronique qui pourra indiquer les valeurs des débits de transit en amont de l'ouvrage de prise ainsi que des débits de dérivation et qui sera mis à la disposition des organes chargés de la réalisation des contrôles y afférents ;
- d. La présente autorisation est accordée sans préjudice des droits des tiers et est subordonnée au respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de construction et d'urbanisme, de lignes électriques de transmission et de distribution d'énergie, ainsi que de production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables ; les entreprises autorisées par le présent acte assument donc la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la réalisation des travaux, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention de la part des tiers qui s'estimeraient lésés ;
- e. Les travaux doivent démarrer et s'achever dans les délais respectivement d'un an et de cinq ans à compter de la date du présent acte. Pour ce qui est de l'exploitation de l'installation en question, la présente autorisation expire en même temps que l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, à savoir le 23 janvier 2047 ; après l'expiration dudit délai, ladite autorisation n'est plus valable ;

- f. laddove la presente autorizzazione dovesse avere durata superiore a quella di autorizzazioni ricomprese nel procedimento, le medesime andranno rinnovate dal titolare entro la scadenza prevista dalla normativa di settore; l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà inviare copia della documentazione attestante l'avvenuto rinnovo alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile;
- g. qualora l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. intendesse apportare modifiche all'impianto, anche in corso d'opera, dovrà presentare apposita domanda ai sensi dell'art. 5, comma 3, del d.lgs. 28/2011;
- h. ai fini del rinnovo dell'autorizzazione all'esercizio, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. è tenuta a presentare apposita domanda alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, almeno sei mesi prima della data di scadenza dell'autorizzazione;
- i. è fatto obbligo l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di comunicare contestualmente alla Stazione forestale di Verres, alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e, per conoscenza, alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, le date di inizio e di ultimazione dei lavori;
- j. prima dell'inizio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà consegnare una copia cartacea del progetto esecutivo alla Stazione forestale di Verres;
- k. prima della realizzazione delle opere strutturali, l'Impresa autorizzata dovrà procedere alla prescritta denuncia ai sensi della legge regionale 31 luglio 2012, n. 23 (Disciplina delle attività di vigilanza su opere e costruzioni in zone sismiche);
- l. all'atto di avvio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere al versamento di una cauzione a garanzia dell'esecuzione delle opere di reinserimento o recupero ambientale, a favore del Comune di QUART, secondo quanto stabilito dall'art. 53, comma 1, della l.r. 13/2015, definita sulla base del piano di dismissione, e pertanto di valore pari a 5.000,00 euro
- f. Au cas où la durée de la présente autorisation dépasserait celle des autres autorisations prévues dans le cadre de la procédure, les entreprises autorisées par le présent acte doivent demander le renouvellement de celles-ci dans les délais prévus par les dispositions y afférentes. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue, par ailleurs, de transmettre copie de la documentation attestant le renouvellement desdites autorisations à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- g. Au cas où la titulaire de l'autorisation visée au point 1 souhaiterait apporter des modifications à l'installation, même en cours de chantier, elle est tenue de présenter une demande ad hoc au sens du troisième alinéa de l'art. 5 du décret législatif n° 28 du 3 mars 2011 ;
- h. Aux fins du renouvellement de l'autorisation d'exploiter l'installation, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de présenter une demande à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », et ce, six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation en cause ;
- i. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de communiquer les dates de début et d'achèvement des travaux en même temps au poste forestier de Verrès et aux structures compétentes en matière de gestion du domaine hydrique, d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air ainsi que, pour information, à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- j. Avant le début des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de remettre une copie du projet d'exécution, sur support papier, au poste forestier de Verrès ;
- k. Avant de réaliser les ouvrages de structure, la titulaire de l'autorisation doit présenter la déclaration prévue par la loi régionale n° 23 du 31 juillet 2012 (Réglementation des actions de contrôle des ouvrages et des constructions en zone sismique) ;
- l. Aux termes du premier alinéa de l'art. 53 de la LR n° 13/2015, lors de l'ouverture du chantier, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 se doit de constituer un cautionnement en faveur de la Commune de QUART à titre de garantie de l'exécution des travaux de réinsertion ou de récupération environnementale, le montant de ladite garantie étant établi sur la base du plan de désaffectation et se chiffrant à 5 000 euros ;



- m. prima dell'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà:
- comunicare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile le specifiche tecniche definitive delle turbine, dei generatori e dei trasformatori installati;
  - comunicare alla Struttura gestione demanio idrico e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile la data di primo parallelo con la rete elettrica, la data di entrata in esercizio definitiva dell'impianto e il numero identificativo del punto consegna dell'energia (Point of delivery – POD);
  - trasmettere alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura patrimonio paesaggistico e architettonico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, la documentazione fotografica relativa alla sistemazione definitiva delle aree e quella richiesta dal Gestore Servizi Energetici ai fini del riconoscimento degli incentivi (“Dossier fotografico dell'intervento” e “fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori”);
- n. l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere all'accatastamento dei manufatti edilizi;
- o. entro sessanta giorni dall'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. , ai sensi degli artt. 63 bis e 63 ter della l.r. n. 11/1998 (Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta), dovrà presentare, per i manufatti assoggettati, una segnalazione certificata di agibilità corredata della documentazione prescritta;
- p. alla dismissione dell'impianto è fatto obbligo all'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di realizzare le opere di recupero ambientale previste nel progetto autorizzato;
- q. contestualmente alla presentazione della dichiarazione di fine lavori presso gli uffici comunali, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà presentare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, il progetto “as built” delle opere realizzate;
- r. il presente provvedimento è trasmesso alle Imprese autorizzate, alle Strutture regionali interessate, alla Stazione forestale di Verres e ad ogni altro soggetto coinvolto nel procedimento ai sensi della l.r. 19/2007;
- m. Avant la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit :
- communiquer à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les caractéristiques techniques définitives des turbines, des générateurs et des transformateurs qu'elle a installés ;
  - communiquer aux structures « Gestion du domaine hydrique » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » la date du premier raccordement de la ligne électrique au réseau, la date de mise en service définitive de l'installation et le numéro d'identification du point de livraison de l'énergie (*point of delivery – POD*) ;
  - transmettre aux structures « Gestion du domaine hydrique », « Patrimoine paysager et architectural » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », ainsi qu'à la structure compétente en matière d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air la documentation photographique relative à la remise en état définitive des sites et les pièces requises par *Gestore Servizi Energetici* aux fins de l'octroi des aides (*Dossier fotografico dell'intervento* et *Fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori*) ;
- n. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue d'inscrire au cadastre les ouvrages en cause ;
- o. Dans les soixante jours qui suivent la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter, aux termes des art. 63 bis et 63 ter de la LR n° 11/1998, l'auto-déclaration d'habitabilité relative aux ouvrages qui tombent sous le coup des dispositions desdits articles, assortie de la documentation requise ;
- p. Une fois l'installation désaffectée, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit réaliser les travaux de récupération environnementale prévus par le projet autorisé ;
- q. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter aux bureaux communaux la déclaration de fermeture du chantier et, en même temps, à la structure régionale « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les documents de récolement des ouvrages réalisés ;
- r. Le présent acte est transmis aux entreprises autorisées, aux structures régionales concernées, au poste forestier de Verres et à tout autre acteur impliqué dans la procédure au sens de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007.

5. di dare atto che:
- a. per l'applicazione della normativa in materia di tutela della salute e della sicurezza nei luoghi di lavoro, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. trasmetterà la documentazione e le comunicazioni prescritte;
  - b. le attività di vigilanza sul rispetto delle prescrizioni normative in sede di realizzazione delle opere e di corretto funzionamento delle installazioni fanno capo ai diversi soggetti istituzionali interessati, nell'ambito delle rispettive competenze; a tal fine, le Imprese autorizzate dovranno consentire ai soggetti medesimi il libero accesso all'impianto;
  - c. la verifica del rispetto di tutte le prescrizioni derivanti dalla vigente legislazione urbanistica e dalle norme del P.R.G.C. rientra nella sfera di competenze dell'Autorità comunale.
  - d. l'esecuzione di opere non autorizzate, o comunque difformi da quanto approvato dal presente provvedimento, potranno comportare l'applicazione delle sanzioni previste dal decreto legislativo n. 42/2004, tra le quali anche la rimozione delle opere abusive;
6. di dare atto che il presente provvedimento non comporta oneri a carico del bilancio della Regione;
7. di disporre la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione.

L'estensore  
Stefano MARCIAS

Il dirigente  
Massimo BROCCOLATO

---

**Provvedimento dirigenziale 26 ottobre 2020, n. 5557.**

**Concessione dell'autorizzazione unica di cui all'art. 52 della l.r. 25 maggio 2015, n. 13, all'impresa "FELIX DYNAMICS S.r.l." di Gaby e all'Impresa "DEVAL S.p.A." di Aosta, per la costruzione e l'esercizio, rispettivamente, di un impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Arlaz nel comune di MONTJOVET – impianto denominato Chosaley, e della linea elettrica di connessione alla rete di distribuzione tramite realizzazione di una nuova cabina di consegna collegata a T su linea MT esistente "Montjovet (linea 867).**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA RISPARMIO  
ENERGETICO, SVILUPPO FONTI RINNOVABILI  
E MOBILITÀ SOSTENIBILE

Omissis

5. Il est pris acte de ce qui suit :
- a. Aux fins de l'application des dispositions en matière de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit transmettre la documentation et les communications requises ;
  - b. Les contrôles sur le respect des prescriptions normatives lors de la réalisation des travaux et sur le fonctionnement correct des installations sont du ressort des différents acteurs institutionnels concernés, qui les effectuent dans le cadre de leurs compétences respectives. À cette fin, les entreprises autorisées par le présent acte doivent permettre à ces derniers d'accéder librement à l'installation ;
  - c. Les contrôles sur le respect des prescriptions prévues par les dispositions en vigueur en matière d'urbanisme et par le PRGC sont du ressort de la Commune compétente.
  - d. La réalisation d'ouvrages non autorisés par le présent acte ou non conformes aux conditions approuvées par celui-ci peut entraîner l'application des sanctions prévues par le décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et la démolition des ouvrages illégaux.
6. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.
7. Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.

Le rédacteur,  
Stefano MARCIAS

Le dirigeant,  
Massimo BROCCOLATO

---

**Acte n° 5557 du 26 octobre 2020,**

**portant délivrance de l'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 à Felix Dynamics srl de Gaby et à Deval SpA d'Aoste en vue de la construction et de l'exploitation de l'installation hydroélectrique dénommée « Chosaley » dérivant les eaux du ru Arlaz à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique, dans la commune de MONTJOVET, et de la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution par la réalisation d'un nouveau poste de livraison relié en T à la ligne MT existante Montjovet (ligne n° 867).**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE « ÉCONOMIES  
D'ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DES SOURCES  
RENOUVELABLES ET MOBILITÉ DURABLE »

Omissis

decide

1. di concedere all'Impresa "Felix Dynamics S.r.l." di Gaby (AO), Partita IVA 01209910072, l'autorizzazione unica di cui all'articolo 52 della l.r. 13/2015, per la costruzione e l'esercizio di un impianto idroelettrico con derivazione irrigua dal CMF Rù d'Arlaz in località. Grand-Hoel e centrale di produzione in località Chosaley del comune di MONTJOVET, comprendente anche la linea elettrica di connessione dell'impianto alla rete di distribuzione che sarà denominata "linea 867", sulla base del progetto esaminato dall'apposita Conferenza di servizi;
2. di concedere all'Impresa "Deval S.p.A. a s.u." di Aosta, secondo quanto previsto dal punto 3 del D.M. 10 settembre 2010, l'autorizzazione per la costruzione e l'esercizio della linea elettrica di connessione in cavo interrato in derivazione della linea aerea MT esistente (L.E. n. 0198) fino all'allestimento della cabina DEVAL compresa;
3. di dichiarare l'impianto idroelettrico e le opere ad esso strettamente connesse di pubblica utilità, indifferibili ed urgenti ai sensi dell'articolo 12, comma 1, del d.lgs. 387/2003 e di apporre il vincolo preordinato all'esproprio sulle aree dei Comuni di MONTJOVET ed EMARÈSE individuate all'interno degli elaborati "Proprietà, servitù e piano particellare", "Visure", "Tav. 15a - piano particellare" e "Tav. 15b - piano particellare" allegati al progetto;
4. di stabilire che:
  - a. le opere devono essere realizzate in conformità al progetto esaminato dalla Conferenza di servizi;
  - b. devono essere rispettate le prescrizioni formulate con Delibera della Giunta regionale n. 1164 del 1° ottobre 2018, relativa alla valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale, e nel decreto del Presidente della Regione n. 27/2020 relativo alla subconcessione di derivazione delle acque;
  - c. devono essere rispettate le prescrizioni formulate nel corso del procedimento e che pertanto:
    - l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. durante i lavori dovrà tener conto dell'interferenza delle opere in progetto con la tubazione in ghisa sferoidale dell'acquedotto intercomunale a servizio del Comune di MONTJOVET, e dovrà comunicare preventivamente all'Unité des Communes valdôtaines Evançon la data di inizio lavori nel tratto in questione;

décide

1. L'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 est délivrée à *Felix Dynamics srl* de Gaby (numéro d'immatriculation *IVA* 01209910072) en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Arlaz, au Grand-Hoël, pour alimenter la centrale de Chosaley, dans la commune de MONTJOVET, et comprenant la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution (ligne n° 867), sur la base du projet examiné par la Conférence de services.
2. Aux termes du point 3 du décret ministériel du 10 septembre 2010, *Deval SpA* d'Aoste est autorisée à construire et à exploiter la ligne électrique de raccordement souterrain dérivant de la ligne MT aérienne existante (ligne n° 0198), jusqu'au poste en cours d'aménagement dénommé *Deval*.
3. Les travaux de construction de la centrale hydroélectrique et des ouvrages qui y sont étroitement liés sont déclarés d'utilité publique, non différables et urgents au sens du premier alinéa de l'art. 12 du décret législatif n° 387 du 29 décembre 2003 et une servitude préjudant à l'expropriation est instituée sur les parcelles situées dans les communes de MONTJOVET et d'ÉMARÈSE et indiquées dans les pièces dénommées « Propriété, servitù e piano particellare », « Visure », « Tav. 15a - piano particellare » et « Tav. 15b - piano particellare » et annexées au projet.
4. Il est établi ce qui suit :
  - a. Les ouvrages doivent être réalisés conformément au projet examiné par la Conférence de services ;
  - b. Les prescriptions fixées par la délibération du Gouvernement régional n° 1164 du 1<sup>er</sup> octobre 2018, relative à l'avis positif, sous condition, quant à la compatibilité avec l'environnement des travaux en cause, et par l'arrêté du président de la Région n° 27 du 27 janvier 2020, relatif à l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, doivent être respectées ;
  - c. Les prescriptions formulées au cours de la procédure doivent être également respectées et, par conséquent :
    - la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit tenir compte, pendant la réalisation des travaux, de l'impact de ceux-ci sur la canalisation en fonte sphéroïdale du réseau intercommunal d'adduction d'eau desservant la commune de MONTJOVET et doit communiquer au préalable à l'Unité des Communes valdôtaines Evançon la date de début des travaux concernant le tronçon en question ;

- lo scavo della trincea per la realizzazione della nuova centralina e la posa della nuova condotta tra il Col D'Arlaz e la biforcazione presso Moulin D'Arlaz (tratto contrassegnato con la lettera A in relazione archeologica), tangente ad un'area soggetta a vincolo archeologico, dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
  - lo scavo della trincea per la posa della nuova condotta all'altezza di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera F in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
  - lo scavo della trincea per la posa dei cavidotti di consegna a valle della località di Lavy (tratto contrassegnato con la lettera D in relazione e nella planimetria in allegato) e a valle della località di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera G in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
  - preventivamente l'inizio del cantiere, dovrà essere comunicato alla Struttura patrimonio archeologico il nominativo della ditta o del professionista incaricato dell'assistenza e della sorveglianza archeologica, al fine di poter coordinare correttamente l'intervento;
  - dovrà essere garantito lo scorrimento nel ru di un quantitativo d'acqua non inferiore ai 20/30 l/s, al fine di garantirne la funzionalità e la percezione visiva nell'ambito del paesaggio circostante;
  - la ripiantumazione del varco nel bosco per la posa della condotta, della larghezza massima di 2,5 metri, dovrà essere prevista tramite la messa a dimora di essenze arboree autoctone da concordare con la Stazione forestale competente;
  - il ritombamento della sezione di scavo, da effet-
- les opérations de fouille en vue de la réalisation de la nouvelle centrale et de pose de la nouvelle canalisation entre Col d'Arlaz et Moulin d'Arlaz (tronçon indiqué par la lettre A dans le rapport archéologique) sur des terrains qui bordent une zone frappée de servitude archéologique doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
  - les opérations de fouille en vue de la pose de la nouvelle canalisation au Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre F dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
  - les opérations de fouille en vue de la pose de la canalisation en aval de Lavy (tronçon indiqué par la lettre D dans le rapport archéologique et dans le plan annexé au présent acte) et en aval du Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre G dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
  - avant le début des travaux, il y a lieu de communiquer à la structure « Patrimoine archéologique » le nom de l'entreprise ou du professionnel chargé de l'assistance et de la surveillance archéologique afin de pouvoir coordonner les travaux de manière correcte ;
  - afin de garantir la fonctionnalité du ru en question et la perception visuelle dans le paysage environnant, un débit d'au moins 20 ou 30 l/s doit être assuré ;
  - la section de la tranchée aménagée dans le bois pour la pose de la canalisation ne doit pas dépasser 2,5 mètres de largeur et sur celle-ci il y a lieu de planter des espèces arboricoles autochtones choisies de concert avec le poste forestier territorialement compétent ;
  - les tronçons de tranchée doivent être remblayés

tuare ogni 30 metri circa di condotta posata, dovrà seguire e ripristinare la morfologia originaria del terreno, utilizzando la cotica erbosa precedentemente accantonata;

- il terreno di riporto al di sopra della vasca di carico e della centrale di produzione dovrà essere raccordato a scarpata con il pendio e dovrà essere opportunamente inerbito;
- i muri dovranno essere realizzati con conci di pietra di pezzatura medio-piccola, visivamente a secco, senza copertina cementizia a vista, con il terreno riportato in testata e raccordato al versante;
- per il tratto di rete DEVAL, la disponibilità delle aree interessate dai lavori dovrà essere perfezionata a favore di DEVAL S.p.A. a s.u., analogamente al disciplinare di concessione per la posa dei cavi su strada comunale;
- in allegato alla richiesta di emissione del decreto di esproprio/asservimento/occupazione (utilizzando il modello reperibile sul sito della regione-avvisi e documenti-espropri) dovrà essere prodotta la seguente documentazione:
  - copia del provvedimento di autorizzazione unica che attesti l'imposizione del vincolo preordinato all'esproprio/occupazione e comportante la dichiarazione di pubblica utilità dell'opera;
  - i tipi di frazionamento approvati dall'Agenzia del Territorio nonché ove previsti i frazionamenti delle aree urbane;
  - le visure catastali;
  - le visure ipotecarie o attestazione del professionista di aver accertato presso l'ufficio dei registri immobiliari che i proprietari corrispondono a quelli iscritti nei registri catastali;
  - il certificato di destinazione urbanistica;
  - l'indicazione della data presunta dei lavori al fine di consentire alla Struttura espropriazioni, valorizzazione del patrimonio e Casa da gioco la predisposizione del calen-

tous les trente mètres environ, de manière à ce que la morphologie originale du site soit rétablie et la couche herbacée précédemment enlevée et stockée doit être réutilisée ;

- le remblai utilisé pour recouvrir la chambre de mise en charge et la centrale doit être raccordé par un talus au terrain environnant et doit être enherbé ;
- les murs doivent être réalisés en pierres sèches de dimensions moyennes ou petites, ne doivent pas avoir de couronnement en béton visible et, au sommet, doivent être raccordés au versant par un remblai ;
- pour ce qui est du tronçon de la ligne propriété de *Deval SpA*, les aires concernées par les travaux doivent être mises à la disposition de celle-ci, conformément au cahier des charges relatif à la concession pour la pose des câbles sur la route communale ;
- une demande, établie suivant le modèle disponible sur le site internet de la Région autonome Vallée d'Aoste dans la section « Avis et documents/Expropriations », doit être transmise à l'Administration régionale afin que celle-ci prenne un acte soit pour l'expropriation ou l'occupation des zones concernées, soit pour la constitution d'une servitude ; ladite demande doit être assortie des pièces indiquées ci-après :
  - le présent acte, attestant l'institution de la servitude préjudant à l'expropriation et l'utilité publique des travaux ;
  - les actes de fractionnement approuvés par l'Agence du Territoire et, s'il y a lieu, les plans de fractionnement des aires urbaines ;
  - les extraits de la matrice cadastrale ;
  - l'état hypothécaire ou la déclaration formulée par un professionnel à la suite d'un contrôle aux bureaux des registres immobiliers attestant la correspondance entre les propriétaires et les titulaires des biens concernés indiqués au cadastre ;
  - le certificat d'urbanisme ;
  - la communication relative à la date présumée de début des travaux, afin que la structure « Expropriations, valorisation du patrimoine et maison de jeu » puisse dres-

dario delle pratiche da evadere;

- provvedere all'umidificazione costante delle piste di transito degli automezzi e dei cumuli di materiale polverulento, soprattutto nelle giornate secche e ventose;
- limitare la velocità di transito degli automezzi all'interno dell'area di lavoro;
- utilizzare veicoli a bassa emissione controllati secondo la vigente legislazione in materia e di limitare, per quanto possibile, l'emissione di gas di scarico provvedendo a spegnerne il motore nei periodi di non utilizzo;
- assicurare che le operazioni di demolizione, movimentazione e scarico dei materiali polverulenti vengano condotte con dovuta cautela, in modo da evitare nel maggior modo possibile la dispersione di polveri;
- assicurare una adeguata altezza di caduta del materiale durante le operazioni di scarico dagli automezzi di trasporto, in modo da limitare la dispersione di polveri;
- assicurare la presenza di sistemi di copertura dei cassoni degli automezzi di trasporto dei materiali polverulenti per evitare la dispersione eolica di polveri dal materiale in essi contenuto;
- stoccaggio in silos o in sacchi chiusi e protetti dei materiali polverulenti;
- umidificazione costante e sufficiente dei cumuli di stoccaggio di materiali inerti polverulenti, soprattutto in periodi secchi di forte vento;
- è vietata, ai sensi del D.lgs. n. 152, art. 182, c. 6-bis, l'abbruciamento della vegetazione rimossa nelle fasi di cantiere, tali scarti di materiale vegetale dovranno essere inviati ad idoneo impianto di trattamento;
- in fase di realizzazione di tutti i manufatti previsti in progetto dovrà essere eseguito un controllo puntuale e periodico dei mezzi meccanici utilizzati per evitare immissioni accidentali di inquinanti (in particolare idrocarburi) all'interno dei corpi idrici superficiali e sotterranei. La regolare effettuazione dei controlli suddetti dovrà essere verificabile mediante la consultazione dei registri di manutenzione dei mezzi e nel

ser le calendrier des procédures à accomplir ;

- les pistes sur lesquelles circulent les véhicules, ainsi que les matériaux pulvérulents stockés, doivent être constamment humidifiés surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
- la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte du chantier doit être limitée ;
- il y a lieu d'utiliser des véhicules à faibles émissions, contrôlés au sens des dispositions législatives en vigueur, et de limiter, autant que possible, l'émission de gaz d'échappement en éteignant le moteur des véhicules lorsqu'ils ne sont pas en mouvement ;
- il y a lieu de s'assurer que les travaux de démolition et les opérations de déplacement et de déchargement des matériaux pulvérulents soient effectués avec soin, de façon à éviter, autant que possible, toute dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
- lors des opérations de déchargement des camions, la hauteur de la chute des matériaux doit être limitée, de façon à réduire la dispersion des poussières ;
- les matériaux pulvérulents doivent être couverts pendant le transport, de façon à éviter tout envol de poussières ;
- les matériaux pulvérulents doivent être entreposés dans des silos ou conservés dans des sacs fermés et protégés ;
- lorsque les matériaux pulvérulents sont entassés, ils doivent être humidifiés constamment et de manière suffisante à éviter tout envol de poussières, surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
- au cas où il s'avérerait nécessaire d'éliminer du matériel végétal, il est interdit, aux termes du sixième alinéa bis de l'art. 182 du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006, de le brûler ; le matériel en cause doit être acheminé vers une installation de traitement appropriée ;
- un contrôle ponctuel des engins utilisés lors de la réalisation des travaux doit être effectué périodiquement afin que soit évitée toute dispersion accidentelle de polluants (et notamment d'hydrocarbures) dans les eaux superficielles et souterraines ; les carnets d'entretien des engins et le plan de sécurité interne des chantiers doivent faire état de la réalisation régulière desdits contrôles ;

Piano di Sicurezza Interna dei cantieri;

- in fase di progettazione esecutiva o comunque prima dell'inizio dei lavori dovrà essere attuato quanto previsto dall' art. 24, commi 4, 5 e 6 del DPR 120/2017 ossia dovrà essere effettuata la caratterizzazione delle TRS come prevista nel "Piano preliminare di utilizzo delle terre" facente parte integrante della documentazione di progetto, dovranno essere trasmessi all'autorità competente e all'ARPA gli esiti di tale caratterizzazione e in base a tali esiti dovrà, eventualmente, essere rivisto il "Bilancio di produzione materiali inerti da scavo e rifiuti" per conformarlo alle eventuali nuove modalità di gestione delle TRS;
  - se nella fase di caratterizzazione delle TRS si rilevasse il superamento delle CSC per fenomeni di origine naturale, tale superamento dovrà essere segnalato al competente ufficio regionale e dovrà essere attivata la valutazione della presenza di un fondo naturale;
  - qualora la concentrazione di amianto risultasse superiore alla Concentrazione Soglia di Contaminazione, pari a 1000 mg/Kg, stabilita dalla normativa vigente, il materiale non dovrà essere movimentato dall'area di cantiere e dovranno essere messe in atto tutte le misure di prevenzione e protezione. Vista, inoltre, l'estensione dell'area di cantiere e la vicinanza a strade e centri abitati, è necessario che il materiale non venga spostato da un'area all'altra del cantiere o nell'eventualità che questo avvenga dovranno essere predisposti degli accorgimenti per evitare che le fibre vengano aerodisperse. In ogni caso dovranno essere messi in atto accorgimenti atti a limitare lo sviluppo e la diffusione di polveri nell'ambiente;
  - l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà verificare eventuali interferenze delle opere in progetto con che le aree oggetto degli interventi di bonifica e messa in sicurezza delle ex cave e delle discariche di amianto del Sito di Interesse Nazionale di Emarèse;
  - non dovranno essere eseguite attività che prevedano scavi sui terreni censiti al catasto al F. 24 del comune di Emarèse, nn 11 e 12, oggetto di bonifica e messa in sicurezza permanente ai sensi ai sensi dell'art. 240 del D.Lgs. n. 152/2006;
  - le caratteristiche costruttive e il potere fonoisolante dell'edificio centrale dovranno essere quelli previsti dalla valutazione previsionale di impatto acustico allegata al progetto;
  - dovrà essere mantenuto in perfetta efficienza il si-
- lors de la conception du projet d'exécution ou, en tout état de cause, avant le début des travaux, il y a lieu de procéder à la caractérisation des terres excavées prévue par le plan préliminaire d'utilisation des terres faisant partie intégrante du projet, au sens des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'art. 24 du décret du président de la République n° 120 du 13 juin 2017 ; les résultats de ladite caractérisation doivent être transmis à l'autorité compétente et à l'ARPE et, sur la base de ceux-ci, il y a lieu de procéder à l'éventuelle modification du bilan de production des déchets et des matériaux inertes issus des fouilles aux fins du respect des nouvelles modalités de gestion des terres excavées ;
  - au cas où, pendant la phase de caractérisation des terres excavées, les concentrations seuils de contamination seraient dépassées en raison de phénomènes naturels, il y a lieu de signaler ledit dépassement au bureau régional compétent et d'engager la procédure d'évaluation de la présence d'un fond naturel ;
  - au cas où la concentration d'amiante dépasserait la concentration seuil de contamination, fixée à 1 000 mg/kg par les dispositions en vigueur, le matériel ne pourra pas sortir du chantier et toutes les mesures de prévention et de protection devront être appliquées. Par ailleurs, considérant que le chantier est étendu et se trouve à proximité de routes et de centres urbains, il est nécessaire que ledit matériel ne soit pas déplacé d'une zone à l'autre du chantier ou que, lorsque cela ne puisse pas être évité, que toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion dans l'air des fibres soient adoptées. En tout état de cause, il y a lieu d'adopter les mesures nécessaires afin de réduire la production et la dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
  - la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit vérifier l'impact des travaux en question sur les zones concernées par les actions d'assainissement et de sécurisation des anciennes carrières et des décharges d'amiante du site d'intérêt national d'Émarèse ;
  - aucune fouille ne pourra être effectuée sur les terrains inscrits sur la feuille 24, parcelles 11 et 12, du cadastre de la Commune d'Émarèse, concernés par les actions d'assainissement et de sécurisation permanente prévues par l'art. 240 du décret législatif n° 152/2006 ;
  - les caractéristiques de construction et d'isolation acoustique de la centrale doivent correspondre à celles prévues par l'étude prévisionnelle de l'impact acoustique annexée au projet ;
  - l'efficacité du système de mesure des débits dérivés

- stema installato per la misurazione delle portate derivate e rilasciate dall'impianto, come descritto nella relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
- al fine di permettere la verifica in loco dei rilasci effettuati, dovrà essere installato un pannello elettronico collegato al data logger della stazione idrometrica che permetta di visualizzare in tempo reale la portata transitante a Valle dell'opera di presa, come descritto alla relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
  - dovrà essere realizzata un'area naturalizzata presso lo stabilimento ittico regionale di Morgex La Salle, come da progetto definitivo trasmesso dall'Impresa Autorizzata al Consorzio regionale pesca Valle d'Aosta con PEC del 22 settembre 2020, protocollo numero 1034; la fine lavori dell'impianto in oggetto è pertanto subordinata all'effettiva realizzazione di detto progetto;
  - al fine di tutelare le maestranze che vi dovranno operare, dovranno essere previste opere di sostegno per tutti gli scavi di altezza superiore a 1,5 m.;
  - la realizzazione delle opere che determinano l'occupazione (in sotterraneo) delle superfici demaniali è subordinata al preventivo rilascio, da parte della Struttura gestione demanio idrico della Regione, del benessere disciplinante l'esecuzione degli interventi sui beni appartenenti al demanio idrico regionale;
  - in accordo alle disposizioni contenute nel disciplinare di concessione sulla tubazione di adduzione dell'acqua dalla vasca di Grand-Hoel alla centrale di Chosalley deve essere installata apposita valvola idraulica che limita la portata derivata al valore massimo di concessione nonché apposito sistema di misura della portata derivata;
  - l'attivazione dell'impianto idroelettrico è subordinata: all'installazione in corrispondenza dell'opera di presa del Rû d'Arlaz, posta sul torrente Evançon in comune di Brusson, di appositi sistemi di misura in continuo delle portate transitanti in alveo, a valle della derivazione e nel canale irriguo; all'automazione degli organi idraulici di regolazione delle portate derivate; all'installazione di un pannello elettronico sul quale potranno essere visualizzati i valori della portata presente a monte dell'opera di presa e di quella derivata, a disposizione degli Enti
- et restitués par l'installation en cause visé dans le rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et dans les pièces y afférentes doit être maintenue ;
- afin de permettre la vérification sur place des débits restitués, il y a lieu d'installer un panneau électronique relié à l'enregistreur de données de la station hydrométrique permettant de voir en temps réel le débit en transit en aval de l'ouvrage de prise, comme il appert du rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et des pièces y afférentes ;
  - une aire naturelle doit être aménagée dans l'établissement piscicole régional de Morgex et de La Salle, comme il appert du projet définitif transmis par la titulaire de l'autorisation au Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste par courrier électronique certifié le 22 septembre 2020 (réf. n° 1034) ; la déclaration de fermeture du chantier est donc subordonnée à la réalisation des travaux prévus par ledit projet ;
  - aux fins de la protection des personnels œuvrant dans le chantier, il y a lieu de prévoir des ouvrages de soutènement pour toutes les fouilles d'une hauteur supérieure à 1,5 mètre ;
  - l'occupation souterraine des surfaces appartenant au domaine hydrique régional doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la structure régionale « Gestion du domaine hydrique » et réglémentant les modalités d'exécution des travaux sur lesdites surfaces ;
  - conformément aux dispositions établies par le cahier des charges de l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, sur le tronçon de la canalisation d'adduction d'eau allant de la chambre de mise en charge située au Grand-Hoël à la centrale située à Chosalley il y a lieu d'installer une soupape hydraulique, afin que le débit de dérivation ne dépasse pas la valeur maximale autorisée, ainsi qu'un système de mesure dudit débit ;
  - la mise en service de l'installation est subordonnée à la mise en place, à la hauteur de l'ouvrage de prise du ru Arlaz sur l'Évançon, dans la commune de Brusson, de systèmes de mesure en continu des débits en transit dans le lit du torrent, en aval de la dérivation et dans le canal d'irrigation, à l'automatisation des organes hydrauliques de régulation des débits de dérivation, ainsi qu'à l'installation d'un panneau électronique qui pourra indiquer les valeurs des débits de transit en amont de l'ouvrage de prise ainsi que des débits de dérivation et qui sera mis à la disposition des organes



preposti all'effettuazione dei controlli;

- d. l'autorizzazione è accordata fatti salvi i diritti di terzi e subordinata all'osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia edilizia e urbanistica, di linee elettriche di trasmissione e distribuzione dell'energia, nonché di produzione di energia elettrica da fonti rinnovabili; pertanto, le Imprese autorizzate assumono la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi o eventuali danni comunque causati dalla realizzazione delle opere, sollevando l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa da parte di terzi che si dovessero ritenere danneggiate;
- e. dal rilascio dell'autorizzazione, il termine per l'inizio dei lavori è di un anno mentre quello per l'ultimazione dei medesimi è di cinque anni; l'autorizzazione all'esercizio dell'impianto ha durata pari a quella della subconcessione di derivazione d'acqua e pertanto fino al 23 gennaio 2047; decorsi tali termini l'autorizzazione perde efficacia;
- f. laddove la presente autorizzazione dovesse avere durata superiore a quella di autorizzazioni ricomprese nel procedimento, le medesime andranno rinnovate dal titolare entro la scadenza prevista dalla normativa di settore; l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà inviare copia della documentazione attestante l'avvenuto rinnovo alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile;
- g. qualora l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. intendesse apportare modifiche all'impianto, anche in corso d'opera, dovrà presentare apposita domanda ai sensi dell'art. 5, comma 3, del d.lgs. 28/2011;
- h. ai fini del rinnovo dell'autorizzazione all'esercizio, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. è tenuta a presentare apposita domanda alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, almeno sei mesi prima della data di scadenza dell'autorizzazione;
- i. è fatto obbligo l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di comunicare contestualmente alla Stazione forestale di Verres, alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e, per conoscenza, alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, le date di inizio e di ultimazione dei lavori;

chargés de la réalisation des contrôles y afférents ;

- d. La présente autorisation est accordée sans préjudice des droits des tiers et est subordonnée au respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de construction et d'urbanisme, de lignes électriques de transmission et de distribution d'énergie, ainsi que de production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables ; les entreprises autorisées par le présent acte assument donc la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la réalisation des travaux, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention de la part des tiers qui s'estimeraient lésés ;
- e. Les travaux doivent démarrer et s'achever dans les délais respectivement d'un an et de cinq ans à compter de la date du présent acte. Pour ce qui est de l'exploitation de l'installation en question, la présente autorisation expire en même temps que l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, à savoir le 23 janvier 2047 ; après l'expiration dudit délai, ladite autorisation n'est plus valable ;
- f. Au cas où la durée de la présente autorisation dépasserait celle des autres autorisations prévues dans le cadre de la procédure, les entreprises autorisées par le présent acte doivent demander le renouvellement de celles-ci dans les délais prévus par les dispositions y afférentes. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue, par ailleurs, de transmettre copie de la documentation attestant le renouvellement desdites autorisations à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- g. Au cas où la titulaire de l'autorisation visée au point 1 souhaiterait apporter des modifications à l'installation, même en cours de chantier, elle est tenue de présenter une demande ad hoc au sens du troisième alinéa de l'art. 5 du décret législatif n° 28 du 3 mars 2011 ;
- h. Aux fins du renouvellement de l'autorisation d'exploiter l'installation, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de présenter une demande à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », et ce, six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation en cause ;
- i. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de communiquer les dates de début et d'achèvement des travaux en même temps au poste forestier de Verres et aux structures compétentes en matière de gestion du domaine hydrique, d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air ainsi que, pour information, à la structure « Économies d'énergie, dé-

- j. prima dell'inizio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà consegnare una copia cartacea del progetto esecutivo alla Stazione forestale di Verrès;
- k. prima della realizzazione delle opere strutturali, l'Impresa autorizzata dovrà procedere alla prescritta denuncia ai sensi della legge regionale 31 luglio 2012, n. 23 (Disciplina delle attività di vigilanza su opere e costruzioni in zone sismiche);
- l. all'atto di avvio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere al versamento di una cauzione a garanzia dell'esecuzione delle opere di reinserimento o recupero ambientale, a favore del Comune di MONTJOVET, secondo quanto stabilito dall'art. 53, comma 1, della l.r. 13/2015, definita sulla base del piano di dismissione, e pertanto di valore pari a 5.000,00 euro
- m. prima dell'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà:
- comunicare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile le specifiche tecniche definitive delle turbine, dei generatori e dei trasformatori installati;
  - comunicare alla Struttura gestione demanio idrico e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile la data di primo parallelo con la rete elettrica, la data di entrata in esercizio definitiva dell'impianto e il numero identificativo del punto consegna dell'energia (Point of delivery – POD);
  - trasmettere alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura patrimonio paesaggistico e architettonico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, la documentazione fotografica relativa alla sistemazione definitiva delle aree e quella richiesta dal Gestore Servizi Energetici ai fini del riconoscimento degli incentivi (“Dossier fotografico dell'intervento” e “fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori”);
- n. l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere all'accatastamento dei manufatti edilizi;

veloppement des sources renouvelables et mobilité durable » ;

- j. Avant le début des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de remettre une copie du projet d'exécution, sur support papier, au poste forestier de Verrès ;
- k. Avant de réaliser les ouvrages de structure, la titulaire de l'autorisation doit présenter la déclaration prévue par la loi régionale n° 23 du 31 juillet 2012 (Réglementation des actions de contrôle des ouvrages et des constructions en zone sismique) ;
- l. Aux termes du premier alinéa de l'art. 53 de la LR n° 13/2015, lors de l'ouverture du chantier, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 se doit de constituer un cautionnement en faveur de la Commune de MONTJOVET à titre de garantie de l'exécution des travaux de réinsertion ou de récupération environnementale, le montant de ladite garantie étant établi sur la base du plan de désaffectation et se chiffrant à 5 000 euros ;
- m. Avant la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit :
- communiquer à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les caractéristiques techniques définitives des turbines, des générateurs et des transformateurs qu'elle a installés ;
  - communiquer aux structures « Gestion du domaine hydrique » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » la date du premier raccordement de la ligne électrique au réseau, la date de mise en service définitive de l'installation et le numéro d'identification du point de livraison de l'énergie (*point of delivery – POD*) ;
  - transmettre aux structures « Gestion du domaine hydrique », « Patrimoine paysager et architectural » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », ainsi qu'à la structure compétente en matière d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air la documentation photographique relative à la remise en état définitive des sites et les pièces requises par *Gestore Servizi Energetici* aux fins de l'octroi des aides (*Dossier fotografico dell'intervento et Photographie delle targhe dei motori primi e degli alternatori*) ;
- n. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue d'inscrire au cadastre les ouvrages en cause ;

- o. entro sessanta giorni dall'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. , ai sensi degli artt. 63 bis e 63 ter della l.r. n. 11/1998 (Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta), dovrà presentare, per i manufatti assoggettati, una segnalazione certificata di agibilità corredata della documentazione prescritta;
- p. alla dismissione dell'impianto è fatto obbligo all'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di realizzare le opere di recupero ambientale previste nel progetto autorizzato;
- q. contestualmente alla presentazione della dichiarazione di fine lavori presso gli uffici comunali, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà presentare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, il progetto "as built" delle opere realizzate;
- r. il presente provvedimento è trasmesso alle Imprese autorizzate, alle Strutture regionali interessate, alla Stazione forestale di Verres e ad ogni altro soggetto coinvolto nel procedimento ai sensi della l.r. 19/2007;
5. di dare atto che:
- a. per l'applicazione della normativa in materia di tutela della salute e della sicurezza nei luoghi di lavoro, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. trasmetterà la documentazione e le comunicazioni prescritte;
- b. le attività di vigilanza sul rispetto delle prescrizioni normative in sede di realizzazione delle opere e di corretto funzionamento delle installazioni fanno capo ai diversi soggetti istituzionali interessati, nell'ambito delle rispettive competenze; a tal fine, le Imprese autorizzate dovranno consentire ai soggetti medesimi il libero accesso all'impianto;
- c. la verifica del rispetto di tutte le prescrizioni derivanti dalla vigente legislazione urbanistica e dalle norme del P.R.G.C. rientra nella sfera di competenze dell'Autorità comunale.
- d. l'esecuzione di opere non autorizzate, o comunque difformi da quanto approvato dal presente provvedimento, potranno comportare l'applicazione delle sanzioni previste dal decreto legislativo n. 42/2004, tra le quali anche la rimozione delle opere abusive;
6. di dare atto che il presente provvedimento non comporta oneri a carico del bilancio della Regione;
7. di disporre la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione.
- o. Dans les soixante jours qui suivent la fin des travaux, le titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter, aux termes des art. 63 bis et 63 ter de la LR n° 11/1998, l'auto-déclaration d'habitabilité relative aux ouvrages qui tombent sous le coup des dispositions desdits articles, assortie de la documentation requise ;
- p. Une fois l'installation désaffectée, le titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit réaliser les travaux de récupération environnementale prévus par le projet autorisé ;
- q. Le titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter aux bureaux communaux la déclaration de fermeture du chantier et, en même temps, à la structure régionale « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les documents de récolement des ouvrages réalisés ;
- r. Le présent acte est transmis aux entreprises autorisées, aux structures régionales concernées, au poste forestier de Verres et à tout autre acteur impliqué dans la procédure au sens de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007.
5. Il est pris acte de ce qui suit :
- a. Aux fins de l'application des dispositions en matière de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail, le titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit transmettre la documentation et les communications requises ;
- b. Les contrôles sur le respect des prescriptions normatives lors de la réalisation des travaux et sur le fonctionnement correct des installations sont du ressort des différents acteurs institutionnels concernés, qui les effectuent dans le cadre de leurs compétences respectives. À cette fin, les entreprises autorisées par le présent acte doivent permettre à ces derniers d'accéder librement à l'installation ;
- c. Les contrôles sur le respect des prescriptions prévues par les dispositions en vigueur en matière d'urbanisme et par le PRGC sont du ressort de la Commune compétente.
- d. La réalisation d'ouvrages non autorisés par le présent acte ou non conformes aux conditions approuvées par celui-ci peut entraîner l'application des sanctions prévues par le décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et la démolition des ouvrages illégaux.
6. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.
7. Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.

L'estensore  
Stefano MARCIAS

Il dirigente  
Massimo BROCCOLATO

**Provvedimento dirigenziale 26 ottobre 2020, n. 5558.**

**Concessione dell'autorizzazione unica di cui all'art. 52 della l.r. 25 maggio 2015, n. 13, all'impresa "FELIX DYNAMICS S.r.l." di Gaby e all'Impresa "DEVAL S.p.A." di Aosta, per la costruzione e l'esercizio, rispettivamente, di un impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Arlaz nel comune di MONTJOVET – impianto denominato Tron, e della linea elettrica di connessione alla rete di distribuzione tramite realizzazione di una nuova cabina di consegna collegata a T su linea MT esistente "Montjovet" (linea 866).**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA RISPARMIO  
ENERGETICO, SVILUPPO FONTI RINNOVABILI E  
MOBILITÀ SOSTENIBILE

Omissis

decide

1. di concedere all'Impresa "FELIX DYNAMICS S.r.l." di Gaby (AO), Partita IVA 01209910072, l'autorizzazione unica di cui all'articolo 52 della l.r. 13/2015, per la costruzione e l'esercizio di un impianto idroelettrico con derivazione irrigua dal CMF Rù d'Arlaz in località Colle d'Arlaz e centrale di produzione in località Tron del comune di Emarèse, comprendente anche la linea elettrica di connessione dell'impianto alla rete di distribuzione che sarà denominata (Linea 856), sulla base del progetto esaminato dall'apposita Conferenza di servizi;
2. di concedere all'Impresa "DEVAL S.p.A. a s.u." di Aosta, secondo quanto previsto dal punto 3 del D.M. 10 settembre 2010, l'autorizzazione per la costruzione e l'esercizio della linea elettrica di connessione in cavo interrato in derivazione della linea aerea MT esistente (L.E. n. 0207) fino all'allestimento della cabina DEVAL compresa;
3. di dichiarare l'impianto idroelettrico e le opere ad esso strettamente connesse di pubblica utilità, indifferibili ed urgenti ai sensi dell'articolo 12, comma 1, del d.lgs. 387/2003 e di apporre il vincolo preordinato all'esproprio sulle aree dei Comuni di MONTJOVET ed EMARÈSE individuate all'interno degli elaborati "Proprietà, servitù e piano particellare", "Visure", "Tav. 15a - piano particellare" e "Tav. 15b - piano particellare" allegati al progetto;
4. di stabilire che:
  - a. le opere devono essere realizzate in conformità al pro-

Le rédacteur,  
Stefano MARCIAS

Le dirigeant,  
Massimo BROCCOLATO

**Acte n° 5558 du 26 octobre 2020,**

**portant délivrance de l'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 à FELIX DYNAMICS srl de Gaby et à DEVAL SpA d'Aoste en vue de la construction et de l'exploitation de l'installation hydroélectrique dénommée « Tron » dérivant les eaux du ru Arlaz à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique, dans la commune de MONTJOVET, et de la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution par la réalisation d'un nouveau poste de livraison relié en T à la ligne MT existante Montjovet (ligne n° 866).**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE « ÉCONOMIES  
D'ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DES SOURCES RE-  
VOUVELABLES ET MOBILITÉ DURABLE »

Omissis

décide

1. L'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 est délivrée à *Felix Dynamics srl* de Gaby (numéro d'immatriculation *IVA* 01209910072) en vue de la construction et de l'exploitation d'une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Arlaz, au Col d'Arlaz, pour alimenter la centrale de Tron, dans la commune d'Émarèse, et comprenant la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de distribution (ligne n° 866), sur la base du projet examiné par la Conférence de services.
2. Aux termes du point 3 du décret ministériel du 10 septembre 2010, *Deval SpA* d'Aoste est autorisée à construire et à exploiter la ligne électrique de raccordement souterrain dérivant de la ligne MT aérienne existante (ligne n° 0207), jusqu'au poste en cours d'aménagement dénommé *Deval*.
3. Les travaux de construction de la centrale hydroélectrique et des ouvrages qui y sont étroitement liés sont déclarés d'utilité publique, non différables et urgents au sens du premier alinéa de l'art. 12 du décret législatif n° 387 du 29 décembre 2003 et une servitude préjudant à l'expropriation est instituée sur les parcelles situées dans les communes de MONTJOVET et d'ÉMARÈSE et indiquées dans les pièces dénommées « Propriété, servitù e piano particellare », « Visure », « Tav. 15a – piano particellare » et « Tav. 15b – piano particellare » et annexées au projet.
4. Il est établi ce qui suit :
  - a. Les ouvrages doivent être réalisés conformément au

getto esaminato dalla Conferenza di servizi;

b. devono essere rispettate le prescrizioni formulate con Delibera della Giunta regionale n. 1164 del 1° ottobre 2018, relativa alla valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale, e nel decreto del Presidente della Regione n. 24/2020 relativo alla subconcessione di derivazione delle acque;

c. devono essere rispettate le prescrizioni formulate nel corso del procedimento e che pertanto:

- l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. durante i lavori dovrà tener conto dell'interferenza delle opere in progetto con la tubazione in ghisa sferoidale dell'acquedotto intercomunale a servizio del Comune di MONTJOVET, e dovrà comunicare preventivamente all'Unité des Communes valdôtaines Evançon la data di inizio lavori nel tratto in questione;
- lo scavo della trincea per la realizzazione della nuova centralina e la posa della nuova condotta tra il Col D'Arlaz e la biforcazione presso Moulin D'Arlaz (tratto contrassegnato con la lettera A in relazione archeologica), tangente ad un'area soggetta a vincolo archeologico, dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
- lo scavo della trincea per la posa della nuova condotta all'altezza di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera F in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
- lo scavo della trincea per la posa dei cavidotti di consegna a valle della località di Lavy (tratto contrassegnato con la lettera D in relazione e nella planimetria in allegato) e a valle della località di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera G in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e

projet examiné par la Conférence de services ;

b. Les prescriptions fixées par la délibération du Gouvernement régional n° 1164 du 1<sup>er</sup> octobre 2018, relative à l'avis positif, sous condition, quant à la compatibilité avec l'environnement des travaux en cause, et par l'arrêté du président de la Région n° 24 du 27 janvier 2020, relatif à l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, doivent être respectées ;

c. Les prescriptions formulées au cours de la procédure doivent être également respectées et, par conséquent :

- la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit tenir compte, pendant la réalisation des travaux, de l'impact de ceux-ci sur la canalisation en fonte sphéroïdale du réseau intercommunal d'adduction d'eau desservant la commune de MONTJOVET et doit communiquer au préalable à l'Unité des Communes valdôtaines Evançon la date de début des travaux concernant le tronçon en question ;
- les opérations de fouille en vue de la réalisation de la nouvelle centrale et de pose de la nouvelle canalisation entre Col d'Arlaz et Moulin d'Arlaz (tronçon indiqué par la lettre A dans le rapport archéologique) sur des terrains qui bordent une zone frappée de servitude archéologique doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la nouvelle canalisation au Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre F dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la canalisation en aval de Lavy (tronçon indiqué par la lettre D dans le rapport archéologique et dans le plan annexé au présent acte) et en aval du Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre G dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les

- schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
- preventivamente l'inizio del cantiere, dovrà essere comunicato alla Struttura patrimonio archeologico il nominativo della ditta o del professionista incaricato dell'assistenza e della sorveglianza archeologica, al fine di poter coordinare correttamente l'intervento;
  - dovrà essere garantito lo scorrimento nel ru di un quantitativo d'acqua non inferiore ai 20/30 l/s, al fine di garantirne la funzionalità e la percezione visiva nell'ambito del paesaggio circostante;
  - la ripiantumazione del varco nel bosco per la posa della condotta, della larghezza massima di 2,5 metri, dovrà essere prevista tramite la messa a dimora di essenze arboree autoctone da concordare con la Stazione forestale competente;
  - il ritombamento della sezione di scavo, da effettuare ogni 30 metri circa di condotta posata, dovrà seguire e ripristinare la morfologia originaria del terreno, utilizzando la cotica erbosa precedentemente accantonata;
  - il terreno di riporto al di sopra della vasca di carico e della centrale di produzione dovrà essere raccordato a scarpata con il pendio e dovrà essere opportunamente inerbito;
  - le terre armate, a sostegno delle scarpate laterali alla centrale di produzione, dovranno essere previste con pendenza più dolce, e ne dovrà essere particolarmente curato l'inerbimento, scegliendo per l'idrosemina una semente che garantisca l'attecchimento e la durabilità nel corso delle stagioni;
  - i muri dovranno essere realizzati con conci di pietra di pezzatura medio-piccola, visivamente a secco, senza copertina cementizia a vista, con il terreno riportato in testata e raccordato al versante;
  - per il tratto di rete DEVAL, la disponibilità delle aree interessate dai lavori dovrà essere perfezionata a favore di DEVAL S.p.A. a s.u., analogamente al disciplinare di concessione per la posa dei cavi su strada comunale;
  - in allegato alla richiesta di emissione del decreto di esproprio/asservimento/occupazione (utilizzando il modello reperibile sul sito della regio-
- couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- avant le début des travaux, il y a lieu de communiquer à la structure « Patrimoine archéologique » le nom de l'entreprise ou du professionnel chargé de l'assistance et de la surveillance archéologique afin de pouvoir coordonner les travaux de manière correcte ;
  - afin de garantir la fonctionnalité du ru en question et la perception visuelle dans le paysage environnant, un débit d'au moins 20 ou 30 l/s doit être assuré ;
  - la section de la tranchée aménagée dans le bois pour la pose de la canalisation ne doit pas dépasser 2,5 mètres de largeur et sur celle-ci il y a lieu de planter des espèces arboricoles autochtones choisies de concert avec le poste forestier territorialement compétent ;
  - les tronçons de tranchée doivent être remblayés tous les trente mètres environ, de manière à ce que la morphologie originale du site soit rétablie et la couche herbacée précédemment enlevée et stockée doit être réutilisée ;
  - le remblai utilisé pour recouvrir la chambre de mise en charge et la centrale doit être raccordé par un talus au terrain environnant et doit être enherbé ;
  - les terres armées de soutènement des talus latéraux de la centrale doivent être aménagées avec une pente plus douce et doivent être enherbées très soigneusement par l'ensemencement hydraulique d'essences dont l'enracinement et la durée au cours des saisons soient garantis ;
  - les murs doivent être réalisés en pierres sèches de dimensions moyennes ou petites, ne doivent pas avoir de couronnement en béton visible et, au sommet, doivent être raccordés au versant par un remblai ;
  - pour ce qui est du tronçon de la ligne propriété de *Deval SpA*, les aires concernées par les travaux doivent être mises à la disposition de celle-ci, conformément au cahier des charges relatif à la concession pour la pose des câbles sur la route communale ;
  - une demande, établie suivant le modèle disponible sur le site internet de la Région autonome Vallée d'Aoste dans la section « Avis et docu-

ne-avvisi e documenti-espropri) dovrà essere prodotta la seguente documentazione:

- copia del provvedimento di autorizzazione unica che attesti l'imposizione del vincolo preordinato all'esproprio/occupazione e comportante la dichiarazione di pubblica utilità dell'opera;
  - i tipi di frazionamento approvati dall'Agenzia del Territorio nonché ove previsti i frazionamenti delle aree urbane;
  - le visure catastali;
  - le visure ipotecarie o attestazione del professionista di aver accertato presso l'ufficio dei registri immobiliari che i proprietari corrispondono a quelli iscritti nei registri catastali;
  - il certificato di destinazione urbanistica;
  - l'indicazione della data presunta dei lavori al fine di consentire alla Struttura espropriazioni, valorizzazione del patrimonio e Casa da gioco la predisposizione del calendario delle pratiche da evadere;
  - provvedere all'umidificazione costante delle piste di transito degli automezzi e dei cumuli di materiale polverulento, soprattutto nelle giornate secche e ventose;
  - limitare la velocità di transito degli automezzi all'interno dell'area di lavoro;
  - utilizzare veicoli a bassa emissione controllati secondo la vigente legislazione in materia e di limitare, per quanto possibile, l'emissione di gas di scarico provvedendo a spegnerne il motore nei periodi di non utilizzo;
  - assicurare che le operazioni di demolizione, movimentazione e scarico dei materiali polverulenti vengano condotte con dovuta cautela, in modo da evitare nel maggior modo possibile la dispersione di polveri;
  - assicurare una adeguata altezza di caduta
- ments/Expropriations », doit être transmise à l'Administration régionale afin que celle-ci prenne un acte soit pour l'expropriation ou l'occupation des zones concernées, soit pour la constitution d'une servitude ; ladite demande doit être assortie des pièces indiquées ci-après :
- le présent acte, attestant l'institution de la servitude préjudant à l'expropriation et l'utilité publique des travaux ;
  - les actes de fractionnement approuvés par l'Agence du Territoire et, s'il y a lieu, les plans de fractionnement des aires urbaines ;
  - les extraits de la matrice cadastrale ;
  - l'état hypothécaire ou la déclaration formulée par un professionnel à la suite d'un contrôle aux bureaux des registres immobiliers attestant la correspondance entre les propriétaires et les titulaires des biens concernés indiqués au cadastre ;
  - le certificat d'urbanisme ;
  - la communication relative à la date présumée de début des travaux, afin que la structure « Expropriations, valorisation du patrimoine et maison de jeu » puisse dresser le calendrier des procédures à accomplir ;
  - les pistes sur lesquelles circulent les véhicules, ainsi que les matériaux pulvérulents stockés, doivent être constamment humidifiés surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
  - la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte du chantier doit être limitée ;
  - il y a lieu d'utiliser des véhicules à faibles émissions, contrôlés au sens des dispositions législatives en vigueur, et de limiter, autant que possible, l'émission de gaz d'échappement en éteignant le moteur des véhicules lorsqu'ils ne sont pas en mouvement ;
  - il y a lieu de s'assurer que les travaux de démolition et les opérations de déplacement et de déchargement des matériaux pulvérulents soient effectués avec soin, de façon à éviter, autant que possible, toute dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
  - lors des opérations de déchargement des

del materiale durante le operazioni di scarico dagli automezzi di trasporto, in modo da limitare la dispersione di polveri;

- assicurare la presenza di sistemi di copertura dei cassoni degli automezzi di trasporto dei materiali polverulenti per evitare la dispersione eolica di polveri dal materiale in essi contenuto;
- stoccaggio in silos o in sacchi chiusi e protetti dei materiali polverulenti;
- umidificazione costante e sufficiente dei cumuli di stoccaggio di materiali inerti polverulenti, soprattutto in periodi secchi di forte vento; anno?
- è vietata, ai sensi del D.lgs. n. 152, art. 182, c. 6-bis, l'abbruciamento della vegetazione rimossa nelle fasi di cantiere, tali scarti di materiale vegetale dovranno essere inviati ad idoneo impianto di trattamento;
- in fase di realizzazione di tutti i manufatti previsti in progetto dovrà essere eseguito un controllo puntuale e periodico dei mezzi meccanici utilizzati per evitare immissioni accidentali di inquinanti (in particolare idrocarburi) all'interno dei corpi idrici superficiali e sotterranei. La regolare effettuazione dei controlli suddetti dovrà essere verificabile mediante la consultazione dei registri di manutenzione dei mezzi e nel Piano di Sicurezza Interna dei cantieri;
- in fase di progettazione esecutiva o comunque prima dell'inizio dei lavori dovrà essere attuato quanto previsto dall' art. 24, commi 4, 5 e 6 del DPR 120/2017 ossia dovrà essere effettuata la caratterizzazione delle TRS come prevista nel "Piano preliminare di utilizzo delle terre" facente parte integrante della documentazione di progetto, dovranno essere trasmessi all'autorità competente e all'ARPA gli esiti di tale caratterizzazione e in base a tali esiti dovrà, eventualmente, essere rivisto il "Bilancio di produzione materiali inerti da scavo e rifiuti" per conformarlo alle eventuali nuove modalità di gestione delle TRS;
- se nella fase di caratterizzazione delle TRS si rilevasse il superamento delle CSC per fenomeni di origine naturale, tale superamento dovrà essere segnalato al competente ufficio regionale e dovrà essere attivata la valutazione della pre-

camions, la hauteur de la chute des matériaux doit être limitée, de façon à réduire la dispersion des poussières ;

- les matériaux pulvérulents doivent être couverts pendant le transport, de façon à éviter tout envol de poussières ;
- les matériaux pulvérulents doivent être entreposés dans des silos ou conservés dans des sacs fermés et protégés ;
- lorsque les matériaux pulvérulents sont entassés, ils doivent être humidifiés constamment et de manière suffisante à éviter tout envol de poussières, surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;
- au cas où il s'avérerait nécessaire d'éliminer du matériel végétal, il est interdit, aux termes du sixième alinéa bis de l'art. 182 du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006, de le brûler ; le matériel en cause doit être acheminé vers une installation de traitement appropriée ;
- un contrôle ponctuel des engins utilisés lors de la réalisation des travaux doit être effectué périodiquement afin que soit évitée toute dispersion accidentelle de polluants (et notamment d'hydrocarbures) dans les eaux superficielles et souterraines ; les carnets d'entretien des engins et le plan de sécurité interne des chantiers doivent faire état de la réalisation régulière desdits contrôles ;
- lors de la conception du projet d'exécution ou, en tout état de cause, avant le début des travaux, il y a lieu de procéder à la caractérisation des terres excavées prévue par le plan préliminaire d'utilisation des terres faisant partie intégrante du projet, au sens des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'art. 24 du décret du président de la République n° 120 du 13 juin 2017 ; les résultats de ladite caractérisation doivent être transmis à l'autorité compétente et à l'ARPE et, sur la base de ceux-ci, il y a lieu de procéder à l'éventuelle modification du bilan de production des déchets et des matériaux inertes issus des fouilles aux fins du respect des nouvelles modalités de gestion des terres excavées ;
- au cas où, pendant la phase de caractérisation des terres excavées, les concentrations seuils de contamination seraient dépassées en raison de phénomènes naturels, il y a lieu de signaler ledit dépassement au bureau régional compétent et



senza di un fondo naturale;

- qualora la concentrazione di amianto risultasse superiore alla Concentrazione Soglia di Contaminazione, pari a 1000 mg/Kg, stabilita dalla normativa vigente, il materiale non dovrà essere movimentato dall'area di cantiere e dovranno essere messe in atto tutte le misure di prevenzione e protezione. Vista, inoltre, l'estensione dell'area di cantiere e la vicinanza a strade e centri abitati, è necessario che il materiale non venga spostato da un'area all'altra del cantiere o nell'eventualità che questo avvenga dovranno essere predisposti degli accorgimenti per evitare che le fibre vengano aerodisperse. In ogni caso dovranno essere messi in atto accorgimenti atti a limitare lo sviluppo e la diffusione di polveri nell'ambiente;
- l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà verificare eventuali interferenze delle opere in progetto con che le aree oggetto degli interventi di bonifica e messa in sicurezza delle ex cave e delle discariche di amianto del Sito di Interesse Nazionale di Emarèse;
- non dovranno essere eseguite attività che prevedano scavi sui terreni censiti al catasto al F. 24 del comune di Emarèse, nn 11 e 12, oggetto di bonifica e messa in sicurezza permanente ai sensi ai sensi dell'art. 240 del D.Lgs. n. 152/2006;
- le caratteristiche costruttive e il potere fonoisolante dell'edificio centrale dovranno essere quelli previsti dalla valutazione previsionale di impatto acustico allegata al progetto;
- dovrà essere mantenuto in perfetta efficienza il sistema installato per la misurazione delle portate derivate e rilasciate dall'impianto, come descritto nella relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
- al fine di permettere la verifica in loco dei rilasci effettuati, dovrà essere installato un pannello elettronico collegato al data logger della stazione idrometrica che permetta di visualizzare in tempo reale la portata transitante a valle dell'opera di presa, come descritto alla relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
- dovrà essere realizzata un'area naturalizzata

d'engager la procédure d'évaluation de la présence d'un fond naturel ;

- au cas où la concentration d'amiante dépasserait la concentration seuil de contamination, fixée à 1 000 mg/kg par les dispositions en vigueur, le matériel ne pourra pas sortir du chantier et toutes les mesures de prévention et de protection devront être appliquées. Par ailleurs, considérant que le chantier est étendu et se trouve à proximité de routes et de centres urbains, il est nécessaire que ledit matériel ne soit pas déplacé d'une zone à l'autre du chantier ou que, lorsque cela ne puisse pas être évité, que toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion dans l'air des fibres soient adoptées. En tout état de cause, il y a lieu d'adopter les mesures nécessaires afin de réduire la production et la dispersion de poussières dans l'atmosphère ;
- la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit vérifier l'impact des travaux en question sur les zones concernées par les actions d'assainissement et de sécurisation des anciennes carrières et des décharges d'amiante du site d'intérêt national d'Émarèse ;
- aucune fouille ne pourra être effectuée sur les terrains inscrits sur la feuille 24, parcelles 11 et 12, du cadastre de la Commune d'Émarèse, concernés par les actions d'assainissement et de sécurisation permanente prévues par l'art. 240 du décret législatif n° 152/2006 ;
- les caractéristiques de construction et d'isolation acoustique de la centrale doivent correspondre à celles prévues par l'étude prévisionnelle de l'impact acoustique annexée au projet ;
- l'efficience du système de mesure des débits dérivés et restitués par l'installation en cause visé dans le rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et dans les pièces y afférentes doit être maintenue ;
- afin de permettre la vérification sur place des débits restitués, il y a lieu d'installer un panneau électronique relié à l'enregistreur de données de la station hydrométrique permettant de voir en temps réel le débit en transit en aval de l'ouvrage de prise, comme il appert du rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et des pièces y afférentes ;
- une aire naturelle doit être aménagée dans l'éta-

presso lo stabilimento ittico regionale di Morgex La Salle, come da progetto definitivo trasmesso dall'Impresa Autorizzata al Consorzio regionale pesca Valle d'Aosta con PEC del 22 settembre 2020, protocollo numero 1034; la fine lavori dell'impianto in oggetto è pertanto subordinata all'effettiva realizzazione di detto progetto;

- al fine di tutelare le maestranze che vi dovranno operare, dovranno essere previste opere di sostegno per tutti gli scavi di altezza superiore a 1,5 m.;
  - la realizzazione delle opere che determinano l'occupazione (in sotterraneo) delle superfici demaniali è subordinata al preventivo rilascio, da parte della Struttura gestione demanio idrico della Regione, del benestare disciplinante l'esecuzione degli interventi sui beni appartenenti al demanio idrico regionale;
  - in accordo alle disposizioni contenute nel disciplinare di concessione sulla tubazione di adduzione dell'acqua dalla vasca di Grand-Hoel alla centrale di Chosalley deve essere installata apposita valvola idraulica che limita la portata derivata al valore massimo di concessione nonché apposito sistema di misura della portata derivata;
  - l'attivazione dell'impianto idroelettrico è subordinata: all'installazione in corrispondenza dell'opera di presa del Rû d'Arlaz, posta sul torrente Evançon in comune di Brusson, di appositi sistemi di misura in continuo delle portate transitanti in alveo, a valle della derivazione e nel canale irriguo; all'automazione degli organi idraulici di regolazione delle portate derivate; all'installazione di un pannello elettronico sul quale potranno essere visualizzati i valori della portata presente a monte dell'opera di presa e di quella derivata, a disposizione degli Enti preposti all'effettuazione dei controlli;
- d. L'autorizzazione è accordata fatti salvi i diritti di terzi e subordinata all'osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia edilizia e urbanistica, di linee elettriche di trasmissione e distribuzione dell'energia, nonché di produzione di energia elettrica da fonti rinnovabili; pertanto, le Imprese autorizzate assumono la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi o eventuali danni comunque causati dalla realizzazione delle opere, sollevando

blissement piscicole régional de Morgex et de La Salle, comme il appert du projet définitif transmis par la titulaire de l'autorisation au Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste par courrier électronique certifié le 22 septembre 2020 (réf. n° 1034) ; la déclaration de fermeture du chantier est donc subordonnée à la réalisation des travaux prévus par ledit projet ;

- aux fins de la protection des personnels œuvrant dans le chantier, il y a lieu de prévoir des ouvrages de soutènement pour toutes les fouilles d'une hauteur supérieure à 1,5 mètre ;
  - l'occupation souterraine des surfaces appartenant au domaine hydrique régional doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la structure régionale « Gestion du domaine hydrique » et réglementant les modalités d'exécution des travaux sur lesdites surfaces ;
  - conformément aux dispositions établies par le cahier des charges de l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, sur le tronçon de la canalisation d'adduction d'eau allant de la chambre de mise en charge située au Grand-Hoël à la centrale située à Chosalley il y a lieu d'installer une soupape hydraulique, afin que le débit de dérivation ne dépasse pas la valeur maximale autorisée, ainsi qu'un système de mesure dudit débit ;
  - la mise en service de l'installation est subordonnée à la mise en place, à la hauteur de l'ouvrage de prise du ru Arlaz sur l'Évançon, dans la commune de Brusson, de systèmes de mesure en continu des débits en transit dans le lit du torrent, en aval de la dérivation et dans le canal d'irrigation, à l'automatisation des organes hydrauliques de régulation des débits de dérivation, ainsi qu'à l'installation d'un panneau électronique qui pourra indiquer les valeurs des débits de transit en amont de l'ouvrage de prise ainsi que des débits de dérivation et qui sera mis à la disposition des organes chargés de la réalisation des contrôles y afférents ;
- d. La présente autorisation est accordée sans préjudice des droits des tiers et est subordonnée au respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de construction et d'urbanisme, de lignes électriques de transmission et de distribution d'énergie, ainsi que de production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables ; les entreprises autorisées par le présent acte assument donc la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou

l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa da parte di terzi che si dovessero ritenere danneggiati;

- e. dal rilascio dell'autorizzazione, il termine per l'inizio dei lavori è di un anno mentre quello per l'ultimazione dei medesimi è di cinque anni; l'autorizzazione all'esercizio dell'impianto ha durata pari a quella della subconcessione di derivazione d'acqua e pertanto fino al 23 gennaio 2047; decorsi tali termini l'autorizzazione perde efficacia;
- f. laddove la presente autorizzazione dovesse avere durata superiore a quella di autorizzazioni ricomprese nel procedimento, le medesime andranno rinnovate dal titolare entro la scadenza prevista dalla normativa di settore; l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà inviare copia della documentazione attestante l'avvenuto rinnovo alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile;
- g. qualora l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. intendesse apportare modifiche all'impianto, anche in corso d'opera, dovrà presentare apposita domanda ai sensi dell'art. 5, comma 3, del d.lgs. 28/2011;
- h. ai fini del rinnovo dell'autorizzazione all'esercizio, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. è tenuta a presentare apposita domanda alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, almeno sei mesi prima della data di scadenza dell'autorizzazione;
- i. è fatto obbligo l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di comunicare contestualmente alla Stazione forestale di Verres, alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e, per conoscenza, alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, le date di inizio e di ultimazione dei lavori;
- j. prima dell'inizio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà consegnare una copia cartacea del progetto esecutivo alla Stazione forestale di Verres;
- k. prima della realizzazione delle opere strutturali, l'Impresa autorizzata dovrà procedere alla prescritta denuncia ai sensi della legge regionale 31 luglio 2012,

des éventuels dommages causés par la réalisation des travaux, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention de la part des tiers qui s'estimeraient lésés ;

- e. Les travaux doivent démarrer et s'achever dans les délais respectivement d'un an et de cinq ans à compter de la date du présent acte. Pour ce qui est de l'exploitation de l'installation en question, la présente autorisation expire en même temps que l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, à savoir le 23 janvier 2047 ; après l'expiration dudit délai, ladite autorisation n'est plus valable ;
- f. Au cas où la durée de la présente autorisation dépasserait celle des autres autorisations prévues dans le cadre de la procédure, les entreprises autorisées par le présent acte doivent demander le renouvellement de celles-ci dans les délais prévus par les dispositions y afférentes. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue, par ailleurs, de transmettre copie de la documentation attestant le renouvellement desdites autorisations à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- g. Au cas où la titulaire de l'autorisation visée au point 1 souhaiterait apporter des modifications à l'installation, même en cours de chantier, elle est tenue de présenter une demande ad hoc au sens du troisième alinéa de l'art. 5 du décret législatif n° 28 du 3 mars 2011 ;
- h. Aux fins du renouvellement de l'autorisation d'exploiter l'installation, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de présenter une demande à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », et ce, six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation en cause ;
- i. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de communiquer les dates de début et d'achèvement des travaux en même temps au poste forestier de Verrès et aux structures compétentes en matière de gestion du domaine hydrique, d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air ainsi que, pour information, à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- j. Avant le début des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de remettre une copie du projet d'exécution, sur support papier, au poste forestier de Verrès ;
- k. Avant de réaliser les ouvrages de structure, la titulaire de l'autorisation doit présenter la déclaration prévue par la loi régionale n° 23 du 31 juillet 2012 (Règle-

- n. 23 (Disciplina delle attività di vigilanza su opere e costruzioni in zone sismiche);
- l. all'atto di avvio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere al versamento di una cauzione a garanzia dell'esecuzione delle opere di reinserimento o recupero ambientale, a favore del Comune di Emarèse, secondo quanto stabilito dall'art. 53, comma 1, della l.r. 13/2015, definita sulla base del piano di dismissione, e pertanto di valore pari a 5.000,00 euro
- m. prima dell'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà:
- comunicare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile le specifiche tecniche definitive delle turbine, dei generatori e dei trasformatori installati;
  - comunicare alla Struttura gestione demanio idrico e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile la data di primo parallelo con la rete elettrica, la data di entrata in esercizio definitiva dell'impianto e il numero identificativo del punto consegna dell'energia (Point of delivery – POD);
  - trasmettere alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura patrimonio paesaggistico e architettonico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, la documentazione fotografica relativa alla sistemazione definitiva delle aree e quella richiesta dal Gestore Servizi Energetici ai fini del riconoscimento degli incentivi ("Dossier fotografico dell'intervento" e "fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori");
- n. l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere all'accatastamento dei manufatti edilizi;
- o. entro sessanta giorni dall'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1., ai sensi degli artt. 63 bis e 63 ter della l.r. n. 11/1998 (Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta), dovrà presentare, per i manufatti assoggettati, una segnalazione certificata di agibilità corredata della documentazione prescritta;
- p. alla dismissione dell'impianto è fatto obbligo all'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di realizzare le opere di recupero ambientale previste nel progetto autorizzato;
- mentation des actions de contrôle des ouvrages et des constructions en zone sismique) ;
- l. Aux termes du premier alinéa de l'art. 53 de la LR n° 13/2015, lors de l'ouverture du chantier, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 se doit de constituer un cautionnement en faveur de la Commune d'Émarèse à titre de garantie de l'exécution des travaux de réinsertion ou de récupération environnementale, le montant de ladite garantie étant établi sur la base du plan de désaffectation et se chiffrant à 5 000 euros ;
- m. Avant la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit :
- communiquer à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les caractéristiques techniques définitives des turbines, des générateurs et des transformateurs qu'elle a installés ;
  - communiquer aux structures « Gestion du domaine hydrique » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » la date du premier raccordement de la ligne électrique au réseau, la date de mise en service définitive de l'installation et le numéro d'identification du point de livraison de l'énergie (*point of delivery – POD*) ;
  - transmettre aux structures « Gestion du domaine hydrique », « Patrimoine paysager et architectural » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », ainsi qu'à la structure compétente en matière d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air la documentation photographique relative à la remise en état définitive des sites et les pièces requises par *Gestore Servizi Energetici* aux fins de l'octroi des aides (*Dossier fotografico dell'intervento et Fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori*) ;
- n. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue d'inscrire au cadastre les ouvrages en cause ;
- o. Dans les soixante jours qui suivent la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter, aux termes des art. 63 bis et 63 ter de la LR n° 11/1998, l'auto-déclaration d'habitabilité relative aux ouvrages qui tombent sous le coup des dispositions desdits articles, assortie de la documentation requise ;
- p. Une fois l'installation désaffectée, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit réaliser les travaux de récupération environnementale prévus par le projet autorisé ;

- q. contestualmente alla presentazione della dichiarazione di fine lavori presso gli uffici comunali, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà presentare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, il progetto "as built" delle opere realizzate;
- r. il presente provvedimento è trasmesso alle Imprese autorizzate, alle Strutture regionali interessate, alla Stazione forestale di Verres e ad ogni altro soggetto coinvolto nel procedimento ai sensi della l.r. 19/2007;
5. di dare atto che:
- a. per l'applicazione della normativa in materia di tutela della salute e della sicurezza nei luoghi di lavoro, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. trasmetterà la documentazione e le comunicazioni prescritte;
- b. le attività di vigilanza sul rispetto delle prescrizioni normative in sede di realizzazione delle opere e di corretto funzionamento delle installazioni fanno capo ai diversi soggetti istituzionali interessati, nell'ambito delle rispettive competenze; a tal fine, le Imprese autorizzate dovranno consentire ai soggetti medesimi il libero accesso all'impianto;
- c. la verifica del rispetto di tutte le prescrizioni derivanti dalla vigente legislazione urbanistica e dalle norme del P.R.G.C. rientra nella sfera di competenze dell'Autorità comunale.
- d. l'esecuzione di opere non autorizzate, o comunque difformi da quanto approvato dal presente provvedimento, potranno comportare l'applicazione delle sanzioni previste dal decreto legislativo n. 42/2004, tra le quali anche la rimozione delle opere abusive;
6. di dare atto che il presente provvedimento non comporta oneri a carico del bilancio della Regione;
7. di disporre la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione.

L'estensore  
Stefano MARCIAS

Il dirigente  
Massimo BROCCOLATO

**Provvedimento dirigenziale 26 ottobre 2020, n. 5579.**

**Approvazione, ai sensi dell'art. 51, comma 1, della legge regionale 25 maggio 2015, n. 13, di una variante non sostanziale all'autorizzazione unica concessa con provvedimento dirigenziale n. 2734/2017, per la riattivazione dell'impianto idroelettrico "La Fabrique", sito nell'omonima località del**

- q. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter aux bureaux communaux la déclaration de fermeture du chantier et, en même temps, à la structure régionale « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les documents de récolement des ouvrages réalisés ;
- r. Le présent acte est transmis aux entreprises autorisées, aux structures régionales concernées, au poste forestier de Verres et à tout autre acteur impliqué dans la procédure au sens de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007.

5. Il est pris acte de ce qui suit :

- a. Aux fins de l'application des dispositions en matière de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit transmettre la documentation et les communications requises ;
- b. Les contrôles sur le respect des prescriptions normatives lors de la réalisation des travaux et sur le fonctionnement correct des installations sont du ressort des différents acteurs institutionnels concernés, qui les effectuent dans le cadre de leurs compétences respectives. À cette fin, les entreprises autorisées par le présent acte doivent permettre à ces derniers d'accéder librement à l'installation ;
- c. Les contrôles sur le respect des prescriptions prévues par les dispositions en vigueur en matière d'urbanisme et par le PRGC sont du ressort de la Commune compétente.
- d. La réalisation d'ouvrages non autorisés par le présent acte ou non conformes aux conditions approuvées par celui-ci peut entraîner l'application des sanctions prévues par le décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et la démolition des ouvrages illégaux.

6. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.

7. Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.

Le rédacteur,  
Stefano MARCIAS

Le dirigeant,  
Massimo BROCCOLATO

**Acte du dirigeant n° 5579 du 26 octobre 2020,**

**portant approbation, aux termes du premier alinéa de l'art. 51 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015, d'une modification non substantielle du projet faisant l'objet de l'autorisation unique délivrée par l'acte du dirigeant n° 2734 du 5 juin 2017 en vue de la remise en service de l'ins-**

**comune di GIGNOD.**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA  
RISPARMIO ENERGETICO, SVILUPPO  
FONTI RINNOVABILI  
E MOBILITÀ SOSTENIBILE

Omissis

decide

1. di approvare, ai sensi dell'art. 51, comma 1, della legge regionale 25 maggio 2015, n. 13, la variante non sostanziale al progetto autorizzato con provvedimento dirigenziale n. 2374/2017, proposta dall'Impresa "Società Cooperativa Elettrica Gignod." di Saint-Christophe per la riattivazione dell'impianto idroelettrico "La Fabrique", sito nell'omonima località del Comune di GIGNOD, sulla base del progetto esaminato dall'apposita Conferenza di servizi;
2. di stabilire che:
  - a. le opere devono essere realizzate in conformità al progetto esaminato dalla Conferenza di servizi;
  - b. devono essere rispettate le prescrizioni formulate con deliberazione della Giunta regionale n. 595/2016, relativa alla valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale, con decreto del Presidente della Regione n. 44/2017, relativo alla subconcessione di derivazione delle acque e con provvedimento dirigenziale n. 2374/2017 relativo all'autorizzazione unica già concessa;
  - c. devono essere rispettate le prescrizioni formulate nel corso del procedimento e che pertanto:
    - prima dell'inizio di qualsiasi lavorazione da effettuarsi nell'alveo del torrente Artanavaz, l'Impresa autorizzata dovrà acquisire l'apposito benestare disciplinante le modalità di esecuzione dei lavori interferenti con le superfici appartenenti al demanio idrico regionale, rilasciato ai sensi del R.D. 523/1904 dalla competente Struttura gestione demanio idrico;
    - per eventuali ripristini ambientali al termine dei lavori, dovranno essere utilizzate esclusivamente specie erbacee/arbustive/arboree autoctone e armonizzate con l'ambiente circostante;
    - dovranno essere forniti al Comune gli elaborati, contenenti le aree di ingombro delle strutture edilizie di cui si autorizza la realizzazione (nel

**tallation hydroélectrique « La Fabrique », située à La Fabrique, dans la commune de GIGNOD.**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE  
« ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT  
DES SOURCES RENOUVELABLES  
ET MOBILITÉ DURABLE »

Omissis

décide

1. La modification non substantielle du projet proposé *Società Cooperativa Elettrica Gignod* de Saint-Christophe en vue de la remise en service de l'installation hydroélectrique « La Fabrique », située à La Fabrique, dans la commune de GIGNOD, et faisant l'objet de l'autorisation unique délivrée par l'acte du dirigeant n° 2734 du 5 juin 2017, est approuvée sur la base du projet examiné par la Conférence de services.
2. Il est établi ce qui suit :
  - a. Les ouvrages doivent être réalisés conformément au projet examiné par la Conférence de services ;
  - b. Les prescriptions fixées par la délibération du Gouvernement régional n° 595 du 6 mai 2016, portant avis positif, sous condition, quant à la compatibilité avec l'environnement du projet en cause, par l'arrêté du président de la Région n° 44 du 24 janvier 2017, relatif à l'autorisation, par sous-concession, de dérivation des eaux, ainsi que par l'acte du dirigeant n° 2734/2017, délivrant l'autorisation unique, doivent être respectées ;
  - c. Les prescriptions formulées au cours de la procédure doivent également être respectées et, par conséquent :
    - avant le début des travaux dans le lit de l'Artanavaz, la titulaire de l'autorisation unique doit obtenir l'autorisation y afférente, délivrée par la structure « Gestion du domaine hydrique » au sens du décret du roi n° 523 du 25 juillet 1904 et réglementant les modalités d'exécution des travaux sur les surfaces appartenant au domaine hydrique régional ;
    - l'éventuelle remise en état du site à la fin des travaux doit être effectuée exclusivement par l'utilisation d'espèces herbacées, d'arbustes et d'arbres autochtones en harmonie avec le milieu environnant ;
    - il y a lieu de transmettre à la Commune compétente les pièces indiquant les surfaces d'encombrement des ouvrages autorisés (à savoir, les ou-

- caso specifico opere di presa, dissabbiatori, vasche di accumulo), utili ad adeguare le tavole (P4) di piano regolatore con le procedure di cui all'art. 18 della l.r. 11/1998, mediante l'apposizione di "retini di specifica limitazione" che dovranno avere corrispondenza in legenda con l'indicazione degli estremi del provvedimento unico autorizzativo;
- dovranno essere rispettati i parametri progettuali e idraulici riportati nella "Relazione descrittiva del passaggio dei pesci", compreso il collegamento del passaggio al fondo alveo;
  - l'attivazione dell'impianto idroelettrico dovrà essere subordinata all'esito positivo della verifica del passaggio per pesci, nell'ambito del quale dovranno essere controllati con misure strumentali la correttezza delle dimensioni previste e dei parametri idraulici di progetto;
  - in sede di verifica strumentale della corretta realizzazione del passaggio per i pesci, dovranno essere rispettati i parametri previsti, compresi i valori di potenza volumetrica dissipata e che in caso contrario occorrerà prevedere un adeguamento dell'opera, anche, eventualmente, tramite rifacimento parziale o totale della stessa;
  - dovrà essere data preventiva comunicazione al Consorzio regionale pesca e alle competenti Strutture regionali della data in cui si terrà la verifica di cui sopra, gli esiti della verifica dovranno essere trasmessi ai medesimi soggetti, l'eventuale mancato rispetto delle specifiche di progetto comporterà la necessità di adeguamento dell'opera, compresi interventi di rifacimento parziale o totale;
  - il passaggio per i pesci dovrà essere sottoposto a verifica naturalistica mediante metodologia da concordare preventivamente con il Consorzio regionale pesca;
  - nel caso si decida di variare la tipologia di passaggio, per esempio mediante realizzazione di una rampa a soglie in massi (boulder bars), si dovrà procedere mediante variante all'autorizzazione unica, in quanto andrà verificato il dimensionamento idraulico secondo le formulazioni tecniche di riferimento. Le relative relazioni ed elaborati dovranno essere preventi-
- vragés de prise, les dessableurs et les chambres de mise en charge), en vue de la mise aux normes des tables P4 du plan régulateur suivant les procédures prévues par l'art. 18 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998 (Dispositions en matière d'urbanisme et de planification territoriale en Vallée d'Aoste), consistant dans l'apposition des *retini di specifica limitazione* et dans l'indication dans la légende des références de l'autorisation unique ;
- les paramètres hydrauliques prévus par le projet et indiqués dans le rapport descriptif de la passe à poissons, y compris la liaison de ladite passe au fond du lit du torrent, doivent être respectés ;
  - la mise en service de l'installation hydroélectrique est subordonnée au résultat positif de l'essai de la passe à poissons, lors duquel il y a lieu de vérifier, par des mesures instrumentales, si les dimensions prévues sont correctes et si les paramètres hydrauliques indiqués par le projet sont respectés ;
  - lors de l'essai de la passe à poissons, il y a lieu de vérifier, par des mesures instrumentales, si celle-ci a été réalisée de manière correcte et si les paramètres prévus sont respectés, y compris les valeurs de la puissance volumique dissipée ; dans le cas contraire, il y a lieu de procéder à la mise aux normes de ladite passe, par la réalisation, entre autres, de travaux de réfection partielle ou totale ;
  - la date de l'essai de la passe à poissons doit être communiquée au préalable au Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste et aux structures régionales compétentes, qui doivent également être informés des résultats dudit essai ; si les prescriptions du projet ne sont pas respectées, l'ouvrage doit être mis aux normes, entre autres par des travaux de réfection partielle ou totale ;
  - la passe à poissons doit faire l'objet d'une vérification des paramètres naturels prévus suivant les méthodes décidées de concert avec le Consortium susmentionné ;
  - au cas où le titulaire de l'autorisation unique déciderait de modifier le type de passe, par exemple par l'aménagement d'une rampe en enrochements, le projet doit faire l'objet d'une variante visant à vérifier si les dimensions hydrauliques respectent les prescriptions techniques prévues ; le rapport et les documents y afférents doivent être préalablement autorisés

- vamente concordati con il Consorzio regionale pesca;
- in corrispondenza della “ventola”, al fine di ottenere un sufficiente inserimento degli interventi previsti nel contesto paesaggistico tutelato circostante, riducendone l’impatto visivo, dovrà essere garantito lo sfioro d’acqua, il quale dovrà essere quantificato in base al DMV da rilasciare in alveo;
- d. l’autorizzazione è accordata fatti salvi i diritti di terzi e subordinata all’osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia edilizia e urbanistica nonché di produzione di energia elettrica da fonti rinnovabili; pertanto, l’Impresa autorizzata assume la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi o eventuali danni comunque causati dalla realizzazione delle opere, sollevando l’Amministrazione regionale, i Comuni di GIGNOD e di ALLEIN da qualsiasi pretesa da parte di terzi che si dovessero ritenere danneggiati;
- e. prima dell’ultimazione dei lavori l’Impresa autorizzata dovrà:
- comunicare alla Struttura gestione demanio idrico e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile la data di primo parallelo con la rete elettrica, il numero identificativo del punto consegna dell’energia (Point of delivery – POD) e la data di inizio della produzione dei energia;
  - trasmettere alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura patrimonio paesaggistico e architettonico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell’aria e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, la documentazione fotografica relativa alla sistemazione definitiva delle aree e quella richiesta dal Gestore Servizi Energetici ai fini del riconoscimento degli incentivi (“Dossier fotografico dell’intervento” e “fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori”);
- f. contestualmente alla presentazione della dichiarazione di fine lavori presso gli uffici comunali, l’Impresa autorizzata dovrà presentare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, il progetto “as built” delle opere realizzate;
- g. prima dell’inizio dei lavori concernenti la variante, l’Impresa autorizzata dovrà consegnare una copia
- par le Consortium susmentionné ;
- à la hauteur de la vanne, le déversement de l’eau doit être garanti et quantifié en fonction du débit minimum biologique (*deflusso minimo vitale – DMV*) devant être restitué dans le lit du torrent, et ce, pour que les ouvrages en question s’insèrent mieux dans le paysage environnant protégé et que leur impact visuel soit réduit ;
- d. L’autorisation unique est modifiée sans préjudice des droits des tiers et est subordonnée au respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de construction et d’urbanisme, ainsi que de production d’énergie électrique à partir de sources renouvelables ; la titulaire de l’autorisation unique assume donc la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la réalisation des ouvrages, en déchargeant l’Administration régionale et les Communes de GIGNOD et d’ALLEIN de toute prétention de la part de tiers qui s’estimeraient lésés ;
- e. Avant la fin des travaux, la titulaire de l’autorisation unique doit :
- communiquer aux structures « Gestion du domaine hydrique » et « Économies d’énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » la date du premier raccordement de la ligne électrique au réseau, le numéro d’identification du point de livraison de l’énergie (*point of delivery – POD*) et la date de début de la production d’énergie ;
  - transmettre aux structures « Gestion du domaine hydrique », « Patrimoine paysager et architectural » et « Économies d’énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », ainsi qu’à la structure compétente en matière d’évaluation environnementale et de protection de la qualité de l’air, la documentation photographique relative à la remise en état définitive des sites et les pièces requises par *Gestore Servizi Energetici* aux fins de l’octroi des aides (*Dossier fotografico dell’intervento* et *Fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori*) ;
- f. La titulaire de l’autorisation unique doit présenter aux bureaux communaux la déclaration de fermeture du chantier et, en même temps, à la structure régionale « Économies d’énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les documents de récolement des ouvrages réalisés ;
- g. Avant le début des travaux de modification, la titulaire de l’autorisation unique doit remettre une copie



cartacea del progetto esecutivo alla Stazione forestale di Etroubles;

- h. il presente provvedimento è trasmesso all'Impresa autorizzata, ai Comuni di GIGNOD e di ALLEIN, alle Strutture regionali interessate, alla Stazione forestale di Etroubles e ad ogni altro soggetto coinvolto nel procedimento ai sensi della l.r. 19/2007;

3. di dare atto che:

- a. per l'applicazione della normativa in materia di tutela della salute e della sicurezza nei luoghi di lavoro, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. trasmetterà la documentazione e le comunicazioni prescritte;
- b. le attività di vigilanza sul rispetto delle prescrizioni normative in sede di realizzazione delle opere e di corretto funzionamento delle installazioni fanno capo ai diversi soggetti istituzionali interessati, nell'ambito delle rispettive competenze; a tal fine, le Imprese autorizzate dovranno consentire ai soggetti medesimi il libero accesso all'impianto;
- c. la verifica del rispetto di tutte le prescrizioni derivanti dalla vigente legislazione urbanistica e dalle norme del P.R.G.C. rientra nella sfera di competenze dell'Autorità comunale.
- d. l'esecuzione di opere non autorizzate, o comunque difformi da quanto approvato dal presente provvedimento, potranno comportare l'applicazione delle sanzioni previste dal decreto legislativo n. 42/2004, tra le quali anche la rimozione delle opere abusive;

4. di dare atto che il presente provvedimento non comporta oneri a carico del bilancio della Regione;

5. di disporre la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione.

L'estensore  
Stefano MARCIAS

Il dirigente  
Massimo BROCCOLATO

**Provvedimento dirigenziale 27 ottobre 2020, n. 5635.**

**Concessione dell'autorizzazione unica di cui all'art. 52 della l.r. 25 maggio 2015, n. 13, all'impresa "FELIX DYNAMICS S.r.l." di Gaby e all'Impresa "Deval S.p.A." di Aosta, per la costruzione e l'esercizio, rispettivamente, di un impianto idroelettrico con utilizzo a scopo irriguo ed idroelettrico delle acque del Rù Arlaz nel comune di MONTJOVET – impianto denominato Grand-Hoël, e della linea elettrica di connessione alla rete di distribuzione tramite**

du projet d'exécution, sur support papier, au poste forestier d'Etroubles.

- h. Le présent acte est transmis à la titulaire de l'autorisation unique, aux Communes de GIGNOD et d'ALLEIN, aux structures régionales concernées, au poste forestier d'Etroubles et à tout autre acteur impliqué dans la procédure au sens de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007.

3. Il est pris acte de ce qui suit :

- a. Aux fins de l'application des dispositions en matière de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail, la titulaire de l'autorisation unique doit transmettre la documentation et les communications requises ;
- b. Les contrôles sur le respect des prescriptions normatives lors de la réalisation des travaux et sur le fonctionnement correct des installations sont du ressort des différents acteurs institutionnels concernés, qui les effectuent dans le cadre de leurs compétences respectives. À cette fin, la titulaire de l'autorisation unique doit permettre à ces derniers d'accéder librement à l'installation ;
- c. Les contrôles sur le respect des prescriptions prévues par les dispositions en vigueur en matière d'urbanisme et par le PRGC sont du ressort de la Commune compétente.
- d. La réalisation d'ouvrages non autorisés par le présent acte ou non conformes aux conditions approuvées par celui-ci peut entraîner l'application des sanctions prévues par le décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et la démolition des ouvrages illégaux.

4. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.

5. Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.

Le rédacteur,  
Stefano MARCIAS

Le dirigeant,  
Massimo BROCCOLATO

**Acte n° 5635 du 27 octobre 2020,**

**portant délivrance de l'autorisation unique visée à l'art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 à Felix Dynamics srl de Gaby et à Deval SpA d'Aoste en vue de la construction et de l'exploitation de l'installation hydroélectrique dénommée « Grand-Hoël » dérivant les eaux du ru Arlaz à usage d'irrigation et à usage hydroélectrique, dans la commune de MONTJOVET, et de la ligne électrique de raccordement de l'installation en cause au réseau de dis-**

**realizzazione di una nuova cabina di consegna collegata a T su linea MT esistente “Montjovet (linea 864).**

IL DIRIGENTE DELLA STRUTTURA RISPARMIO ENERGETICO, SVILUPPO FONTI RINNOVABILI E MOBILITÀ SOSTENIBILE

Omissis

decide

1. di concedere all’Impresa “FELIX DYNAMICS S.r.l.” di Gaby (AO), Partita IVA 01209910072, l’autorizzazione unica di cui all’articolo 52 della l.r. 13/2015, per la costruzione e l’esercizio di un impianto idroelettrico con derivazione irrigua dal Ru Arlaz e centrale di produzione in loc. Grand Hoel, nel Comune di MONTJOVET, comprendente anche la linea elettrica di connessione dell’impianto alla rete di distribuzione che sarà denominata (linea 864), sulla base del progetto esaminato dall’apposita Conferenza di servizi;
2. di concedere all’Impresa “DEVAL S.p.A. a s.u.” di Aosta, secondo quanto previsto dal punto 3 del D.M. 10 settembre 2010, l’autorizzazione per la costruzione e l’esercizio della linea elettrica di connessione in cavo interrato in derivazione della linea aerea MT esistente (L.E. n. 0207) fino all’allestimento della cabina DEVAL compresa;
3. di dichiarare l’impianto idroelettrico e le opere ad esso strettamente connesse di pubblica utilità, indifferibili ed urgenti ai sensi dell’articolo 12, comma 1, del d.lgs. 387/2003 e di apporre il vincolo preordinato all’esproprio sulle aree dei Comuni di MONTJOVET ed EMARÈSE individuate all’interno degli elaborati “Proprietà, servitù e piano particellare”, “Visure”, “Tav. 15a - piano particellare” e “Tav. 15b – piano particellare” allegati al progetto;
4. di stabilire che:
  - a. le opere devono essere realizzate in conformità al progetto esaminato dalla Conferenza di servizi;
  - b. devono essere rispettate le prescrizioni formulate con Delibera della Giunta regionale n. 1164 del 1° ottobre 2018, relativa alla valutazione positiva condizionata sulla compatibilità ambientale, e nel decreto del Presidente della Regione n. 25/2020 relativo alla subconcessione di derivazione delle acque;
  - c. devono essere rispettate le prescrizioni formulate nel corso del procedimento e che pertanto:
    - l’Impresa autorizzata di cui al punto 1. durante i lavori dovrà tener conto dell’interferenza delle

**tribution par la réalisation d’un nouveau poste de livraison relié en T à la ligne MT existante Montjovet (ligne n° 864).**

LE DIRIGEANT DE LA STRUCTURE « ÉCONOMIES D’ÉNERGIE, DÉVELOPPEMENT DES SOURCES RE-VOUVELABLES et mobilité durable »

Omissis

décide

1. L’autorisation unique visée à l’art. 52 de la loi régionale n° 13 du 25 mai 2015 est délivrée à *Felix Dynamics srl* de Gaby (numéro d’immatriculation *IVA* 01209910072) en vue de la construction et de l’exploitation d’une installation hydroélectrique dérivant les eaux du ru Arlaz, pour alimenter la centrale de Grand-Hoël, dans la commune de MONTJOVET, et comprenant la ligne électrique de raccordement de l’installation en cause au réseau de distribution (ligne n° 864), sur la base du projet examiné par la Conférence de services.
2. Aux termes du point 3 du décret ministériel du 10 septembre 2010, *Deval Spa* d’Aoste est autorisée à construire et à exploiter la ligne électrique de raccordement souterrain dérivant de la ligne MT aérienne existante (ligne n° 0207), jusqu’au poste en cours d’aménagement dénommé *Deval*.
3. Les travaux de construction de la centrale hydroélectrique et des ouvrages qui y sont étroitement liés sont déclarés d’utilité publique, non différéables et urgents au sens du premier alinéa de l’art. 12 du décret législatif n° 387 du 29 décembre 2003 et une servitude préjudant à l’expropriation est instituée sur les parcelles situées dans les communes de MONTJOVET et d’EMARÈSE et indiquées dans les pièces dénommées « Propriété, servitù e piano particellare », « Visure », « Tav. 15a – piano particellare » et « Tav. 15b – piano particellare » et annexées au projet.
4. Il est établi ce qui suit :
  - a. Les ouvrages doivent être réalisés conformément au projet examiné par la Conférence de services ;
  - b. Les prescriptions fixées par la délibération du Gouvernement régional n° 1164 du 1<sup>er</sup> octobre 2018, relative à l’avis positif, sous condition, quant à la compatibilité avec l’environnement des travaux en cause, et par l’arrêté du président de la Région n° 25 du 27 janvier 2020, relatif à l’autorisation, par concession, de dérivation des eaux, doivent être respectées ;
  - c. Les prescriptions formulées au cours de la procédure doivent être également respectées et, par conséquent :
    - la titulaire de l’autorisation visée au point 1 doit tenir compte, pendant la réalisation des travaux,

opere in progetto con la tubazione in ghisa sferoidale dell'acquedotto intercomunale a servizio del Comune di MONTJOVET, e dovrà comunicare preventivamente all'Unité des Communes valdôtaines Evançon la data di inizio lavori nel tratto in questione;

- lo scavo della trincea per la realizzazione della nuova centralina e la posa della nuova condotta tra il Col D'Arlaz e la biforcazione presso Moulin D'Arlaz (tratto contrassegnato con la lettera A in relazione archeologica), tangente ad un'area soggetta a vincolo archeologico, dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse;
- lo scavo della trincea per la posa della nuova condotta all'altezza di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera F in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
- lo scavo della trincea per la posa dei cavidotti di consegna a valle della località di Lavy (tratto contrassegnato con la lettera D in relazione e nella planimetria in allegato) e a valle della località di Petit Hoël (tratto contrassegnato con la lettera G in relazione archeologica), dovrà essere accompagnato da sorveglianza archeologica discontinua, da effettuarsi da parte di archeologi professionisti, compresa l'eventuale realizzazione di documentazione (grafica, fotografica e schedografica) delle stratigrafie esposte qualora ritenute di interesse.
- preventivamente l'inizio del cantiere, dovrà essere comunicato alla Struttura patrimonio archeologico il nominativo della ditta o del professionista incaricato dell'assistenza e della sorveglianza archeologica, al fine di poter coordinare correttamente l'intervento;
- dovrà essere garantito lo scorrimento nel ru di un quantitativo d'acqua non inferiore ai 20/30 l/s, al fine di garantirne la funzionalità e la percezione visiva nell'ambito del paesaggio circostante;
- la ripiantumazione del varco nel bosco per la

de l'impact de ceux-ci sur la canalisation en fonte sphéroïdale du réseau intercommunal d'adduction d'eau desservant la commune de MONTJOVET et doit communiquer au préalable à l'Unité des Communes valdôtaines Evançon la date de début des travaux concernant le tronçon en question ;

- les opérations de fouille en vue de la réalisation de la nouvelle centrale et de pose de la nouvelle canalisation entre Col d'Arlaz et Moulin d'Arlaz (tronçon indiqué par la lettre A dans le rapport archéologique) sur des terrains qui bordent une zone frappée de servitude archéologique doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la nouvelle canalisation au Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre F dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- les opérations de fouille en vue de la pose de la canalisation en aval de Lavy (tronçon indiqué par la lettre D dans le rapport archéologique et dans le plan annexé au présent acte) et en aval du Petit-Hoël (tronçon indiqué par la lettre G dans le rapport archéologique) doivent avoir lieu sous surveillance archéologique discontinue, assurée par des archéologues professionnels, qui peuvent éventuellement former un dossier (pièces graphiques, photos et fiches) sur les couches stratigraphiques dégagées, si elles sont considérées comme intéressantes ;
- avant le début des travaux, il y a lieu de communiquer à la structure « Patrimoine archéologique » le nom de l'entreprise ou du professionnel chargé de l'assistance et de la surveillance archéologique afin de pouvoir coordonner les travaux de manière correcte ;
- afin de garantir la fonctionnalité du ru en question et la perception visuelle dans le paysage environnant, un débit d'au moins 20 ou 30 l/s doit être assuré ;
- la section de la tranchée aménagée dans le bois

posa della condotta, della larghezza massima di 2,5 metri, dovrà essere prevista tramite la messa a dimora di essenze arboree autoctone da concordare con la Stazione forestale competente;

- il ritombamento della sezione di scavo, da effettuare ogni 30 metri circa di condotta posata, dovrà seguire e ripristinare la morfologia originaria del terreno, utilizzando la cotica erbosa precedentemente accantonata;
- il terreno di riporto al di sopra della vasca di carico e della centrale di produzione dovrà essere raccordato a scarpata con il pendio e dovrà essere opportunamente inerbito;
- la palificata viva, prevista nei pressi della centrale di produzione, sia intasata con talee di "salix rubra";
- i muri dovranno essere realizzati con conci di pietra di pezzatura medio-piccola, visivamente a secco, senza copertina cementizia a vista, con il terreno riportato in testata e raccordato al versante;
- per il tratto di rete DEVAL, la disponibilità delle aree interessate dai lavori dovrà essere perfezionata a favore di DEVAL S.p.A. a s.u., analogamente al disciplinare di concessione per la posa dei cavi su strada comunale;
- in allegato alla richiesta di emissione del decreto di esproprio/asservimento/occupazione (utilizzando il modello reperibile sul sito della regione-avvisi e documenti-espropri) dovrà essere prodotta la seguente documentazione:
  - copia del provvedimento di autorizzazione unica che attesti l'imposizione del vincolo preordinato all'esproprio/occupazione e comportante la dichiarazione di pubblica utilità dell'opera;
  - i tipi di frazionamento approvati dall'Agenzia del Territorio nonché ove previsti i frazionamenti delle aree urbane;
  - le visure catastali;
  - le visure ipotecarie o attestazione del professionista di aver accertato presso l'ufficio

pour la pose de la canalisation ne doit pas dépasser 2,5 mètres de largeur et sur celle-ci il y a lieu de planter des espèces arboricoles autochtones choisies de concert avec le poste forestier territorialement compétent ;

- les tronçons de tranchée doivent être remblayés tous les trente mètres environ, de manière à ce que la morphologie originale du site soit rétablie et la couche herbacée précédemment enlevée et stockée doit être réutilisée ;
- le remblai utilisé pour recouvrir la chambre de mise en charge et la centrale doit être raccordé par un talus au terrain environnant et doit être enherbé ;
- la palissade prévue dans les environs de la centrale doit être végétalisée par des boutures de *salix rubra* ;
- les murs doivent être réalisés en pierres sèches de dimensions moyennes ou petites, ne doivent pas avoir de couronnement en béton visible et, au sommet, doivent être raccordés au versant par un remblai ;
- pour ce qui est du tronçon de la ligne propriété de *Deval SpA*, les aires concernées par les travaux doivent être mises à la disposition de celle-ci, conformément au cahier des charges relatif à la concession pour la pose des câbles sur la route communale ;
- une demande, établie suivant le modèle disponible sur le site internet de la Région autonome Vallée d'Aoste dans la section « Avis et documents/Expropriations », doit être transmise à l'Administration régionale afin que celle-ci prenne un acte soit pour l'expropriation ou l'occupation des zones concernées, soit pour la constitution d'une servitude ; ladite demande doit être assortie des pièces indiquées ci-après :
  - le présent acte, attestant l'institution de la servitude préjudant à l'expropriation et l'utilité publique des travaux ;
  - les actes de fractionnement approuvés par l'Agence du Territoire et, s'il y a lieu, les plans de fractionnement des aires urbaines ;
  - les extraits de la matrice cadastrale ;
  - l'état hypothécaire ou la déclaration formulée par un professionnel à la suite d'un contrôle

- |  |  |
|--|--|
| <p>dei registri immobiliari che i proprietari corrispondono a quelli iscritti nei registri catastali;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• il certificato di destinazione urbanistica;</li><li>• l'indicazione della data presunta dei lavori al fine di consentire alla Struttura espropriazioni, valorizzazione del patrimonio e Casa da gioco la predisposizione del calendario delle pratiche da evadere;</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- provvedere all'umidificazione costante delle piste di transito degli automezzi e dei cumuli di materiale polverulento, soprattutto nelle giornate secche e ventose;</li><li>- limitare la velocità di transito degli automezzi all'interno dell'area di lavoro;</li><li>- utilizzare veicoli a bassa emissione controllati secondo la vigente legislazione in materia e di limitare, per quanto possibile, l'emissione di gas di scarico provvedendo a spegnerne il motore nei periodi di non utilizzo;</li><li>- assicurare che le operazioni di demolizione, movimentazione e scarico dei materiali polverulenti vengano condotte con dovuta cautela, in modo da evitare nel maggior modo possibile la dispersione di polveri;</li><li>- assicurare una adeguata altezza di caduta del materiale durante le operazioni di scarico dagli automezzi di trasporto, in modo da limitare la dispersione di polveri;</li><li>- assicurare la presenza di sistemi di copertura dei cassoni degli automezzi di trasporto dei materiali polverulenti per evitare la dispersione eolica di polveri dal materiale in essi contenuto;</li><li>- stoccaggio in silos o in sacchi chiusi e protetti dei materiali polverulenti;</li><li>- umidificazione costante e sufficiente dei cumuli di stoccaggio di materiali inerti polverulenti, soprattutto in periodi secchi di forte vento;</li><li>- è vietata, ai sensi del D.lgs. n. 152, art. 182, c. 6-</li></ul> | <p>aux bureaux des registres immobiliers attestant la correspondance entre les propriétaires et les titulaires des biens concernés indiqués au cadastre ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le certificat d'urbanisme ;</li><li>• la communication relative à la date présumée de début des travaux, afin que la structure « Expropriations, valorisation du patrimoine et maison de jeu » puisse dresser le calendrier des procédures à accomplir ;</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- les pistes sur lesquelles circulent les véhicules, ainsi que les matériaux pulvérulents stockés, doivent être constamment humidifiés surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;</li><li>- la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte du chantier doit être limitée ;</li><li>- il y a lieu d'utiliser des véhicules à faibles émissions, contrôlés au sens des dispositions législatives en vigueur, et de limiter, autant que possible, l'émission de gaz d'échappement en éteignant le moteur des véhicules lorsqu'ils ne sont pas en mouvement ;</li><li>- il y a lieu de s'assurer que les travaux de démolition et les opérations de déplacement et de déchargement des matériaux pulvérulents soient effectués avec soin, de façon à éviter, autant que possible, toute dispersion de poussières dans l'atmosphère ;</li><li>- lors des opérations de déchargement des camions, la hauteur de la chute des matériaux doit être limitée, de façon à réduire la dispersion des poussières ;</li><li>- les matériaux pulvérulents doivent être couverts pendant le transport, de façon à éviter tout envol de poussières ;</li><li>- les matériaux pulvérulents doivent être entreposés dans des silos ou conservés dans des sacs fermés et protégés ;</li><li>- lorsque les matériaux pulvérulents sont entassés, ils doivent être humidifiés constamment et de manière suffisante à éviter tout envol de poussières, surtout lorsque les conditions climatiques sont sèches et venteuses ;</li><li>- au cas où il s'avérerait nécessaire d'éliminer du</li></ul> |
|--|--|

bis, l'abbruciamento della vegetazione rimossa nelle fasi di cantiere, tali scarti di materiale vegetale dovranno essere inviati ad idoneo impianto di trattamento;

- in fase di realizzazione di tutti i manufatti previsti in progetto dovrà essere eseguito un controllo puntuale e periodico dei mezzi meccanici utilizzati per evitare immissioni accidentali di inquinanti (in particolare idrocarburi) all'interno dei corpi idrici superficiali e sotterranei. La regolare effettuazione dei controlli suddetti dovrà essere verificabile mediante la consultazione dei registri di manutenzione dei mezzi e nel Piano di Sicurezza Interna dei cantieri;
- in fase di progettazione esecutiva o comunque prima dell'inizio dei lavori dovrà essere attuato quanto previsto dall' art. 24, commi 4, 5 e 6 del DPR 120/2017 ossia dovrà essere effettuata la caratterizzazione delle TRS come prevista nel "Piano preliminare di utilizzo delle terre" facente parte integrante della documentazione di progetto, dovranno essere trasmessi all'autorità competente e all'ARPA gli esiti di tale caratterizzazione e in base a tali esiti dovrà, eventualmente, essere rivisto il "Bilancio di produzione materiali inerti da scavo e rifiuti" per conformarlo alle eventuali nuove modalità di gestione delle TRS;
- se nella fase di caratterizzazione delle TRS si rilevasse il superamento delle CSC per fenomeni di origine naturale, tale superamento dovrà essere segnalato al competente ufficio regionale e dovrà essere attivata la valutazione della presenza di un fondo naturale;
- qualora la concentrazione di amianto risultasse superiore alla Concentrazione Soglia di Contaminazione, pari a 1000 mg/Kg, stabilita dalla normativa vigente, il materiale non dovrà essere movimentato dall'area di cantiere e dovranno essere messe in atto tutte le misure di prevenzione e protezione. Vista, inoltre, l'estensione dell'area di cantiere e la vicinanza a strade e centri abitati, è necessario che il materiale non venga spostato da un'area all'altra del cantiere o nell'eventualità che questo avvenga dovranno essere predisposti degli accorgimenti per evitare che le fibre vengano aerodisperse. In ogni caso dovranno essere messi in atto accorgimenti atti a limitare lo sviluppo e la diffusione di polveri nell'ambiente;

matériel végétal, il est interdit, aux termes du sixième alinéa bis de l'art. 182 du décret législatif n° 152 du 3 avril 2006, de le brûler ; le matériel en cause doit être acheminé vers une installation de traitement appropriée ;

- un contrôle ponctuel des engins utilisés lors de la réalisation des travaux doit être effectué périodiquement afin que soit évitée toute dispersion accidentelle de polluants (et notamment d'hydrocarbures) dans les eaux superficielles et souterraines ; les carnets d'entretien des engins et le plan de sécurité interne des chantiers doivent faire état de la réalisation régulière desdits contrôles ;
- lors de la conception du projet d'exécution ou, en tout état de cause, avant le début des travaux, il y a lieu de procéder à la caractérisation des terres excavées prévue par le plan préliminaire d'utilisation des terres faisant partie intégrante du projet, au sens des quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'art. 24 du décret du président de la République n° 120 du 13 juin 2017 ; les résultats de ladite caractérisation doivent être transmis à l'autorité compétente et à l'ARPE et, sur la base de ceux-ci, il y a lieu de procéder à l'éventuelle modification du bilan de production des déchets et des matériaux inertes issus des fouilles aux fins du respect des nouvelles modalités de gestion des terres excavées ;
- au cas où, pendant la phase de caractérisation des terres excavées, les concentrations seuils de contamination seraient dépassées en raison de phénomènes naturels, il y a lieu de signaler ledit dépassement au bureau régional compétent et d'engager la procédure d'évaluation de la présence d'un fond naturel ;
- au cas où la concentration d'amiante dépasserait la concentration seuil de contamination, fixée à 1 000 mg/kg par les dispositions en vigueur, le matériel ne pourra pas sortir du chantier et toutes les mesures de prévention et de protection devront être appliquées. Par ailleurs, considérant que le chantier est étendu et se trouve à proximité de routes et de centres urbains, il est nécessaire que ledit matériel ne soit pas déplacé d'une zone à l'autre du chantier ou que, lorsque cela ne puisse pas être évité, que toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion dans l'air des fibres soient adoptées. En tout état de cause, il y a lieu d'adopter les mesures nécessaires afin de réduire la production et la dispersion de poussières dans l'atmosphère ;

- l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà verificare eventuali interferenze delle opere in progetto con che le aree oggetto degli interventi di bonifica e messa in sicurezza delle ex cave e delle discariche di amianto del Sito di Interesse Nazionale di Emarèse;
  - non dovranno essere eseguite attività che prevedano scavi sui terreni censiti al catasto al F. 24 del comune di Emarèse, nn 11 e 12, oggetto di bonifica e messa in sicurezza permanente ai sensi ai sensi dell'art. 240 del D.Lgs. n. 152/2006;
  - le caratteristiche costruttive e il potere fonoisolante dell'edificio centrale dovranno essere quelli previsti dalla valutazione previsionale di impatto acustico allegata al progetto;
  - dovrà essere mantenuto in perfetta efficienza il sistema installato per la misurazione delle portate derivate e rilasciate dall'impianto, come descritto nella relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
  - al fine di permettere la verifica in loco dei rilasci effettuati, dovrà essere installato un pannello elettronico collegato al data logger della stazione idrometrica che permetta di visualizzare in tempo reale la portata transitante a valle dell'opera di presa, come descritto alla relazione "Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz" e riportato ai relativi elaborati;
  - dovrà essere realizzata un'area naturalizzata presso lo stabilimento ittico regionale di Morgex La Salle, come da progetto definitivo trasmesso dall'Impresa Autorizzata al Consorzio regionale pesca Valle d'Aosta con PEC del 22 settembre 2020, protocollo numero 1034; la fine lavori dell'impianto in oggetto è pertanto subordinata all'effettiva realizzazione di detto progetto;
  - al fine di tutelare le maestranze che vi dovranno operare, dovranno essere previste opere di sostegno per tutti gli scavi di altezza superiore a 1,5 m.;
  - la realizzazione delle opere che determinano l'occupazione (in sotterraneo) delle superfici demaniali è subordinata al preventivo rilascio, da parte della Struttura gestione demanio idrico
- la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit vérifier l'impact des travaux en question sur les zones concernées par les actions d'assainissement et de sécurisation des anciennes carrières et des décharges d'amiante du site d'intérêt national d'Émarèse ;
  - aucune fouille ne pourra être effectuée sur les terrains inscrits sur la feuille 24, parcelles 11 et 12, du cadastre de la Commune d'Émarèse, concernés par les actions d'assainissement et de sécurisation permanente prévues par l'art. 240 du décret législatif n° 152/2006 ;
  - les caractéristiques de construction et d'isolation acoustique de la centrale doivent correspondre à celles prévues par l'étude prévisionnelle de l'impact acoustique annexée au projet ;
  - l'efficience du système de mesure des débits dérivés et restitués par l'installation en cause visé dans le rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et dans les pièces y afférentes doit être maintenue ;
  - afin de permettre la vérification sur place des débits restitués, il y a lieu d'installer un panneau électronique relié à l'enregistreur de données de la station hydrométrique permettant de voir en temps réel le débit en transit en aval de l'ouvrage de prise, comme il appert du rapport dénommé « Misurazione delle portate del torrente Evançon e del canale di derivazione Ru Arlaz » et des pièces y afférentes ;
  - une aire naturelle doit être aménagée dans l'établissement piscicole régional de Morgex et de La Salle, comme il appert du projet définitif transmis par la titulaire de l'autorisation au Consortium régional pour la protection, la promotion et la pratique de la pêche en Vallée d'Aoste par courrier électronique certifié le 22 septembre 2020 (réf. n° 1034) ; la déclaration de fermeture du chantier est donc subordonnée à la réalisation des travaux prévus par ledit projet ;
  - aux fins de la protection des personnels œuvrant dans le chantier, il y a lieu de prévoir des ouvrages de soutènement pour toutes les fouilles d'une hauteur supérieure à 1,5 mètre ;
  - l'occupation souterraine des surfaces appartenant au domaine hydrique régional doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la structure régionale « Gestion du domaine

- della Regione, del benessere disciplinante l'esecuzione degli interventi sui beni appartenenti al demanio idrico regionale;
- in accordo alle disposizioni contenute nel disciplinare di concessione sulla tubazione di adduzione dell'acqua dalla vasca di Grand-Hoel alla centrale di Chosalley deve essere installata apposita valvola idraulica che limita la portata derivata al valore massimo di concessione nonché apposito sistema di misura della portata derivata;
  - l'attivazione dell'impianto idroelettrico è subordinata: all'installazione in corrispondenza dell'opera di presa del Rû d'Arlaz, posta sul torrente Evançon in comune di Brusson, di appositi sistemi di misura in continuo delle portate transitanti in alveo, a valle della derivazione e nel canale irriguo; all'automazione degli organi idraulici di regolazione delle portate derivate; all'installazione di un pannello elettronico sul quale potranno essere visualizzati i valori della portata presente a monte dell'opera di presa e di quella derivata, a disposizione degli Enti preposti all'effettuazione dei controlli;
- d. l'autorizzazione è accordata fatti salvi i diritti di terzi e subordinata all'osservanza di tutte le disposizioni vigenti in materia edilizia e urbanistica, di linee elettriche di trasmissione e distribuzione dell'energia, nonché di produzione di energia elettrica da fonti rinnovabili; pertanto, le Imprese autorizzate assumono la piena responsabilità per quanto riguarda i diritti di terzi o eventuali danni comunque causati dalla realizzazione delle opere, sollevando l'Amministrazione regionale da qualsiasi pretesa da parte di terzi che si dovessero ritenere danneggiati;
- e. dal rilascio dell'autorizzazione, il termine per l'inizio dei lavori è di un anno mentre quello per l'ultimazione dei medesimi è di cinque anni; l'autorizzazione all'esercizio dell'impianto ha durata pari a quella della subconcessione di derivazione d'acqua e pertanto fino al 23 gennaio 2047; decorsi tali termini l'autorizzazione perde efficacia;
- f. laddove la presente autorizzazione dovesse avere durata superiore a quella di autorizzazioni ricomprese nel procedimento, le medesime andranno rinnovate dal titolare entro la scadenza prevista dalla normativa di settore; l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà inviare copia della documentazione attestante
- hydrique » et réglementant les modalités d'exécution des travaux sur lesdites surfaces ;
- conformément aux dispositions établies par le cahier des charges de l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, sur le tronçon de la canalisation d'adduction d'eau allant de la chambre de mise en charge située au Grand-Hoël à la centrale située à Chosalley il y a lieu d'installer une soupape hydraulique, afin que le débit de dérivation ne dépasse pas la valeur maximale autorisée, ainsi qu'un système de mesure dudit débit ;
  - la mise en service de l'installation est subordonnée à la mise en place, à la hauteur de l'ouvrage de prise du ru Arlaz sur l'Évançon, dans la commune de Brusson, de systèmes de mesure en continu des débits en transit dans le lit du torrent, en aval de la dérivation et dans le canal d'irrigation, à l'automatisation des organes hydrauliques de régulation des débits de dérivation, ainsi qu'à l'installation d'un panneau électronique qui pourra indiquer les valeurs des débits de transit en amont de l'ouvrage de prise ainsi que des débits de dérivation et qui sera mis à la disposition des organes chargés de la réalisation des contrôles y afférents ;
- d. La présente autorisation est accordée sans préjudice des droits des tiers et est subordonnée au respect de toutes les dispositions en vigueur en matière de construction et d'urbanisme, de lignes électriques de transmission et de distribution d'énergie, ainsi que de production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables ; les entreprises autorisées par le présent acte assument donc la pleine responsabilité pour ce qui est des droits des tiers ou des éventuels dommages causés par la réalisation des travaux, en déchargeant l'Administration régionale de toute prétention de la part des tiers qui s'estimeraient lésés ;
- e. Les travaux doivent démarrer et s'achever dans les délais respectivement d'un an et de cinq ans à compter de la date du présent acte. Pour ce qui est de l'exploitation de l'installation en question, la présente autorisation expire en même temps que l'autorisation, par concession, de dérivation des eaux, à savoir le 23 janvier 2047 ; après l'expiration dudit délai, ladite autorisation n'est plus valable ;
- f. Au cas où la durée de la présente autorisation dépasserait celle des autres autorisations prévues dans le cadre de la procédure, les entreprises autorisées par le présent acte doivent demander le renouvellement de celles-ci dans les délais prévus par les dispositions y afférentes. La titulaire de l'autorisation visée au



l'avvenuto rinnovo alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile;

- g. qualora l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. intendesse apportare modifiche all'impianto, anche in corso d'opera, dovrà presentare apposita domanda ai sensi dell'art. 5, comma 3, del d.lgs. 28/2011;
- h. ai fini del rinnovo dell'autorizzazione all'esercizio, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. è tenuta a presentare apposita domanda alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, almeno sei mesi prima della data di scadenza dell'autorizzazione;
- i. è fatto obbligo l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di comunicare contestualmente alla Stazione forestale di Verres, alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e, per conoscenza, alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, le date di inizio e di ultimazione dei lavori;
- j. prima dell'inizio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà consegnare una copia cartacea del progetto esecutivo alla Stazione forestale di Verres;
- k. prima della realizzazione delle opere strutturali, l'Impresa autorizzata dovrà procedere alla prescritta denuncia ai sensi della legge regionale 31 luglio 2012, n. 23 (Disciplina delle attività di vigilanza su opere e costruzioni in zone sismiche);
- l. all'atto di avvio dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere al versamento di una cauzione a garanzia dell'esecuzione delle opere di reinserimento o recupero ambientale, a favore del Comune di MONTJOVET, secondo quanto stabilito dall'art. 53, comma 1, della l.r. 13/2015, definita sulla base del piano di dismissione, e pertanto di valore pari a 5.000,00 euro
- m. prima dell'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà:
  - comunicare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile le specifiche tecniche definitive delle turbine,

point 1 est tenue, par ailleurs, de transmettre copie de la documentation attestant le renouvellement des dites autorisations à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;

- g. Au cas où la titulaire de l'autorisation visée au point 1 souhaiterait apporter des modifications à l'installation, même en cours de chantier, elle est tenue de présenter une demande ad hoc au sens du troisième alinéa de l'art. 5 du décret législatif n° 28 du 3 mars 2011 ;
- h. Aux fins du renouvellement de l'autorisation d'exploiter l'installation, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de présenter une demande à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », et ce, six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation en cause ;
- i. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de communiquer les dates de début et d'achèvement des travaux en même temps au poste forestier de Verres et aux structures compétentes en matière de gestion du domaine hydrique, d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air ainsi que, pour information, à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » ;
- j. Avant le début des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue de remettre une copie du projet d'exécution, sur support papier, au poste forestier de Verrès ;
- k. Avant de réaliser les ouvrages de structure, la titulaire de l'autorisation doit présenter la déclaration prévue par la loi régionale n° 23 du 31 juillet 2012 (Réglementation des actions de contrôle des ouvrages et des constructions en zone sismique) ;
- l. Aux termes du premier alinéa de l'art. 53 de la LR n° 13/2015, lors de l'ouverture du chantier, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 se doit de constituer un cautionnement en faveur de la Commune de MONTJOVET à titre de garantie de l'exécution des travaux de réinsertion ou de récupération environnementale, le montant de ladite garantie étant établi sur la base du plan de désaffectation et se chiffrant à 5 000 euros ;
- m. Avant la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit :
  - communiquer à la structure « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les caractéristiques

dei generatori e dei trasformatori installati;

- comunicare alla Struttura gestione demanio idrico e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile la data di primo parallelo con la rete elettrica, il numero identificativo del punto consegna dell'energia (Point of delivery – POD) e la data di inizio della produzione dell'energia;

- trasmettere alla Struttura gestione demanio idrico, alla Struttura patrimonio paesaggistico e architettonico, alla Struttura valutazione ambientale e tutela qualità dell'aria e alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, la documentazione fotografica relativa alla sistemazione definitiva delle aree e quella richiesta dal Gestore Servizi Energetici ai fini del riconoscimento degli incentivi (“Dossier fotografico dell'intervento” e “fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori”);

n. l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà provvedere all'accatastamento dei manufatti edilizi;

o. entro sessanta giorni dall'ultimazione dei lavori l'Impresa autorizzata di cui al punto 1., ai sensi degli artt. 63 bis e 63 ter della l.r. n. 11/1998 (Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta), dovrà presentare, per i manufatti assoggettati, una segnalazione certificata di agibilità corredata della documentazione prescritta;

p. alla dismissione dell'impianto è fatto obbligo all'Impresa autorizzata di cui al punto 1. di realizzare le opere di recupero ambientale previste nel progetto autorizzato;

q. contestualmente alla presentazione della dichiarazione di fine lavori presso gli uffici comunali, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. dovrà presentare alla Struttura risparmio energetico, sviluppo fonti rinnovabili e mobilità sostenibile, il progetto “as built” delle opere realizzate;

r. il presente provvedimento è trasmesso alle Imprese autorizzate, alle Strutture regionali interessate, alla Stazione forestale di Verres e ad ogni altro soggetto coinvolto nel procedimento ai sensi della l.r. 19/2007;

5. di dare atto che:

- a. per l'applicazione della normativa in materia di tutela

techniques définitives des turbines, des générateurs et des transformateurs qu'elle a installés ;

- communiquer aux structures « Gestion du domaine hydrique » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » la date du premier raccordement de la ligne électrique au réseau, le numéro d'identification du point de livraison de l'énergie (*point of delivery – POD*) et la date de début de la production d'énergie ;

- transmettre aux structures « Gestion du domaine hydrique », « Patrimoine paysager et architectural » et « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable », ainsi qu'à la structure compétente en matière d'évaluation environnementale et de protection de la qualité de l'air la documentation photographique relative à la remise en état définitive des sites et les pièces requises par *Gestore Servizi Energetici* aux fins de l'octroi des aides (*Dossier fotografico dell'intervento* et *Fotografie delle targhe dei motori primi e degli alternatori*) ;

n. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 est tenue d'inscrire au cadastre les ouvrages en cause ;

o. Dans les soixante jours qui suivent la fin des travaux, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter, aux termes des art. 63 bis et 63 ter de la LR n° 11/1998, l'auto-déclaration d'habitabilité relative aux ouvrages qui tombent sous le coup des dispositions desdits articles, assortie de la documentation requise ;

p. Une fois l'installation désaffectée, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit réaliser les travaux de récupération environnementale prévus par le projet autorisé ;

q. La titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit présenter aux bureaux communaux la déclaration de fermeture du chantier et, en même temps, à la structure régionale « Économies d'énergie, développement des sources renouvelables et mobilité durable » les documents de récolement des ouvrages réalisés ;

r. Le présent acte est transmis aux entreprises autorisées, aux structures régionales concernées, au poste forestier de Verres et à tout autre acteur impliqué dans la procédure au sens de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007.

5. Il est pris acte de ce qui suit :

- a. Aux fins de l'application des dispositions en matière

della salute e della sicurezza nei luoghi di lavoro, l'Impresa autorizzata di cui al punto 1. trasmetterà la documentazione e le comunicazioni prescritte;

- b. le attività di vigilanza sul rispetto delle prescrizioni normative in sede di realizzazione delle opere e di corretto funzionamento delle installazioni fanno capo ai diversi soggetti istituzionali interessati, nell'ambito delle rispettive competenze; a tal fine, le Imprese autorizzate dovranno consentire ai soggetti medesimi il libero accesso all'impianto;
  - c. la verifica del rispetto di tutte le prescrizioni derivanti dalla vigente legislazione urbanistica e dalle norme del P.R.G.C. rientra nella sfera di competenze dell'Autorità comunale.
  - d. l'esecuzione di opere non autorizzate, o comunque difformi da quanto approvato dal presente provvedimento, potranno comportare l'applicazione delle sanzioni previste dal decreto legislativo n. 42/2004, tra le quali anche la rimozione delle opere abusive;
6. di dare atto che il presente provvedimento non comporta oneri a carico del bilancio della Regione;
  7. di disporre la pubblicazione del presente provvedimento sul Bollettino Ufficiale della Regione.

L'estensore  
Stefano MARCIAS

Il dirigente  
Massimo BROCCOLATO

---

---

## DELIBERAZIONI DELLA GIUNTA E DEL CONSIGLIO REGIONALE

### GIUNTA REGIONALE

Deliberazione 26 ottobre 2020, n. 1082.

**Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per l'iscrizione di entrate a destinazione vincolata.**

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bi-

de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail, la titulaire de l'autorisation visée au point 1 doit transmettre la documentation et les communications requises ;

- b. Les contrôles sur le respect des prescriptions normatives lors de la réalisation des travaux et sur le fonctionnement correct des installations sont du ressort des différents acteurs institutionnels concernés, qui les effectuent dans le cadre de leurs compétences respectives. À cette fin, les entreprises autorisées par le présent acte doivent permettre à ces derniers d'accéder librement à l'installation ;
  - c. Les contrôles sur le respect des prescriptions prévues par les dispositions en vigueur en matière d'urbanisme et par le PRGC sont du ressort de la Commune compétente.
  - d. La réalisation d'ouvrages non autorisés par le présent acte ou non conformes aux conditions approuvées par celui-ci peut entraîner l'application des sanctions prévues par le décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et la démolition des ouvrages illégaux.
6. Le présent acte n'entraîne aucune dépense à la charge du budget de la Région.
  7. Le présent acte est publié au Bulletin officiel de la Région.

Le rédacteur,  
Stefano MARCIAS

Le dirigeant,  
Massimo BROCCOLATO

---

---

## DÉLIBÉRATIONS DU GOUVERNEMENT ET DU CONSEIL RÉGIONAL

### GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 1082 du 26 octobre 2020,

**rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait de l'inscription de recettes à affectation obligatoire.**

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de

- 
- |  |   |
|--|---|
| <p>lancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dai prospetti allegati;</p> <p>2) di dare atto che sarà cura delle competenti Strutture dirigenziali provvedere alle eventuali modifiche del Programma delle acquisizioni di forniture e servizi dell'amministrazione regionale per il biennio 2020-2021, di cui alla DGR 1758/2019, secondo le modalità ivi previste nel punto 4, in relazione alle variazioni di bilancio approvate con la presente deliberazione;</p> <p>3) di disporre, ai sensi dell'articolo 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.</p> <hr/> | <p>gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.</p> <p>2) Les structures de direction compétentes en la matière sont chargées de procéder aux éventuelles modifications du plan des achats des fournitures et des services de l'Administration régionale au titre de la période 2020/2021, approuvé par la délibération du Gouvernement régional n° 1758 du 13 décembre 2019, suivant les modalités prévues par le point 4 de celle-ci et compte tenu des rectifications du budget approuvées par la présente délibération.</p> <p>3) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.</p> <hr/> |
|--|---|

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	N.I. E0022609	TRASFERIMENTI CORRENTI A SOSTEGNO DEGLI ENTI GESTORI DEI SERVIZI EDUCATIVI PER LA PRIMA INFANZIA (FASCIA 0-3 ANNI) A TITOLO DI COMPENSAZIONE PER LA RIDUZIONE O IL MANCATO VERSAMENTO DI RETTE/QUOTE DI PARTECIPAZIONE CORRELATI ALL'EMERGENZA COVID-19	73 04 00 - ASSISTENZA ECONOMICA, TRASFERIMENTI FINANZIARI E SERVIZI ESTERNALIZZATI	C €	157.531,53 157.531,53	0,00	0,00	Variazione necessaria per iscrivere in bilancio le risorse statali assegnate alla Regione con decreto del Ministero dell'Istruzione n. 1137 del 15/09/2020 per euro 337.541,74, di cui euro 157.531,53 quale sostegno economico, a titolo di compensazione per il periodo Covid-19, agli enti gestori dei servizi educativi per la prima infanzia.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	N.I. E0022610	TRASFERIMENTI CORRENTI A SOSTEGNO DELLE ISTITUZIONI DELL'INFANZIA PARITARIE (FASCIA 3-6 ANNI) A TITOLO DI COMPENSAZIONE PER LA RIDUZIONE O IL MANCATO VERSAMENTO DELLE RETTE/QUOTE DI PARTECIPAZIONE CORRELATI ALL'EMERGENZA COVID-19	51 02 00 - POLITICHE EDUCATIVE	C €	180.010,21 180.010,21	0,00	0,00	Variazione necessaria per iscrivere in bilancio le risorse statali assegnate alla Regione con decreto del Ministero dell'Istruzione n. 1137 del 15/09/2020 per euro 337.541,74, di cui euro 180.010,21 quale sostegno economico, a titolo di compensazione per il periodo Covid-19, alle scuole dell'infanzia paritarie.
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0022248	TRASFERIMENTI CORRENTI PER L'ASSUNZIONE CON PROCEDURA DI MOBILITA', DA PARTE DELL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA, DI UN AUTISTA SOCCORRITORE PROVENIENTE DALL'ASSOCIAZIONE CROCE ROSSA ITALIANA	72 03 00 - SANITA' OSPEDALIERA E TERRITORIALE E GESTIONE DEL PERSONALE SANITARIO	C €	35.288,23 35.288,23	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per poter accertare i fondi assegnati dal MEF, per l'anno 2020, per l'assunzione di un autista soccorritore proveniente dalla CRI, come previsto dall'art. 6, comma 7, del decreto legislativo 178/2012. Fondi assegnati con decreto del MEF del 6 agosto 2020 (GURI 248 del 07/10/2020)

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
ENTRATA									
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	E0022401	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI, A FAVORE DEI COMUNI VALDOSTANI, FINALIZZATI ALLA MESSA IN SICUREZZA DI SCUOLE, STRADE, EDIFICI PUBBLICI E PATRIMONIO COMUNALE	10 04 00 - ENTI LOCALI	C 487.111,80 € 487.111,80	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio le somme definite dal Ministero dell'Interno a favore di Comuni, per l'anno 2020, per il finanziamento di investimenti per la messa in sicurezza di scuole, strade, edifici pubblici, patrimonio comunale e per l'abbattimento delle barriere architettoniche.
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	E0022443	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI, A FAVORE DEI COMUNI, PER IL FINANZIAMENTO DI INTERVENTI DI EFFICIENTAMENTO ENERGETICO E DI SVILUPPO TERRITORIALE SOSTENIBILE	10 04 00 - ENTI LOCALI	C 811.855,38 € 811.855,38	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere in bilancio le somme definite dal Ministero dello sviluppo economico a favore di Comuni, per l'anno 2020, per il finanziamento di interventi di efficientamento energetico e sviluppo territoriale sostenibile.
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	N.I. E0022616	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI, A FAVORE DEI COMUNI, PER INVESTIMENTI DESTINATI AD OPERE PUBBLICHE IN MATERIA DI EFFICIENTAMENTO ENERGETICO E SVILUPPO TERRITORIALE SOSTENIBILE AI SENSI DELLA L. 160/2019	10 04 00 - ENTI LOCALI	C 3.780.000,00 € 3.780.000,00	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per accertare le somme definite dal Ministero dell'interno a favore di Comuni, per l'anno 2020, per il finanziamento di investimenti destinati ad opere pubbliche in materia di efficientamento energetico e sviluppo territoriale sostenibile (Decreto del Dipartimento Affari interi e territoriali del 14.01.2020).

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
ENTRATA										
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	E0015680	TRASFERIMENTI CORRENTI PER LA COPERTURA DEGLI ONERI DEL CONTRATTO NAZIONALE NEL SETTORE DEL TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	35 00 00 - DIPARTIMENTO TRASPORTI	C	554.884,00	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per l'iscrizione in bilancio dei fondi statali per la copertura degli oneri derivanti dall'applicazione del contratto collettivo nazionale relativo al settore del trasporto pubblico locale di cui all'art. 1 comma 1230 della Legge 296/2006 ed in virtu' della ripartizione per l'anno 2014 di cui al DM 37 del 28/01/2020.
						€	554.884,00			
<b>Totale</b>						C	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
						€	<b>6.006.681,15</b>			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	N.I. U0025336	TRASFERIMENTI CORRENTI AGLI ENTI LOCALI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER LA GESTIONE DEI SERVIZI SOCIO-EDUCATIVI DELLA PRIMA INFANZIA (FASCIA 0-3 ANNI), IN RELAZIONE AL MANCATO VERSAMENTO DELLE RETTE O DELLE COMPARTICIPAZIONI, COMUNQUE DENOMINATE, DA PARTE DEI FRUITORI, DETERMINATO DALLA SOSPENSIONE DEI SERVIZI IN PRESENZA A SEGUITO DELLE MISURE ADOTTATE PER CONTRASTARE LA DIFFUSIONE DELLA PANDEMIA (EMERGENZA COVID-19)	73 04 00 - ASSISTENZA ECONOMICA, TRASFERIMENTI FINANZIARI E SERVIZI ESTERNALIZZATI	C	157.531,53	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per iscrivere a bilancio le risorse per gli enti gestori dei servizi alla prima infanzia quale sostegno economico per riduzione o mancato versamento delle rette da parte dei fruitori, determinato dalla sospensione dei servizi in presenza a seguito delle misure adottate per contrastare la diffusione del COVID-19.
						€	157.531,53			



VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTIC A	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	N.I. U0025337	TRASFERIMENTI CORRENTI ALLE ISTITUZIONI SCOLASTICHE PARITARIE DELL'INFANZIA, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, IN RELAZIONE ALLA RIDUZIONE O AL MANCATO VERSAMENTO DELLE RETTE O DELLE COMPARTICIPAZIONI, COMUNQUE DENOMINATE, DA PARTE DEI FRUITORI, DETERMINATO DALLA SOSPENSIONE DEI SERVIZI IN PRESENZA A SEGUITO DELLE MISURE ADOTTATE PER CONTRASTARE LA DIFFUSIONE DELLA PANDEMIA (EMERGENZA COVID-19)	51 02 00 - POLITICHE EDUCATIVE	C	180.010,21	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per l'iscrizione dei fondi statali, ai sensi del d.l n. 34/2020, a titolo di sostegno economico a favore delle scuole dell'infanzia paritarie, per l'anno 2020, in relazione alla riduzione o al mancato versamento delle rette da parte dei fruitori determinato dalla sospensione dei servizi a seguito epidemia Covid- 19
						€	180.010,21			
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0023053	TRASFERIMENTI CORRENTI ALL'AZIENDA USL DELLA VALLE D'AOSTA SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER L'ASSUNZIONE, CON PROCEDURA DI MOBILITA', DI UN AUTISTA SOCCORRITORE PROVENIENTE DALL'ASSOCIAZIONE CROCE ROSSA ITALIANA	72 03 00 - SANITA' OSPEDALIERA E TERRITORIALE E GESTIONE DEL PERSONALE SANITARIO	C	35.288,23	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per poter impegnare e trasferire all'Azienda USL della Valle d'Aosta i fondi assegnati, per il 2020, dal MEF, per l'assunzione di un autista soccorritore proveniente dalla CRI, come previsto dall'art. 6, comma 7, del d.lgs. 178/2012. Fondi assegnati con decreto del MEF del 6 agosto 2020 (GURI 248 del 047/10/202)
						€	35.288,23			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	01 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	203 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	U0023897	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI A COMUNI, SU FONDI ASSEGNATI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI, PER IL FINANZIAMENTO DI INVESTIMENTI PER LA MESSA IN SICUREZZA DI SCUOLE, STRADE, EDIFICI PUBBLICI E PATRIMONIO COMUNALE	10 04 00 - ENTI LOCALI	C	487.111,80	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per assegnare ai Comuni i fondi definiti dal Ministero dell'Interno, per l'annualità 2020, per il finanziamento di investimenti per la messa in sicurezza di scuole, strade, edifici pubblici e per l'abbattimento delle barriere architettoniche, in virtù del D.L. 0 aprile 2019, n.34, art.30 comma 14 ter
						€	487.111,80			
18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	01 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	203 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	U0024167	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI A COMUNI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER IL FINANZIAMENTO DI INTERVENTI DI EFFICIENTAMENTO ENERGETICO E DELLO SVILUPPO TERRITORIALE SOSTENIBILE	10 04 00 - ENTI LOCALI	C	811.855,38	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per distribuire ai Comuni i fondi definiti dal Ministero dello Sviluppo Economico, per l'annualità 2020, per il finanziamento di interventi di efficientamento energetico e sviluppo territoriale sostenibile, di cui al D.L.34/2019, art.30, comma 14 bis.
						€	811.855,38			
18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	01 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	203 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	N.I. U0025338	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI A COMUNI, SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO, PER INVESTIMENTI DESTINATI AD OPERE PUBBLICHE IN MATERIA DI EFFICIENTAMENTO ENERGETICO E DI SVILUPPO TERRITORIALE SOSTENIBILE	10 04 00 - ENTI LOCALI	C	3.780.000,00	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per distribuire ai Comuni i fondi definiti dal Ministero dell'interno, per l'anno 2020, per il finanziamento di investimenti destinati ad opere pubbliche in materia di efficientamento energetico e sviluppo territoriale sostenibile, di cui alla Legge 160 del 27.12.2019, art.1, comma 29.
						€	3.780.000,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	U0019458	CONTRIBUTI SU FONDI ASSEGNATI DALLO STATO PER LA COPERTURA DEGLI ONERI DERIVANTI DALL'APPLICAZIONE DEL CONTRATTO NAZIONALE ADDETTI AL SETTORE TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	35 00 00 - DIPARTIMENTO TRASPORTI	C	554.884,00	0,00	0,00	La variazione e' necessaria per l'iscrizione in bilancio dei fondi di cui al DM 37 del 28/01/2020 da destinare alle societa' affidatarie del trasporto pubblico locale per la copertura degli oneri derivanti dall'applicazione del CCNL relativo al settore del trasporto pubblico locale, in attuazione dell'art. 1 comma 1230 della Legge 296/2006.
						€	554.884,00			
<b>Totale</b>						C	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
						€	<b>6.006.681,15</b>			

C = Competenza

€ = Cassa

<b>VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO</b>						
<b>ENTRATA</b>						
TITOLO	TIPOLOGIA	CATEGORIA	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI CENTRALI	C	927.713,97	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	100 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	C	5.078.967,18	0,00	0,00
			SC	5.078.967,18	0,00	0,00
			<b>C</b>	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			<b>SC</b>	<b>5.078.967,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

C = Competenza

SC = Di cui entrate non ricorrenti

<b>VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO</b>						
<b>SPESA</b>						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	180.010,21	0,00	0,00
			SC	180.010,21	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	554.884,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	157.531,53	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	104 - TRASFERIMENTI CORRENTI	C	35.288,23	0,00	0,00
			SC	35.288,23	0,00	0,00
18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	01 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	203 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	C	5.078.967,18	0,00	0,00
			SC	5.078.967,18	0,00	0,00
			<b>C</b>	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			<b>SC</b>	<b>5.294.265,62</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**C = Competenza**

**SC = Di cui spese non ricorrenti**

<b>VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO</b>						
<b>ENTRATA</b>						
TITOLO	TIPOLOGIA		IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
02 - TRASFERIMENTI CORRENTI	101 - TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE		C	927.713,97	0,00	0,00
			€	927.713,97		
04 - ENTRATE IN CONTO CAPITALE	200 - CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI		C	5.078.967,18	0,00	0,00
			€	5.078.967,18		
			C	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			€	<b>6.006.681,15</b>		

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
04 - ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO	01 - ISTRUZIONE PRESCOLASTICA	1 - SPESE CORRENTI	C	180.010,21	0,00	0,00
			€	180.010,21		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	02 - TRASPORTO PUBBLICO LOCALE	1 - SPESE CORRENTI	C	554.884,00	0,00	0,00
			€	554.884,00		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	01 - INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO	1 - SPESE CORRENTI	C	157.531,53	0,00	0,00
			€	157.531,53		
13 - TUTELA DELLA SALUTE	07 - ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA	1 - SPESE CORRENTI	C	35.288,23	0,00	0,00
			€	35.288,23		
18 - RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI	01 - RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI	2 - SPESE IN CONTO CAPITALE	C	5.078.967,18	0,00	0,00
			€	5.078.967,18		
			C	<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			€	<b>6.006.681,15</b>		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
ENTRATE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

TITOLO, TIPOLOGIA	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 02	TRASFERIMENTI CORRENTI					
TITOLO 101	TRASFERIMENTI CORRENTI DA AMMINISTRAZIONI PUBBLICHE	residui presunti				
		previsione di competenza		927.713,97		
		previsione di cassa		927.713,97		
<b>TOTALE TITOLO</b>	<b>TRASFERIMENTI CORRENTI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>927.713,97</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>927.713,97</b>		
MISSIONE 04	ENTRATE IN CONTO CAPITALE					
TITOLO 200	CONTRIBUTI AGLI INVESTIMENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		5.078.967,18		
		previsione di cassa		5.078.967,18		
<b>TOTALE TITOLO</b>	<b>ENTRATE IN CONTO CAPITALE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>5.078.967,18</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>5.078.967,18</b>		
<b>TOTALE VARIAZIONI IN ENTRATA</b>		<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	

(\*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario



**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 04</b>	<b>ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO</b>					
0401 PROGRAMMA	ISTRUZIONE PRESCOLASTICA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		180.010,21		
		previsione di cassa		180.010,21		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>ISTRUZIONE PRESCOLASTICA</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>180.010,21</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>180.010,21</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>ISTRUZIONE E DIRITTO ALLO STUDIO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>180.010,21</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>180.010,21</b>		
<b>MISSIONE 10</b>	<b>TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'</b>					
1002 PROGRAMMA	TRASPORTO PUBBLICO LOCALE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		554.884,00		
		previsione di cassa		554.884,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>TRASPORTO PUBBLICO LOCALE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>554.884,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>554.884,00</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>554.884,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>554.884,00</b>		

5496

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 12</b>	<b>DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA</b>					
1201 PROGRAMMA	INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		157.531,53		
		previsione di cassa		157.531,53		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>INTERVENTI PER L'INFANZIA E I MINORI E PER ASILI NIDO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>157.531,53</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>157.531,53</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>157.531,53</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>157.531,53</b>		
<b>MISSIONE 13</b>	<b>TUTELA DELLA SALUTE</b>					
1307 PROGRAMMA	ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		35.288,23		
		previsione di cassa		35.288,23		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>ULTERIORI SPESE IN MATERIA SANITARIA</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>35.288,23</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>35.288,23</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TUTELA DELLA SALUTE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>35.288,23</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>35.288,23</b>		

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 18</b>	<b>RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI</b>					
1801 PROGRAMMA	RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI					
TITOLO 2	SPESE IN CONTO CAPITALE	residui presunti				
		previsione di competenza		5.078.967,18		
		previsione di cassa		5.078.967,18		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>RELAZIONI FINANZIARIE CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>5.078.967,18</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>5.078.967,18</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>RELAZIONI CON LE ALTRE AUTONOMIE TERRITORIALI E LOCALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>5.078.967,18</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>5.078.967,18</b>		
<b>TOTALE VARIAZIONI IN USCITA</b>		<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>6.006.681,15</b>	<b>0,00</b>	

(\*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

5498

**Deliberazione 26 ottobre 2020, n. 1083.**

**Variazioni al bilancio di previsione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 per spostamenti tra le dotazioni di missioni e programmi riguardanti le spese per il personale.**

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

omissis

delibera

1. di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022, come risulta dagli allegati alla presente deliberazione;
2. di disporre, ai sensi dell'articolo 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel bollettino ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

**Délibération n° 1083 du 26 octobre 2020,**

**rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du virement de crédits entre les chapitres relatifs aux missions et aux programmes concernant les dépenses de personnel.**

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1. Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux annexes de la présente délibération.
2. La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENT E	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTIC A E FORESTAZION E	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023413	SPESA PER ALTRI CONTRIBUTI SOCIALI - PERSONALE REGIONALE (9.005 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-3.000,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per implementare le risorse sul capitolo U0023438 - missione/programma 10.005 - per consentire il pagamento dell'assegno nucleo familiare al personale avente diritto senza pregiudicare le risorse per il pagamento dell'assegno medesimo sulla missione/programma 9.005 a tutto il 31/12/2020.
						€	-3.000,00			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023297	SPESA PER ALTRI CONTRIBUTI SOCIALI - PERSONALE REGIONALE (1.005 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-1.000,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per implementare le risorse sul capitolo U0023438 - missione/programma 10.005 - per consentire il pagamento dell'assegno nucleo familiare al personale avente diritto senza pregiudicare le risorse per il pagamento dell'assegno medesimo sulla missione/programma 1.005 a tutto il 31/12/2020.
						€	-1.000,00			

5500

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE									
SPESA									
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE
						2020	2021	2022	
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023428	SPESA PER ALTRI CONTRIBUTI SOCIALI - PERSONALE REGIONALE (10.001 - TRASPORTO FERROVIARIO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C -1.500,00 € -1.500,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per implementare le risorse sul capitolo U0023438 - missione/programma 10.005 - per consentire il pagamento dell'assegno nucleo familiare al personale avente diritto senza pregiudicare le risorse per il pagamento dell'assegno medesimo sulla missione/programma 10.001 a tutto il 31/12/2020.
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIO NI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023307	SPESA PER ALTRI CONTRIBUTI SOCIALI - PERSONALE REGIONALE (1.007 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C -1.500,00 € -1.500,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per implementare le risorse sul capitolo U0023438 - missione/programma 10.005 - per consentire il pagamento dell'assegno nucleo familiare al personale avente diritto senza pregiudicare le risorse per il pagamento dell'assegno medesimo sulla missione/programma 1.007 a tutto il 31/12/2020.
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTT URE STRADALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023438	SPESA PER ALTRI CONTRIBUTI SOCIALI - PERSONALE REGIONALE (10.005 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C 7.000,00 € 7.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per implementare l'impegno, relativo al pagamento dell'assegno nucleo familiare che, da verifiche effettuate, risulta insufficiente a tutto il 31/12/2020

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023320	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-2.000,00	0,00	0,00	La variazione è necessaria per implementare le risorse sul capitolo U0023323 - missione/programma 1.010 - per consentire il pagamento dell'IRAP senza pregiudicare le risorse per il pagamento delle voci stipendiali della medesima missione/programma a tutto il 31/12/2020.
						€	-2.000,00			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023323	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (1.010 - RISORSE UMANE)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	2.000,00	0,00	0,00	La variazione si rende necessaria per implementare l'impegno di spesa riguardante l'Irap dovuta sulle retribuzioni al personale regionale che , da verifiche effettuate, risulta insufficiente a tutto il 31/12/2020
						€	2.000,00			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZI ONE DEL TURISMO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023384	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-450,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento dell'IRAP sui capitoli della missione/programma di destinazione
						€	-450,00			
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZI ONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023382	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-1.500,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento degli oneri contributivi sui capitoli della missione/programma di destinazione
						€	-1.500,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023381	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (7.001 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-4.950,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento delle voci stipendiali sui capitoli della missione/programma di destinazione
						€	-4.950,00			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023499	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-300,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento dell'IRAP sui capitoli della missione/programma di destinazione
						€	-300,00			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023496	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-3.000,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea, disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento delle voci stipendiali sui capitoli della missione/programma di destinazione.
						€	-3.000,00			
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONAL E	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023497	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (15.001 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	-950,00	0,00	0,00	La variazione in diminuzione è necessaria per trasferire, a fronte dell'assegnazione temporanea disposta con PD 5283/2020, le risorse relative al pagamento degli oneri contributivi sui capitoli della missione/programma di destinazione
						€	-950,00			



VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023367	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	1.500,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020
						€	1.500,00			
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023366	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	4.950,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle voci stipendiali per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020
						€	4.950,00			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023454	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	300,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020
						€	300,00			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023452	SPESE PER CONTRIBUTI SOCIALI EFFETTIVI A CARICO DELL'ENTE - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	950,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione degli oneri contributivi per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020
						€	950,00			
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	U0023451	SPESE PER RETRIBUZIONI IN DENARO - PERSONALE REGIONALE (12.002 - INTERVENTI PER LA DISABILITA')	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	3.000,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione delle voci stipendiali per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020.
						€	3.000,00			

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIO NE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZI ONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	U0023369	IRAP SUI REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE - PERSONALE REGIONALE (5.001 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO)	14 03 00 - GESTIONE DEL PERSONALE E CONCORSI	C	450,00	0,00	0,00	La variazione in aumento è necessaria al fine di consentire la liquidazione dell'IRAP per dipendenti in assegnazione temporanea (PD 5283/2020) a tutto il 31/12/2020
						€	450,00			
<b>Totale</b>						C	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
						€	<b>0,00</b>			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-1.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-1.500,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-2.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	2.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	6.450,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	450,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-6.450,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	-450,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-3.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-1.500,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	7.000,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	3.950,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	300,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00

<b>VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO</b>						
<b>SPESA</b>						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	101 - REDDITI DA LAVORO DIPENDENTE	C	-3.950,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	102 - IMPOSTE E TASSE A CARICO DELL'ENTE	C	-300,00	0,00	0,00
			SC	0,00	0,00	0,00
			<b>C</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			<b>SC</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	05 - GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI	1 - SPESE CORRENTI	C	-1.000,00	0,00	0,00
			€	-1.000,00		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	07 - ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE	1 - SPESE CORRENTI	C	-1.500,00	0,00	0,00
			€	-1.500,00		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	1 - SPESE CORRENTI	C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		
05 - TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI	01 - VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO	1 - SPESE CORRENTI	C	6.900,00	0,00	0,00
			€	6.900,00		
07 - TURISMO	01 - SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO	1 - SPESE CORRENTI	C	-6.900,00	0,00	0,00
			€	-6.900,00		
09 - SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE	05 - AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE	1 - SPESE CORRENTI	C	-3.000,00	0,00	0,00
			€	-3.000,00		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	01 - TRASPORTO FERROVIARIO	1 - SPESE CORRENTI	C	-1.500,00	0,00	0,00
			€	-1.500,00		
10 - TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'	05 - VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI	1 - SPESE CORRENTI	C	7.000,00	0,00	0,00
			€	7.000,00		
12 - DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA	02 - INTERVENTI PER LA DISABILITA'	1 - SPESE CORRENTI	C	4.250,00	0,00	0,00
			€	4.250,00		
15 - POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE	01 - SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO	1 - SPESE CORRENTI	C	-4.250,00	0,00	0,00
			€	-4.250,00		

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
			C	0,00	0,00	0,00
			€	0,00		

C = Competenza

€ = Cassa

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 01	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
0105 PROGRAMMA	GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-1.000,00	
		previsione di cassa			-1.000,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>GESTIONE DEI BENI DEMANIALI E PATRIMONIALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.000,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.000,00</b>	
0107 PROGRAMMA	ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-1.500,00	
		previsione di cassa			-1.500,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>ELEZIONI E CONSULTAZIONI POPOLARI - ANAGRAFE E STATO CIVILE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.500,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.500,00</b>	
0110 PROGRAMMA	RISORSE UMANE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		0,00		
		previsione di cassa		0,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>RISORSE UMANE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>			
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>			
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-2.500,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-2.500,00</b>	

5510

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIATIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 05	TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI					
0501 PROGRAMMA	VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		6.900,00		
		previsione di cassa		6.900,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>VALORIZZAZIONE DEI BENI DI INTERESSE STORICO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>6.900,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>6.900,00</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TUTELA E VALORIZZAZIONE DEI BENI E DELLE ATTIVITA' CULTURALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>6.900,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>6.900,00</b>		
MISSIONE 07	TURISMO					
0701 PROGRAMMA	SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-6.900,00	
		previsione di cassa			-6.900,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>SVILUPPO E VALORIZZAZIONE DEL TURISMO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-6.900,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-6.900,00</b>	
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TURISMO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-6.900,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-6.900,00</b>	

511



**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 09</b>	<b>SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE</b>					
0905 PROGRAMMA	AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-3.000,00	
		previsione di cassa			-3.000,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>AREE PROTETTE, PARCHI NATURALI, PROTEZIONE NATURALISTICA E FORESTAZIONE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-3.000,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-3.000,00</b>	
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>SVILUPPO SOSTENIBILE E TUTELA DEL TERRITORIO E DELL'AMBIENTE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-3.000,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-3.000,00</b>	
<b>MISSIONE 10</b>	<b>TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'</b>					
1001 PROGRAMMA	TRASPORTO FERROVIARIO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-1.500,00	
		previsione di cassa			-1.500,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>TRASPORTO FERROVIARIO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.500,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>	<b>0,00</b>		<b>-1.500,00</b>	

5512

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
1005 PROGRAMMA	VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		7.000,00		
		previsione di cassa		7.000,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>VIABILITA' E INFRASTRUTTURE STRADALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>7.000,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>7.000,00</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>TRASPORTI E DIRITTO ALLA MOBILITA'</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>7.000,00</b>	<b>-1.500,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>7.000,00</b>	<b>-1.500,00</b>	
MISSIONE 12	DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA					
1202 PROGRAMMA	INTERVENTI PER LA DISABILITA'					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		4.250,00		
		previsione di cassa		4.250,00		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>INTERVENTI PER LA DISABILITA'</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>4.250,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>4.250,00</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>DIRITTI SOCIALI, POLITICHE SOCIALI E FAMIGLIA</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>4.250,00</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>4.250,00</b>		

513

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 15</b>	<b>POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE</b>					
1501 PROGRAMMA	SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-4.250,00	
		previsione di cassa			-4.250,00	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>SERVIZI PER LO SVILUPPO DEL MERCATO DEL LAVORO</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-4.250,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-4.250,00</b>	
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>POLITICHE PER IL LAVORO E LA FORMAZIONE PROFESSIONALE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-4.250,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-4.250,00</b>	
<b>TOTALE VARIAZIONI IN USCITA</b>		<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>18.150,00</b>	<b>-18.150,00</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>18.150,00</b>	<b>-18.150,00</b>	

(\*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

5514

**Deliberazione 26 ottobre 2020, n. 1084.**

**Variazioni al bilancio di previsione della Regione, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale, per il triennio 2020/2022, per prelievo dal Fondo contenzioso.**

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

- 1) di approvare le variazioni al bilancio di previsione finanziario, al documento tecnico di accompagnamento al bilancio e al bilancio finanziario gestionale per il triennio 2020/2022 come risulta dai prospetti allegati;
- 2) di disporre, ai sensi dell'art. 29, comma 6, della legge regionale 4 agosto 2009, n. 30, che la presente deliberazione sia pubblicata per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione e trasmessa al Consiglio regionale entro 15 giorni dalla sua adozione.

**Délibération n° 1084 du 26 octobre 2020,**

**rectifiant le budget prévisionnel, le document technique d'accompagnement de celui-ci et le budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 du fait du prélèvement de crédits du Fonds du contentieux.**

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

- 1) Les rectifications du budget prévisionnel, du document technique d'accompagnement de celui-ci et du budget de gestion de la Région relatifs à la période 2020/2022 sont approuvées telles qu'elles figurent aux tableaux annexés à la présente délibération.
- 2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région et transmise au Conseil régional dans les quinze jours qui suivent son adoption, aux termes du sixième alinéa de l'art. 29 de la loi régionale n° 30 du 4 août 2009.

VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE										
SPESA										
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0022840	FONDO CONTENZIOSO	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	-1.477,34			Il prelievo è necessario per finanziare il capitolo di nuova istituzione per l'esecuzione di quanto previsto con scrittura di transazione tra il ricorrente e l'Amministrazione regionale in data 30 settembre 2020. Prelievo possibile da apposito accantonamento nel Fondo contenzioso iscritto a bilancio 2020
						€	-1.477,34			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	N.I. U0025374	SPESE DERIVANTI DA ACCORDI TRANSATTIVI IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE	51 01 00 - PERSONALE SCOLASTICO	C	1.477,34			La variazione è effettuata al fine di procedere al pagamento della somma dovuta dall'amministrazione regionale al beneficiario in applicazione di quanto definito con scrittura di transazione tra il medesimo e l'amministrazione regionale in data 30 settembre 2020, come deliberato con DGR 971/20.
						€	1.477,34			
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0022840	FONDO CONTENZIOSO	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	-1.484,20			Il prelievo dal fondo contenzioso è necessario per provvedere al pagamento delle spese di lite liquidate dal Tribunale di Aosta con sentenza 53/2020 del 24/09/2020
						€	-1.484,20			

**VARIAZIONI AL BILANCIO FINANZIARIO GESTIONALE  
SPESA**

MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	CAPITOLO	DESCRIZIONE CAPITOLO	CENTRO DI RESPONSABILITA'	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			MOTIVAZIONE	
						2020	2021	2022		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0024900	SPESE DERIVANTI DA SENTENZE GIUDIZIARIE ESECUTIVE IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	1.484,20			La variazione di bilancio è necessaria per provvedere alla rifusione delle spese di lite liquidate dal Tribunale di Aosta con sentenza 53/2020 del 24/09/2020 nell'ambito del ricorso promosso dal ricorrente in materia di contratti di lavoro e nello specifico in materia di ricostruzione integrale di carriera.
						€	1.484,20			
20 - FONDI E ACCANTONAM ENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0022840	FONDO CONTENZIOSO	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	-2.680,20			il prelievo dal fondo contenzioso si rende necessario per dare attuazione a due sentenze del tribunale di Aosta in materia di contratti di lavoro a tempo determinato
						€	-2.680,20			
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	U0024900	SPESE DERIVANTI DA SENTENZE GIUDIZIARIE ESECUTIVE IN MATERIA DI CONTENZIOSO CIVILE	02 00 00 - AVVOCATURA REGIONALE	C	2.680,20			La variazione di bilancio si rende necessaria per provvedere alla rifusione delle spese di lite liquidate dal Tribunale di Aosta con sentenza 51/2020 e 52/2020 del 24/09/2020 e relative a due ricorsi promossi dai ricorrenti in materia di contratti di lavoro a tempo determinato
						€	2.680,20			
<b>Totale</b>						C	<b>0,00</b>			
						€	<b>0,00</b>			

C = Competenza

€ = Cassa

VARIAZIONI AL DOCUMENTO TECNICO DI ACCOMPAGNAMENTO AL BILANCIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO / MACROAGGREGATO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	1.477,34	0,00	0,00
			SC	1.477,34		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	4.164,40	0,00	0,00
			SC	4.164,40		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	110 - ALTRE SPESE CORRENTI	C	-5.641,74	0,00	0,00
			SC	0,00		
			<b>C</b>	<b>-0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
			<b>SC</b>	<b>5.641,74</b>		

C = Competenza

SC = Di cui spese non ricorrenti

VARIAZIONI AL BILANCIO DI PREVISIONE FINANZIARIO						
SPESA						
MISSIONE	PROGRAMMA	TITOLO	IMPORTO DELLA VARIAZIONE			
			2020	2021	2022	
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	10 - RISORSE UMANE	1 - SPESE CORRENTI	C	1.477,34		
			€	1.477,34		
01 - SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE	11 - ALTRI SERVIZI GENERALI	1 - SPESE CORRENTI	C	4.164,40		
			€	4.164,40		
20 - FONDI E ACCANTONAMENTI	03 - ALTRI FONDI	1 - SPESE CORRENTI	C	-5.641,74		
			€	-5.641,74		
			C	-0,00		
			€	-0,00		

C = Competenza

€ = Cassa



**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
MISSIONE 01	SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE					
0110 PROGRAMMA	RISORSE UMANE					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		1.477,34		
		previsione di cassa		1.477,34		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>RISORSE UMANE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>1.477,34</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>1.477,34</b>		
0111 PROGRAMMA	ALTRI SERVIZI GENERALI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza		4.164,40		
		previsione di cassa		4.164,40		
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>ALTRI SERVIZI GENERALI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>4.164,40</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>4.164,40</b>		
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>SERVIZI ISTITUZIONALI, GENERALI E DI GESTIONE</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>5.641,74</b>		
		<b>previsione di cassa</b>		<b>5.641,74</b>		

5520

**Allegato delibera di variazione del bilancio riportante i dati d'interesse del Tesoriere  
SPESE**

**Allegato n. 8/1  
al D.Lgs 118/2011**

MISSIONE, PROGRAMMA, TITOLO	DENOMINAZIONE		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA PRECEDENTE VARIAZIONE - ESERCIZIO 2020 (*)	VARIAZIONI		PREVISIONI AGGIORNATE ALLA DELIBERA IN OGGETTO - ESERCIZIO 2020 (*)
				IN AUMENTO	IN DIMINUZIONE	
<b>MISSIONE 20</b>	<b>FONDI E ACCANTONAMENTI</b>					
2003 PROGRAMMA	ALTRI FONDI					
TITOLO 1	SPESE CORRENTI	residui presunti				
		previsione di competenza			-5.641,74	
		previsione di cassa			-5.641,74	
<b>TOTALE PROGRAMMA</b>	<b>ALTRI FONDI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-5.641,74</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-5.641,74</b>	
<b>TOTALE MISSIONE</b>	<b>FONDI E ACCANTONAMENTI</b>	<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>0,00</b>	<b>-5.641,74</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>0,00</b>	<b>-5.641,74</b>	
<b>TOTALE VARIAZIONI IN USCITA</b>		<b>residui presunti</b>				
		<b>previsione di competenza</b>		<b>5.641,74</b>	<b>-5.641,74</b>	
		<b>previsione di cassa</b>		<b>5.641,74</b>	<b>-5.641,74</b>	

(\*) La compilazione della colonna può essere rinviata, dopo l'approvazione della delibera di variazione di bilancio, a cura del responsabile finanziario

5521

## AVVISI E COMUNICATI

### CONSIGLIO REGIONALE

#### **Rendiconti Gruppi consiliari.**

**Publicazione, ai sensi dell'articolo 5bis, comma 4, della legge regionale 17 marzo 1986, n. 6, dei rendiconti dei Gruppi consiliari relativi alla rendicontazione dei contributi erogati dal Consiglio regionale ai Gruppi consiliari cessati il 2 aprile 2019.**

---

## AVIS ET COMMUNIQUÉS

### CONSEIL RÉGIONAL

#### **Comptes rendus des groupes du Conseil.**

**Publication, aux termes du quatrième alinéa de l'art. 5 bis de la loi régionale n° 6 du 17 mars 1986, des comptes rendus des financements versés par le Conseil régional aux groupes du Conseil qui ont cessé d'exister le 2 avril 2019.**

---

## RENDICONTO SPESE DEL GRUPPO CONSILIARE

UVP

<b>ENTRATE DISPONIBILI NELL'ESERCIZIO <u>2019</u></b>		
1	Fondi derivanti dal contributo erogato dal Consiglio regionale	€ 5.421,74
3	Entrata da competenze bancarie a credito	€ 2,97
4	Fondo cassa esercizi precedenti	€ 7.698,10
	<b>TOTALE ENTRATE</b>	<b>€ 13.122,81</b>

<b>USCITE PAGATE NELL'ESERCIZIO <u>2019</u></b>		
1	Spese per il personale sostenute dal Gruppo	€ 0,00
2	Versamento ritenute fiscali e previdenziali per spese di personale	€ 0,00
3	Rimborso spese per missioni e trasferte del personale del Gruppo	€ 0,00
4	Spese per acquisto buoni pasto del personale del Gruppo	€ 0,00
5	Spese per la redazione, stampa e spedizione di pubblicazioni o periodici e altre spese di comunicazione, anche web	€ 6.492,00
6	Spese per consulenze, studi ed incarichi	€ 1.225,60
7	Spese postali e telegrafiche	€ 0,00
8	Spese telefoniche e di trasmissione dati	€ 0,00
9	Spese di cancelleria e stampati	€ 0,00
10	Spese per duplicazione e stampa	€ 0,00
11	Spese per libri, riviste, pubblicazioni e quotidiani	€ 0,00

12	Spese per attività promozionali, di rappresentanza, attività di aggiornamento, convegni, conferenze e dibattiti per diffondere sul territorio la conoscenza sull'attività del Gruppo e sulle questioni di competenza del Consiglio regionale	€ 150,00
13	Spese per l'acquisto o il noleggio di cellulari per il Gruppo	€ 0,00
14	Spese per l'acquisto o il noleggio di dotazioni informatiche e di ufficio	€ 0,00
15	Spese logistiche (affitto sale riunioni, attrezzature e altri servizi logistici ausiliari)	€ 0,00
16	Altre spese (spese bancarie)	€ 104,89
	<b>TOTALE USCITE</b>	<b>€ 7.972,49</b>

**SITUAZIONE FINANZIARIA EFFETTIVA ALLA CHIUSURA  
DELL'ESERCIZIO**

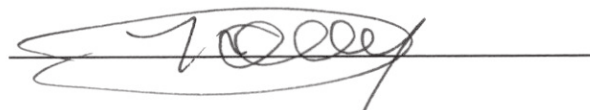
Fondo iniziale di cassa	€ 7.698,10
Fondo finale di cassa	€ 5.150,32
ENTRATE riscosse nell'esercizio	€ 5.424,71
USCITE pagate nell'esercizio	€ 7.972,49
Fondo di cassa finale	€ 0,00

Dichiaro, ai sensi dell'articolo 5 della L.R. 17 marzo 1986, n°6, come sostituito dall'articolo 3 della L.R. 24 dicembre 2012, n° 35, che le spese sostenute dal Gruppo consiliare sono conformi alla legge sopra citata riferendosi alle sole funzioni e attività di cui all'articolo 4, comma 1, della L.R. 6/86, sono state preventivamente autorizzate e ne attesto la veridicità e la correttezza.

Consapevole delle sanzioni previste dall'articolo 39 della L.R. 19/2007, nonché dall'articolo 76 del D.P.R. 445/2000 per i casi di falsità in atti e di dichiarazioni mendaci, dichiaro, inoltre, ai sensi dell'articolo 18 del D.P.R. 445/2000 e dell'art. 31 della l.r. 19/2007, che le copie fotostatiche prodotte in allegato al presente rendiconto, attestanti le spese e le entrate del gruppo medesimo, composte di n. 6 fogli, sono conformi agli originali, depositati agli atti presso la sede del Gruppo consiliare.

Aosta il 14 ottobre 2019

l' ex CAPOGRUPPO



## RENDICONTO SPESE DEL GRUPPO CONSILIARE

### ALPE

<b>ENTRATE DISPONIBILI NELL'ESERCIZIO 2019</b>		
1	Fondi derivanti dal contributo erogato dal Consiglio regionale	€ 4.066,31
3	competenza a credito	€ 0,15
4	Fondo cassa esercizi precedenti	€ 5.603,54
	<b>TOTALE ENTRATE</b>	<b>€ 9.670,00</b>

<b>USCITE PAGATE NELL'ESERCIZIO 2019</b>		
1	Spese per il personale sostenute dal Gruppo	€ 0,00
2	Versamento ritenute fiscali e previdenziali per spese di personale	€ 0,17
3	Rimborso spese per missioni e trasferte del personale del Gruppo	€ 0,00
4	Spese per acquisto buoni pasto del personale del Gruppo	€ 0,00
5	Spese per la redazione, stampa e spedizione di pubblicazioni o periodici e altre spese di comunicazione, anche web	€ 0,00
6	Spese per consulenze, studi ed incarichi	€ 3.600,00
7	Spese postali e telegrafiche	€ 0,00
8	Spese telefoniche e di trasmissione dati	€ 0,00
9	Spese di cancelleria e stampati	€ 0,00
10	Spese per duplicazione e stampa	€ 0,00
11	Spese per libri, riviste, pubblicazioni e quotidiani	€ 0,00

12	Spese per attività promozionali, di rappresentanza, attività di aggiornamento, convegni, conferenze e dibattiti per diffondere sul territorio la conoscenza sull'attività del Gruppo e sulle questioni di competenza del Consiglio regionale	€ 1.223,15
13	Spese per l'acquisto o il noleggio di cellulari per il Gruppo	€ 0,00
14	Spese per l'acquisto o il noleggio di dotazioni informatiche e di ufficio	€ 0,00
15	Spese logistiche (affitto sale riunioni, attrezzature e altri servizi logistici ausiliari)	€ 0,00
16	Spese bancarie	€ 86,18
	<b>TOTALE USCITE</b>	<b>€ 4.909,50</b>

**SITUAZIONE FINANZIARIA EFFETTIVA ALLA CHIUSURA  
DELL'ESERCIZIO**

Fondo iniziale di cassa	€ 5.603,54
ENTRATE riscosse nell'esercizio	€ 4.066,46
USCITE pagate nell'esercizio	€ 4.909,50
Fondo di cassa finale	€ 4.760,50

Dichiaro, ai sensi dell'articolo 5 della L.R. 17 marzo 1986, n°6, come sostituito dall'articolo 3 della L.R. 24 dicembre 2012, n° 35, che le spese sostenute dal Gruppo consiliare sono conformi alla legge sopra citata riferendosi alle sole funzioni e attività di cui all'articolo 4, comma 1, della L.R. 6/86, sono state preventivamente autorizzate e ne attesto la veridicità e la correttezza.

Consapevole delle sanzioni previste dall'articolo 39 della L.R. 19/2007, nonché dall'articolo 76 del D.P.R. 445/2000 per i casi di falsità in atti e di dichiarazioni mendaci, dichiaro, inoltre, ai sensi dell'articolo 18 del D.P.R. 445/2000 e dell'art. 31 della l.r. 19/2007, che le copie fotostatiche prodotte in allegato al presente rendiconto, attestanti le spese e le entrate del gruppo medesimo, composte di n. \_\_\_\_\_ fogli, sono conformi agli originali, depositati agli atti presso la sede del Gruppo consiliare.

Aosta il 14/10/2019

IL CAPOGRUPPO

